

Les relations franco-espagnoles

M. Suarez se rendra en visite en France à la fin d'août

LIBRE PAGE 18

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,00 dir.; Tunisie, 1,20 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, 5 \$; Danemark, 2,50 kr.; Espagne, 33 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 rls; Italie, 350 L.; Japon, 175 y.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 15 esc.; Suède, 2,50 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 60 cts; Yémen, 10 n. dfr.

Tarif des abonnements page 4
5, RUE DES ITALIENS
75227 PARIS - CEDEX 69
C.C.P. 4307-03 Paris
Tél. Paris 20 69 72
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

La fragilité du négoce alimentaire

M. Giscard d'Estaing a souligné jeudi 18 août à Verdun l'importance de l'agriculture, « facteur d'équilibre pour l'économie française », qui rapporte bon au mal au quelque 40 milliards de francs en devises.

Depuis 1974, les échanges agro-alimentaires de la France n'ont cessé d'enregistrer des excédents considérables : 9,8 milliards en 1974, 4,3 en 1975 et 2,34 en 1976. Cette année encore, le déficit du premier semestre promet d'être plus que compensé par les résultats favorables de la seconde partie de l'année.

Le commerce extérieur agricole de la France est cependant fragile. Il suffit de voir le déficit qu'a engendré pendant dix mois la sécheresse de l'an passé pour mesurer à quel point le « surplus » dont on est si fier dépend des aléas climatiques.

Cette fragilité est structurelle. La vente des boîtes de conserve n'a, elle, jamais souffert des caprices du temps. Mais les ventes à l'étranger du secteur agro-alimentaire français se composent pour moitié de produits vendus bruts, pas ou peu transformés (les céréales représentant à elles seules près de 17 % du total). En forçant le trait, on pourrait y voir une caractéristique de « sous-développement ». La France exporte par exemple de la viande et du lait, mais elle importe une part de plus en plus grande de sa consommation de porc. Comment expliquer cet état de fait ? D'une part par la faiblesse des industries agro-alimentaires ; elles sont mal structurées, atomisées — sur seize mille entreprises, quatre mille quatre cents seulement emploient plus de cinq salariés — « colonisées » par les groupes multinationaux et mal organisées à l'exportation. Elles ne disposent pas de réseaux solides, capables d'assurer des courants d'échanges stables. Voilà dix ans que les gouvernements successifs affirment vouloir restructurer le secteur. Pourtant, l'éphémère secrétaire d'Etat chargé de cette lourde tâche a été supprimé l'an passé.

La seconde raison est le « paradoxe » ouvert par les règlements communautaires européens, qui en protégeant les producteurs contre les variations des cours mondiaux et en leur garantissant l'écoulement de leurs produits, a encouragé une politique de facilité dont on mesure aujourd'hui les méfaits. Pratiquement sûrs de vendre n'importe quoi à un prix rémunérateur, les paysans n'ont pas fait suffisamment d'efforts pour développer la qualité de leurs produits ou pour diversifier leurs débouchés.

Cette politique de « facilité » doit affronter aujourd'hui une double remise en cause. Les pays qui « paient » les pratiques communautaires en matière agricole (R.F.A. et Grande-Bretagne, notamment) montrent depuis deux ans des signes de lassitude ; les fissures apparues au sein de la Communauté confirment qu'il faudra revoir la politique suivie jusqu'à présent. Simultanément, l'entrée éventuelle de nouveaux partenaires (Grèce, Espagne, Portugal) met en lumière les contradictions du système ; comme le gouvernement français l'a vu, répété depuis trois mois, il faudra, avant d'engager tout développement de la C.E.E., modifier les règlements communautaires. Il faudra aussi valoriser de plus en plus les produits des pays bien équipés — dont la France — afin de laisser les « consus pauvres » du bassin méditerranéen écouler leurs denrées moins élaborées.

La France est le second exportateur mondial de produits alimentaires, derrière les États-Unis, a répété M. Giscard d'Estaing. Encore faut-il qu'elle le reste. Les Américains ont garanti à terme leurs positions en diversifiant leurs exportations et en renforçant leurs industries de transformation. La France attend encore la mise en œuvre d'une telle politique.

L'éclat de M. de Guiringaud à Dar-Es-Salaam

La Tanzanie a refusé de faire des excuses après les manifestations antifrancophones

Écortant son voyage en Afrique, à la suite de l'accueil hostile dont il avait été l'objet la veille en Tanzanie et du refus du gouvernement de se désolidariser des manifestants, M. Louis de Guiringaud est allé, ce vendredi 19 août, à son départ de Dar-Es-Salaam, le ministre français des affaires étrangères a été salué par son collègue tanzanien, M. Mkapa.

De notre envoyé spécial

Dar-Es-Salaam. — Le voyage de M. de Guiringaud en Afrique orientale se termine mal. Le ministre des affaires étrangères a repris, ce vendredi matin 19 août, l'avion pour Paris, écourtant de deux jours sa visite et supprimant pratiquement l'étape de Dar-Es-Salaam à la suite des manifestations dont il a été l'objet à son arrivée en Tanzanie. En effet, M. de Guiringaud n'était pas attendu par son collègue tanzanien, M. Mkapa. Je vous tiens pour responsable. Si vous ne pouvez les faire taire, ne venez pas. Personne ne m'a jamais reçu de cette façon, ni en Afrique ni ailleurs, et jamais en France nous n'avons ainsi reçu des invités. M. Mkapa ne disait rien, il arborait un sourire où peut-être à l'ironie se mêlait quelque gêne. Il proposa enfin de partir pour l'hôtel. Mais les deux autocars des manifestants suivirent et les étudiants continuèrent leur chahut sous le balcon de M. de Guiringaud, pendant une bonne dizaine de minutes.

M. Mkapa ayant regagné son ministère, des tractations commencèrent pendant plusieurs heures par hauts fonctionnaires interposés. M. de Guiringaud n'exigeait pas d'excuses mais il voulait que le gouvernement tanzanien se désolidarise publiquement des manifestants. « C'est, dit-il, une question de dignité ». L'ambassadeur tanzanien à Paris, M. Makini, et le chef adjoint du protocole, M. Ngwitu, dépêchés à l'hôtel, expliquèrent que M. Kissinger et Lord Home, ancien secrétaire au Foreign Office, avaient jadis reçu un accueil comparable. « Et alors ? », fit répondre M. de Guiringaud.

MAURICE DELARUE.

(Lire la suite page 3.)

Détente au Sud-Liban ?

Les Palestiniens commenceraient à se retirer de la frontière israélienne

Alors que les États-Unis protestent « fermement » contre les récentes décisions prises par le gouvernement de M. Begin à propos de la Cisjordanie et de Gaza (lire p. 2), la troisième phase des accords de Chataura (juillet 1977) prévoyant le retrait des Palestiniens de la zone frontalière israélo-libanaise entrerait en application ce vendredi 19 août. Une détente semble donc s'amorcer au Sud-Liban.

De notre correspondant

Beyrouth. — L'application de la troisième phase de l'accord triangulaire libano-palestino-syrien de Chataura, relatif au Liban-Sud, commencerait ce vendredi 19 août. Aucune annonce préalable n'en a été faite, mais une réunion de la commission tripartite ad-hoc s'est tenue jeudi à cet effet.

Aux termes de cet accord, les Palestiniens ont pris l'engagement de se retirer sur une ligne située à une distance moyenne de 15 kilomètres de la frontière israélienne, de se regrouper dans les seules régions qui leur sont autorisées en vertu des accords libano-palestiniens du Caire (1969) et de libérer toutes les voies routières.

La résistance palestinienne se déclare prête à appliquer unilatéralement cet accord et paraît effectivement pressée d'opérer ce retrait. Les autorités de Damas ont d'ailleurs envisagé ce retrait pour ce voyage s'est déroulé dans la capitale libanaise après le discours prononcé à Boston par le sénateur Ted Kennedy, qui a préconisé l'établissement de relations diplomatiques formelles à Pékin au prix d'une rupture avec Taiwan.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 2.)

La reprise du dialogue entre les États-Unis et la Chine

La visite de M. Vance à Pékin coïncide avec la fin du congrès du P.C.

L'annonce de la fin du XI^e congrès du parti communiste chinois — ouvert sans doute le 10 août, mais dont la tenue n'a pas été officiellement annoncée — était attendue vendredi 19 ou samedi 20 août, rapportent plusieurs agences de presse, citant des sources bien informées. Divers signes indiquant la fin de la session étaient perceptibles jeudi à Pékin. Selon l'A.F.P., le XI^e congrès — le premier depuis la mort de Mao Tse-toung — se serait même achevé lundi 15 août et aurait été suivi d'une réunion du nouveau comité central.

De notre correspondant

Washington. — M. Vance, secrétaire d'Etat américain, quitte Washington le samedi 20 août pour se rendre en visite officielle à Pékin. Bien que le chef de la diplomatie américaine ait déjà été en Chine à titre privé en 1976, alors qu'il était avocat à New-York, sa visite constituera la première prise de contact officielle entre l'administration Carter et la direction chinoise après avoir été accompli en direction de deux autres pays avec lesquels les États-Unis n'ont pas de relations diplomatiques (Cuba et le Vietnam) moins de trente mois après la défaite américaine dans ce pays.

Avec la Chine, qui, il est vrai, était trop occupée par ses problèmes de succession, presque rien n'a changé depuis l'établissement des « bureaux de liaison » dans les deux capitales. Il y a quatre ans, l'intérêt qu'avait suscité la « grande première » du voyage de M. Nixon en 1972 est bien retombé. Aujourd'hui encore, pas mal d'Américains s'interrogent sur l'utilité d'une politique chinoise active.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 3.)

La gauche peut-elle échouer en 1978 ?

Dans la controverse qui l'oppose au parti socialiste, le parti communiste ne donne pas de leçons, a déclaré jeudi à Europe 1 M. Georges Marchais en répondant à un article de M. Jospin (P.S.) publié dans « le Monde » du 18 août. Sur un ton volontairement « tranquille », le secrétaire général du P.C. a répété pourquoi il convenait de poursuivre le débat sur des divergences essentielles.

Peu après que le bureau politique ait souligné son unité dans cette affaire, ce qu'il fait rarement, M. Marchais a assuré que la direction du parti était parfaitement unie et que l'électorat communiste approuverait sans réserve, s'il

par LOUIS MERMAZ

pergé, et chacun pour son compte. Ce dernier a mis avec délectation son doigt sur les plaies de la droite lorsqu'il a dénoncé tout récemment la dégradation de l'esprit de la V^e République tout en détruisant continuellement la clef de voûte de nos institutions actuelles ? Cette fronde qui va s'aggraver ôte à l'ancienne majorité toute possibilité vraiment offensive. Le mal subi dans l'opinion publique est aujourd'hui devenu un handicap considérable pour les sortants.

Et pourtant la droite peut encore compter sur un miracle dont la gauche fournirait le cadre et les acteurs. Ce serait alors match nul entre les deux camps, et ce match nul permettrait à la droite de se perpétuer au pouvoir.

Pour un observateur impartial, le parti socialiste et son leader François Mitterrand doivent finir par donner une singulière impression d'endurance et de sang-froid. Ce parti surmonte de congrès en congrès le « tracassin » de sa minorité et, malgré quelques éraillures qui n'atteignent fort heureusement ni sa nature profonde ni son aspect extérieur, il se développe, s'implante, se confirme comme le premier parti de France et accroît rapidement son audience internationale. Avec au moins 30 % des intentions de vote, probablement plus, le parti socialiste, co-inventeur de la stratégie

d'union de la gauche, est devenu l'élément moteur du changement. Les autres partis de gauche ne peuvent se passer de lui, c'est évident, mais ils redoutent son ascension.

Les radicaux de gauche sont tellement proches des socialistes qu'ils s'adressent désormais par la force des choses à un électorat totalement identique et qu'ils sont susceptibles en cas d'accord de premier tour de profiter de la progression des suffrages socialistes.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

Court-circuit

« M. André Rossi a répondu cet après-midi à l'interview de M. Jacques Chirac qui paraîtra demain dans un hebdomadaire ».

Je ne rapporterais pas cette phrase, entendue naguère sur une radio, si la démarche journalistique dont elle procède n'avait tendance à se multiplier, à la télévision comme à la radio.

Par delà la gymnastique cérébrale à laquelle est soumise l'auditeur, il y a là un court-circuit dangereux dans le rapport informateur-informé, voire un détournement de l'information, dont je me demande si la presse

écrite mesure bien les conséquences.

La campagne électorale s'annonce longue et stérotypée.

Admettons qu'un commentateur de radio en verve déclare à la rentrée : « M. Chirac a répondu, pendant les vacances, aux arguments qui seront développés en octobre par M. Mitterrand comme suite aux réflexions de M. Marchais, du 11 novembre, déclinant toute valeur à l'allocution présidentielle du Nouvel An. » Que reste-t-il à publier d'ici à janvier ?

MARC VION.

(Lire la suite page 13.)

LA MORT DE TIBOR DERY

Une œuvre essentielle à la compréhension du XX^e siècle

Le romancier hongrois Tibor Dery, qui fut l'un des principaux soutiens de l'insurrection de Budapest en 1956, est décédé le 17 août à l'âge de quatre-vingt-trois ans. (Nos dernières éditions du 19 août.)

M. Roland Leroy a, dans un télégramme adressé à l'Union des écrivains hongrois, exprimé, au nom du parti communiste français, « ses condoléances attristées et son hommage respectueux ».

D'abord, entre un lecteur français d'aujourd'hui et ce très grand écrivain hongrois qui vient de mourir à quatre-vingt-trois ans, une triple difficulté d'accès. Avant tout, la langue et, disons, un manque certain d'intérêt pour les cultures d'Europe centrale — mais, finalement, c'est la moindre ; puis l'écart politique, aussi bien avec le fascisme de Horthy qu'avec le stalinisme de Rakosi et les compromis de Kadar — c'est, en réalité, la pire. Enfin, les décalages chronologiques en résultant, qui ont fait paraître les livres de Dery chez nous au alentours de ses soixante-dix ans, soit pour la phrase inachevée, avec quarante années de retard.

Au départ, l'itinéraire progressiste nous paraît familier. Vers la fin de 1918, dans la défaite de l'empire des Habsbourg, Tibor Dery donne son adhésion au tout jeune parti communiste hongrois. Au printemps 1919, il devient membre du « directeur littéraire » des cent trente-trois jours de la Commune de Hongrie de Bela Kun. Romancier déjà connu, à la chute de la République des conseils, il choisit de s'exiler. Il dira plus tard : « Il était pour moi inconcevable de pouvoir travailler dans mon pays, sans y perdre l'intégrité de mon esprit. » Il place, en effet, sa responsabilité d'écrivain plus haut que tout.

C'est cette même conscience d'avoir à garder son « intégrité d'esprit » qui lui fait quitter Berlin en 1933, le jour où Hitler est élu, et, en 1934, la victoire des hitlériens — portée sur les épaules de plusieurs millions d'électeurs... À l'âge de quarante ans, redécouvrant la réalité au bout de quinze années d'exil, il se sent enfin écrivain, et, du reste, que l'avez été, révolutionnaire.

C'est ici un communiste orthodoxe qui parle, et dans les termes mêmes de l'orthodoxie que, en 1934, Jean Vignères appelait « réalisme socialiste ». Mais, c'est sans doute le seul moment — et en précurseur face à la menace hitlérienne — où l'itinéraire de l'écrivain Tibor Dery se confondra avec cette orthodoxie.

PIERRE DAIX.

AMÉRIQUES

Haiti, terre sans pain

III. — Un laboratoire de l'aide internationale

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE CLERC

Les choses bougent en Haïti, en mal et en bien. En mal : la situation alimentaire de certaines régions, traditionnellement difficile, empire ; plusieurs milliers de personnes sont mortes de faim depuis le début de l'année. En bien : une relative « détente » est perceptible au plan politique, tandis qu'un léger décollage économique est notable dans la capitale (le Monde - des 18 et 19 août).

Port-au-Prince. — Après la crise qui, en mai 1976, avait opposé François Duvalier aux États-Unis, John Kennedy avait décidé de suspendre toute aide américaine à Port-au-Prince. Six mois plus tard, il était assassiné. Ses successeurs, les présidents Johnson et Nixon, se montrèrent beaucoup moins intraitables. Néanmoins, jusqu'à la mort de « Papa Doc », en 1971, la République n'avait souffert d'un réel ostracisme international. Durant cette période, aujourd'hui dépeinte, à Port-au-Prince, comme « les années sombres », l'empereur d'Éthiopie, Haile Selassié, fut le seul chef d'État à faire escale en Haïti, rendant hommage à une autre nation noire indépendante de longue date.

Après la mort de François Duvalier, changement à vue. Comme si la disparition de ce chef d'État peu « présentable » était l'unique condition préalable, les programmes d'assistance commencent à sortir de tous les cartons à la fois. Un peu plus de six ans après l'avènement de « Jean-Claude », le pays de Toussaint Louverture est devenu l'un des États du monde qui reçoit le plus d'aide par habitant. Son montant total dépasse les recettes propres du budget national. Cette volte-face internationale est bien un changement majeur dans la situation de Haïti.

En un sens, ce n'est que justice. La République est la seule à l'Amérique à figurer sur la liste des vingt-cinq pays les plus pauvres du monde établie par les Nations unies. Le revenu par habitant, selon les estimations internationales les mieux fondées, est de l'ordre de 500 F par an. Mais les inégalités sont telles que, on l'a dit et couramment, chaque paysan ne dispose, en moyenne, que de 100 F. Cette

situation explique que des dizaines de milliers de Haïtiens aient dû aller chercher du travail hors de leur pays — aux États-Unis, au Canada, à Saint-Domingue et à Cuba notamment (1). Le P.N.E. est à peu près stagnant, ce qui, compte tenu de l'accroissement démographique, fait de Haïti un « pays en voie de sous-développement ». Les hauts cours mondiaux du café — deuxième source de devises du pays — devraient améliorer la situation. Mais les paysans eux-mêmes n'en tirent qu'un modeste profit : selon une récente étude américaine, les producteurs de café haïtiens sont les plus taxés du monde.

Depuis quelque temps, néanmoins, un certain « décollage » est sensible. Le moteur en est l'installation, autour de la capitale, de plusieurs dizaines de « factorielles », employant des milliers d'ouvriers et d'ouvrières. Intéressés par le régime de bas salaires du pays (de 6,50 à 12,50 F par jour), des capitalistes étrangers — essentiellement nord-américains — ont, en effet, implanté, ces dernières années, des petites et moyennes entreprises qui, comme à Porto-Rico, à Singapour ou à Taïwan, se consa-

Un travail de titans

Le dénuement d'une population où chacun ne dispose en moyenne que de 1700 calories par jour, justifie donc amplement l'assistance internationale massive que reçoit Haïti. Celle-ci s'est manifestée, ces dernières semaines, par l'envoi rapide et important de secours aux populations frappées par la famine. Le programme alimentaire mondial (P.A.M.), l'Unicef, la Communauté économique européenne, les États-Unis, le Canada, etc., ont envoyé des céréales, du lait, des médicaments, des semences.

Capital sur le plan humain, cet aspect de l'assistance internationale n'est, évidemment, pas le plus important à long terme. A cet égard, les Nations unies font un travail considérable. Elles se consacrent surtout, actuellement, à une évaluation systématique des ressources du sous-sol. Elle soulève de grandes espérances,

compte tenu de la quasi-absence de matières premières en Haïti ; certains murmurent déjà, à Port-au-Prince, que le pays pourrait être « un bloc de minerai de cuivre ». La technique (américaine et française) est parfaite : on a déjà obtenu des concessions d'exploitation.

La F.A.O., de son côté, patronne depuis quatre ans une action de lutte contre l'érosion des sols dans la région de Limbé. Cette activité a déjà transformé le paysage sur des milliers d'hectares. De haut en bas des collines, tous les 10 mètres environ, une ligne de plants de citronniers (3) rompt les pentes, ralentissant le flux des eaux de pluie, et fixant la maigre couche d'humus. Des murs en pierres sèches ont été édifiés, des fascines ont été posées dans les ravines pour « casser » le cours des torrents. Déjà les rivières montent plus lentement, roulent des eaux plus claires, et dégagent moins que naguère. Des centaines de paysans participent à ce travail de titans, rémunérés par des distributions de vivres du P.A.M. Dans la plaine de Gonâves, d'autre part, la F.A.O. poursuit, en collaboration avec l'Allemagne de l'Ouest, un important programme de forage de puits, destiné à triquer l'une des rares plaines du pays.

On se prend à songer que de tels travaux, entrepris à temps, auraient pu prévenir la catastrophe écologique humaine que connaît aujourd'hui le nord-ouest.

L'Organisation mondiale de la santé poursuit un important programme d'éradication du paludisme (l'Onchocercose) par un système de radio éducative rurale. L'Unicef participe à des programmes d'amélioration de la nutrition, de régionalisation des services de santé, de formation et de recyclage des maîtres dans les campagnes et de mise en œuvre d'une planification sociale. L'assistance bilatérale n'est pas moins considérable. Les motivations des pays qui y sont engagés ne sont évidemment pas semblables — même si tous ressentent le scandale que constitue cet état de misère au cœur de l'hémisphère occidental.

Intéressés par tout ce qui est caribbe, les États-Unis le sont tout spécialement par cette île qui contrôle le passage vers le principal port de passage vers le canal de Panama : l'assistance

États-Unis

M. BERT LANCE

NE DÉMISSIONNERA PAS

Washington (A.F.P., Reuter). — Interrompant les vacances qu'il prend à Camp David, sur les hauteurs des environs de Washington, le président Carter s'est rendu en hélicoptère, le jeudi 18 août, dans la capitale fédérale, pour se montrer aux côtés de M. Bert Lance, directeur du budget, qui tenait une conférence de presse, et réaffirmer ainsi publiquement sa confiance dans l'un de ses plus proches collaborateurs.

Le matin même, le président et la commission des affaires gouvernementales du Sénat avaient reçu le rapport rédigé par le contrôleur de la monnaie sur les transactions bancaires opérées par M. Lance, antérieurement à son entrée au gouvernement (le Monde du 17 août). L'enquête n'y a rien trouvé qui puisse justifier des poursuites. Elle a seulement relevé « des pratiques discutables », qui seront d'ailleurs examinées en commission par le Sénat au début de septembre. M. Lance a déclaré qu'il ne se démettrait pas de ses fonctions.

militaire — navale notamment — de Washington a repris après les « années sombres ». La République fédérale d'Allemagne, quant à elle, ne pouvait pas laisser Haïti à l'écart de la « grande politique latino-américaine » qu'elle mène depuis quelques années. Tous ces motifs valent aussi pour le Canada.

La France, pour sa part, est, naturellement, sensible à la situation de l'unique État francophone de la zone. Ainsi Haïti est-il le seul pays au monde qui reçoive une aide importante à la fois des affaires étrangères et du ministère de la coopération.

La réalisation française la plus

spectaculaire, c'est la « route de l'amitié », qui, après avoir serpenté à travers la chaîne montagneuse de la péninsule méridionale, aboutit à Jarmel. Paris fournit également une assistance à l'aviation civile haïtienne. Plusieurs dizaines de coopérants participent, dans toute l'île, à la formation et au recyclage des maîtres. Cette assistance, jusqu'à présent très élitiste, commence à être comblée par des actions dans le domaine agricole — évidemment plus fondamentale pour l'avenir du pays et de ses habitants : la construction d'un centre de conditionnement des semences de maïs et une enquête sur les possibilités de mise en valeur de la région de Jarmel en sont, aujourd'hui, les points forts.

« Une terre païenne »

Cette aide internationale comporte une grande lacune : la coordination fait presque totalement défaut. Le visiteur le moins prévenu se convainc que le territoire a été découpé en tranches comme un gâteau, et que chaque pays, chaque organisation, nationale ou internationale, en a eu sa part non certes, pour en tirer un profit, mais pour y appliquer ses propres méthodes d'assistance : aux Allemands la plaine de Gonâves, aux Israéliens celle de Cul-de-Sac, derrière la capitale, aux États-Unis le nord-ouest, aux Canadiens la région de Petit-Goâve, à la France Jarmel. L'ONU, présente un peu partout, n'a pas réussi, jusqu'à présent, à imposer aux yeux des autorités haïtiennes comme l'indispensable coordonnatrice de tant d'efforts dispersés.

Cette absence de coordination va même jusqu'à une caricature : la compétition dans le cas des églises. Un connaisseur d'Haïti nous assure que ce pays était « providentiel pour l'Occident ». « Laboratoire, tantôt baroque et tantôt tragique, de la négritude », la terre de Toussaint Louverture est aussi, nous dit-il, un lieu où des milliers de touristes américains, canadiens et suisses, notamment, viennent se convaincre que « la pénurie ne fait pas forcément le malheur » : le peuple haïtien force l'admiration par le courage, l'humour, qu'il démontre dans l'adversité. Enfin, ajoutait cet observateur, Haïti n'est-il pas, à deux pas des États-Unis, le plus grand pays chrétien de la planète. — une terre païenne, puisque la majorité de ses habitants continuent de pratiquer le vaudou ?

Il est sûr que le rôle missionnaire des Américains, et, plus généralement, de l'Occident — se donne libre cours en Haïti. Jusqu'à une date récente, les catholiques français y donnaient le ton. Depuis François Duvalier, le clergé a été presque entièrement « haïtianisé ». Le catholicisme subit, désormais, l'assaut très rude des églises et sectes réformées venues d'Amérique du Nord : plus de deux cents sont aujourd'hui recensées auprès du bureau compétent du ministère des

PROCHE-ORIENT

La politique israélienne dans les territoires occupés

Les États-Unis adressent deux notes de protestation « fermes » au gouvernement Begin

De notre correspondant

Jérusalem. — Les États-Unis ont officiellement signifié à Israël qu'ils « regrettaient profondément » les deux dernières décisions du gouvernement de Jérusalem portant sur l'annexion de services de santé en Cisjordanie et à Gaza et la création de trois nouveaux centres d'implantation en Cisjordanie.

Un ancien porte-parole officiel israélien avait encore convenu dans la matinée du vendredi 18 août à commenter la protestation américaine, dont les termes ne sont connus que par la publicité qui lui a été donnée à Washington. L'ambassadeur israélien, M. Simha Dinitz, a été convoqué par M. Philipps, directeur adjoint du département d'État, qui lui a transmis deux notes, dont la première est en connaissance que les États-Unis ont une « réserve » en ce qui concerne la politique de l'occupation, et que les États-Unis ne peuvent pas accepter la création de nouveaux centres de services de santé dans les territoires occupés.

Simha Dinitz, le ministre des Affaires étrangères, M. Moshe Dayan, qui avait pris d'interrompre ses vacances. Tant à Jérusalem qu'à Washington, la réponse israélienne aurait été, selon de « bonnes sources », aussi « ferme » que la protestation américaine. Israël répondrait l'accusation qui lui est faite de contrecarrer les efforts de médiation américaine. C'est, dit Jérusalem, aux Arabes, qui exigent une modification de la résolution 242, qu'il faut adresser un tel reproche. Quant aux faits spécifiques qui font l'objet de la démarche américaine, ils relèvent, selon les Israéliens, de considérations de politique intérieure. Les dernières décisions ne sont que des suites données à des mesures prises par le précédent gouvernement, et les trois nouvelles colonies qui viennent d'être créées sont situées en des lieux qui, selon la formule prévoyant des « mod-

ifications mineures » à apporter aux lignes de 1967, feront partie de l'État d'Israël.

L'éditorialiste du quotidien travailliste Davar déplore, ce vendredi, l'opportunité des décisions gouvernementales, tout en rappelant que dans le passé l'administration américaine s'est toujours opposée à toute initiative israélienne dans les territoires occupés. Cependant, écrit l'organe des syndicats, c'est la première fois que Washington exprime son mécontentement d'une manière aussi brutale et aussi « dramatique ». Les initiatives du gouvernement Begin, estime le Davar, pourraient amener les Américains à la conclusion que le seul moyen de résoudre le problème est d'imposer leur propre solution.

ANDRÉ SCAMAMA.

WASHINGTON : des actions unilatérales et illégales.

Washington (A.F.P.). — M. Hoddin Carter, le porte-parole du département d'État, s'est déclaré, jeudi 18 août, à la fois contre la création de nouvelles colonies juives de peuplement en Cisjordanie et contre l'extension à la Cisjordanie des services publics existant en Israël. Sur ce dernier point, il a indiqué que « cette décision crée une impression d'occupation permanente de territoires qui sont passés sous le contrôle d'Israël lors de la guerre de juin 1967, ce qui n'est pas positif ».

« A été émise », a-t-il poursuivi, nous avons noté avec regret la déclaration du secrétaire du cabinet israélien selon laquelle Israël ne peut pas annuler des terres israéliennes puisqu'elles lui appartiennent déjà ».

Le porte-parole du département d'État a toutefois atténué ses critiques en indiquant auparavant que « l'impact juridique d'une décision de principe, dont les mesures d'application n'ont pas été mises au point, n'est pas encore parfaitement clair ».

En ce qui concerne la création de trois nouveaux points de peuplement en Cisjordanie, il a réaffirmé que « ces actions unilatérales et illégales constituent un obstacle à la conduite de négociations constructives ».

Le porte-parole du département d'État a enfin estimé qu'il était prématuré de dire ce que feront les États-Unis si le gouvernement Begin de nouveau s'obstine à ces demandes. Mais il a toutefois reconnu que « des options » étaient à l'étude.

affaires étrangères et des cultes ! La compétition entre elles est acharnée. La campagne haïtienne est hâchée de temples, et d'autres sont en construction un peu partout.

Dans cette fièvre, une secte se distingue : les adventistes du septième jour, ces « dominicains du protestantisme », comme les appelle devant nous un curé. Leurs moyens matériels sont à la hauteur de leur prosélytisme. C'est ainsi qu'ils distribuent des postes à transistors portables sur la fréquence de Radio-Lumière, une puissante station dont ils ont le contrôle.

Ces aspects irritants ne sont, certes, que l'ombre de l'essentiel : les chrétiens de toute observance font, sur le terrain, un extraordinaire travail d'assistance aux populations les plus démunies. Ils aident, pourtant, à comprendre l'irritation de certains Haïtiens, qui dénoncent « une mise en coupe réglée » de leur pays. Sans doute les habitants ne croient-ils pas sérieusement que tout un chacun cherchera à s'enrichir sur le dos de Haïti. — bien trop pauvre pour être vraiment « rentable ». Mais, sans aller jusqu'à suivre certains opposants, qui assurent que l'assistance internationale aboutit à « envahir le territoire », ne faut-il pas se demander si Haïti ne sert pas un peu de cobaye à l'Occident ? Ne convient-il pas de redresser rapidement les errements les moins admissibles ?

FIN

(1) En Amérique du Nord, où ils entrent, en général, clandestinement, les Haïtiens travaillent le plus souvent dans le secteur des services. A Saint-Domingue et à Cuba, ils sont employés comme coupeurs de canes à sucre.

(2) De 10 à 15 % des Haïtiens, peut-être, expriment en français, langue officielle du pays, les suins ne parlent que le créole. Le taux d'analphabétisme (plus de 75 %) est le plus élevé du continent américain.

(3) Les agronomes ont choisi cette plante parce que les animaux domestiques, et notamment les chèvres, qui paissent dans l'île, s'en nourrissent pas le goût !

Liban

LES PALESTINIENS COMMENCERAIENT À SE RETIRER DE LA FRONTIÈRE ISRAËLIENNE

(Suite de la première page.)

Il avait été spécifié que cela se ferait dans les trois mois. Après avoir rencontré, le 12 août, les chefs du Front libanais (conservateurs chrétiens) le président Assad avait indiqué que l'opération commencerait dès lundi. Finalement celle-ci semble devoir se dérouler avec un retard de quatre jours.

Ce délai est imputable aux récentes rumeurs concernant l'imminence d'une attaque israélienne. Il y a quatre jours, tout en proclamant l'état d'alerte dans le sud, M. Arafat faisait part de ses appréhensions au président libanais, qui contactait aussitôt l'ambassadeur des États-Unis et les représentants diplomatiques américains à Beyrouth et à Jérusalem. L'émotion s'est apaisée après les assurances venues de Washington, sous la forme d'un message du président Carter à M. Séad et au président Assad, leur demandant de faire preuve de modération au Liban-Sud.

Un problème pourrait se poser maintenant : un vide risque de se créer au sud lorsque les fedayin auront opéré leur retrait, car l'armée libanaise n'est pas en état de s'y opposer, sinon très symboliquement. Israël pourrait être tenté de remplir ce vide en ayant recours aux milices chrétiennes du sud. Les autorités libanaises et syriennes s'opposent cependant à toute telle manœuvre, tout en faisant confiance, sur ce point, aux engagements américains. Le ministre libanais des Affaires étrangères, M. Boutros, multiplie les contacts sur ce sujet, aussi bien avec Washington qu'avec la droite chrétienne.

A l'issue d'une réunion du Front libanais, M. Chaimoua a déclaré jeudi : « La situation au Sud-Liban est inchangée. Les accords conclus ne sont pas appliqués. Les déclarations d'Arafat et de ses amis n'ont rien fait à l'optimisme. Nous avons entendu suffisamment de promesses, nous réclameons l'exécution des accords ».

Sur le terrain, les combats se sont quelque peu intensifiés dans la région de Koleyah-Marjayoun, sans cependant atteindre l'ampleur dont font état certaines informations : il s'agit toujours de duels d'artillerie dans une zone aux trois quarts vidée de ses habitants.

Enfin, les dirigeants du Front libanais feignent d'ignorer les déclarations de M. Begin et les informations en provenance de Tel-Aviv, au sujet de leur collaboration avec Israël. « D'une part, nous faisons rapport sur tout ce que nous voyons, nous nous sommes plus au stade d'être gênés par de telles révélations », nous a déclaré un des principaux chefs conservateurs chrétiens.

LUCIEN GEORGE.

L'éclat de M. de Guiringaud

JOHANNESBURG : une bonne leçon de réalisme pour Paris

La France, sixième fournisseur de la République S

Avant la conférence sur l'apartheid à Johannesburg, M. de Guiringaud, ministre de l'Énergie, a déclaré que la France était le sixième fournisseur de la République S.

Il a également souligné l'importance de la coopération économique entre la France et l'Afrique du Sud.

M. de Guiringaud a insisté sur le rôle de la France dans le développement de l'Afrique du Sud.

Il a également mentionné les projets de coopération dans le domaine de l'énergie.

M. de Guiringaud a conclu en affirmant que la France était prête à continuer sa coopération avec l'Afrique du Sud.

Il a également souligné l'importance de la coopération économique entre la France et l'Afrique du Sud.

M. de Guiringaud a insisté sur le rôle de la France dans le développement de l'Afrique du Sud.

Il a également mentionné les projets de coopération dans le domaine de l'énergie.

M. de Guiringaud a conclu en affirmant que la France était prête à continuer sa coopération avec l'Afrique du Sud.

Il a également souligné l'importance de la coopération économique entre la France et l'Afrique du Sud.

AFRIQUE

ASIE

L'éclat de M. de Guiringaud à Dar-Es-Salaam

(Suite de la première page.)

Il demanda si le gouvernement tanzanien, qui sait très bien se faire respecter, avait toléré pareille manifestation contre le premier ministre guinéen arrivé la veille.

Les Tanzaniens proposèrent d'évoquer l'incident lors des entretiens prévus pour l'après-midi. Le ministre français refusa. Il voulait que l'affaire soit réglée au préalable. L'heure du dîner, que devait offrir au son honneur M. Mikapu, était dépassée depuis longtemps, quand M. de Guiringaud fit publier un communiqué disant que les autorités tanzaniennes n'ayant pas voulu « désemparer » des manifestations « inadmissibles », il reprendrait l'avion ce vendredi matin pour Paris sans attendre dimanche.

A son tour, le ministre des affaires étrangères tanzanien publia alors un communiqué disant que la condition posée par M. de Guiringaud pour maintenir sa visite était « absolument inacceptable ».

Une rebuffade prévisible

Cette rebuffade n'était pas tout à fait inattendue. Chacun savait depuis le début du voyage de M. de Guiringaud en Afrique que l'étape de Dar-Es-Salaam, capitale de l'Afrique progressiste et militante, serait la plus difficile. Ce n'est cependant que jeudi matin qu'un article du *Daily News*, seul quotidien de la capitale, laissa clairement comprendre que M. de Guiringaud ne serait pas le

bienvenu. Sur huit colonnes, avec une grande photo de M. Giscard d'Estaing, il interrogeait : « Que pouvons-nous faire pour vous, monsieur le ministre ? ». Suivait un long réquisitoire sur les relations entre la France et l'Afrique du Sud depuis une dizaine d'années, et en particulier une énumération des fournitures d'armes et des promesses de les interrompre non tenues par le gouvernement français. L'article affirmait d'ailleurs que « la France est aujourd'hui le plus récalcitrant des fournisseurs d'armes destructrices à nos ennemis de Pretoria » et s'achevait ainsi : « Il nous est difficile de comprendre ce que M. de Guiringaud peut bien venir nous expliquer. »

« Bon voyage ! »

Dans ces conditions, pourquoi, dit-on, avoir invité le ministre français ? En diplomatie cependant, rien n'est aussi simple. Si les Tanzaniens ont adressé une invitation formelle à M. de Guiringaud, c'est parce que celui-ci l'avait souhaité, il voulait voir en particulier M. Nyerere, qui est le dirigeant africain le plus écouté, dans cette partie du continent du moins. Mais M. Nyerere souhaitait, lui aussi, rencontrer le ministre français puisqu'il lui demanda de modifier le calendrier des visites primitivement prévu afin qu'il puisse la rencontrer à son retour de Washington.

Les Tanzaniens avaient-ils prévu que l'incident trait si loin ? Il reste à expliquer pourquoi la France est ici l'objet d'une telle animosité. M. de Guiringaud est persuadé que l'affaire des Comores y est pour beaucoup. Il en est sans doute d'autant plus amer qu'il avait annoncé que la sécession de Mayotte aurait des conséquences internationales fâcheuses, quand il était représentant de la France à l'ONU. La Tanzanie a toujours été à la pointe de la campagne contre la France à propos des Comores, très probablement parce qu'elle a elle-même des visées sur l'archipel. Les trois îles aujourd'hui indépendantes (déclarées par la France) possèdent le sultanat de Zanzibar, et la Tanzanie (dont Zanzibar fait aujourd'hui partie) y a envoyé des instructeurs pour y former une milice.

En tout cas, quelles que soient les intentions cachées des Tanzaniens, c'est sur la politique française vis-à-vis de l'Afrique du Sud qu'ils font porter tous leurs reproches, et le *Daily News* de ce vendredi, qui traite cette affaire sur toute sa première page, ironise dans un éditorial : « Est-ce que la dignité de M. de Guiringaud est au-dessus de la dignité des populations de l'Afrique du Sud, qui sont humiliées, exploitées et massacrées par un régime armé par des armes françaises (...) La France est toujours un pays puissant, et l'impérialisme français, bien que le déclin, se bat toujours pour avoir

sa place au soleil. Ailleurs, en Afrique, M. de Guiringaud sera peut-être bien accueilli, en dépit des ventes d'armes à l'Afrique du Sud. Pas en Tanzanie, et nous ne le regretterons pas. Bon voyage ! »

L'incident tanzanien, dont cet éditorial confirme, s'il en était besoin, qu'il bénéficie de la bénédiction des autorités, ne donne cependant pas une idée tout à fait exacte du voyage de M. de Guiringaud en Afrique. Au Mozambique, en particulier, où, après de longues années de flirter entre la France et le Portugal de Salazar, le terrain aurait pu aussi être difficile, les explications de M. de Guiringaud ont été accueillies tout autrement. C'est ainsi que le ministre des affaires étrangères mozambicain, M. Chissano, tout en estimant que beaucoup de Français ont « des complexes de supériorité » et « des réflexes coloniaux », a déclaré dans une interview : « Je reconnais que la France a changé d'avis et de manière d'agir. » M. Mugabe, un des chefs les plus influents de la résistance rhodésienne, a déclaré, lui aussi, après avoir reçu mercredi à Maputo M. de Guiringaud, qu'il son avis la politique de la France à l'égard de l'Afrique du Sud avait changé. C'était bien de ce changement que M. de Guiringaud voulait persuader les Africains. Mission à demi remplie donc... ou à demi manquée.

MAURICE DELARUE.

JOHANNESBURG : une bonne leçon de réalisme pour Paris

De notre correspondante

Johannesbourg. — La radio nationale sud-africaine (S.A.R.C.) a commenté ce vendredi matin le séjour du ministre français de l'Afrique, M. de Guiringaud, à l'occasion d'un voyage en Afrique. Le commentateur, un emprunté de son côté de son collègue américain et britannique et utilisé, en parlant d'« embargo total » sur les armes destinées à l'Afrique du Sud, un langage qui devait plaire à ses interlocuteurs. Ce n'est pas « compris », a-t-il ajouté, qu'il s'adressait à des militants qui veulent tout ou rien. Cette expérience a-m-e-r-i-c-a-i-n-e n'est pas « comprise », a-t-il ajouté, qu'il s'adressait à des militants qui veulent tout ou rien. Cette expérience a-m-e-r-i-c-a-i-n-e n'est pas « comprise », a-t-il ajouté, qu'il s'adressait à des militants qui veulent tout ou rien.

Même s'ils n'ont pas déclenché d'émotions explosives, les discours du ministre blâmant l'apartheid et parlant d'« embargo total » ont souvent agacé l'Afrique du Sud blanche. « Ah ! les Français qui saisissent avec lesquels les Français ont annoncé qu'ils ne vendraient plus d'armes à l'Afrique du Sud ! Même les pays

de l'Est ont dû avoir un haut-le-cœur », ironisait récemment le quotidien anglophone *Star* dans un éditorial. *Diplomatie de la corde* : « Les Français ont toujours été de subtils diplomates. Seuls ceux qui sont intimement concernés par le problème de l'Afrique du Sud ne peuvent pas le reconnaître, ceux qui savent réellement avec qui la France fait des affaires, peuvent juger à quel point leurs déclarations sont cyniques. »

Le ministre de la défense, M. Botha, a d'ailleurs fait remarquer mercredi que son pays a aujourd'hui la présence d'« experts des armes ». « Nous possédons pratiquement toutes les matières premières, et aujourd'hui nous fabriquons des armes à un coût moindre que celui des armes équivalentes importées. Nous sommes à un point où nous pouvons envisager d'exporter. » Il a cependant souligné que l'Afrique du Sud ne fabrique pas encore tout l'armement dont elle a besoin, car « aucun pays ne peut être complètement indépendant dans ce secteur ».

CHRISTIANE CHOMBEAU.

La Tanzanie : un socialisme original en difficulté

La République de Tanzanie, formée de l'ancien Tanganyika, colonie allemande passée sous mandat britannique après la première guerre mondiale, et de l'île de Zanzibar, a été proclamée le 28 octobre 1964. Avec quelque quinze millions d'habitants sur un territoire deux fois grand que la France, c'est l'un des pays les plus déshérités d'Afrique.

En 1967, le président Julius Nyerere, qui est demeuré l'un des dirigeants africains les plus prestigieux, lança, dans la Déclaration d'Arusha, une expérience socialiste originale fondée sur le rôle prépondérant de villages communautaires, les *ujamaas*. Rebutés les modes les occidentaux, la Tanzanie s'est orientée vers un développement rural, égalitaire et essentiellement rural. Le sérieux de son expérience et la stabilité de son régime lui ont permis d'obtenir l'appui des Etats-Unis, de la Suède, de l'U.R.S.S. ou de la Chine. Cette

dernière a, en particulier, construit un chemin de fer, le Tazara, qui relie aujourd'hui les mines de cuivre de Zambie au port de Dar-es-Salaam.

Malgré des succès incontestables, en particulier dans le domaine de l'alphabétisation (très à 90 % à la fin de l'indépendance), l'économie tanzanienne connaît une situation très difficile et a gravement souffert de la crise du pétrole et de la sécheresse de ces dernières années.

Politiquement très engagé dans la lutte pour la libération de l'Afrique australe, le président Nyerere est le porte-parole des cinq pays de la « ligne de front ». Il a approuvé l'envoi de troupes tanzaniennes en Angola et a réservé un accueil particulièrement chaleureux, en mars dernier, à M. Fidel Castro. Dar-es-Salaam est, d'autre part, le siège du comité de libération de l'Organisation de l'unité africaine.

Avant la conférence sur l'apartheid de Lagos

M. SIMONET
DECLARE QUE LES NEUF
APPUIERONT UNE DEMANDE
D'EMBARGO SUR LES ARMES
A DESTINATION DE PRETORIA

M. David Owen, secrétaire au Foreign Office, qui doit faire, en compagnie du représentant américain à l'ONU, M. Andrew Young, un voyage en Afrique australe pour présenter les propositions anglo-américaines sur la Rhodésie, ne se rendra pas à Salisbury avant le 31 août, date des élections organisées par M. Ian Smith.

Après avoir, M. Frank Judd, ministre adjoint au Foreign Office, dirigera la délégation britannique à la conférence internationale contre l'apartheid qui se tiendra à Lagos, sous l'égide de l'ONU, du 22 au 26 août prochains, et au début de laquelle assistera le secrétaire général de l'ONU, M. Waldheim, qui se rendra ensuite à Londres, du 24 au 26 août, s'arrêtera les 22 et 23 août à Tripoli et à Ndjamena, où il s'entretiendra du litige entre le Tchad et la Libye avec les dirigeants de ces deux pays.

Le ministre belge des affaires étrangères, M. Henri Simonet, président en exercice du conseil des ministres de la Communauté économique européenne, qui représentera la C.E.E. à cette conférence de Lagos, a confirmé, jeudi 18 août, à Bruxelles, que les Neuf vont faire usage de leur « pouvoir économique » pour exercer une pression sur l'Afrique du Sud afin que celle-ci renonce à la politique d'apartheid. Ils appuieront vraisemblablement la demande d'embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud, qui sera débattue prochainement aux Nations unies.

M. Simonet a cependant tenu à marquer la différence entre la Rhodésie, « composée de colons qui ne se sont jamais intégrés », et l'Afrique du Sud, « qui est un véritable Etat, même si son système de valeurs n'est pas égal au nôtre ». — (A.F.P., A.P.)

La France, sixième fournisseur et dixième client de la République Sud-Africaine

Les relations commerciales entre la France et l'Afrique du Sud ont été très dynamiques. Si leur caractère spectaculaire est apparu en mai 1976 avec l'attribution à Franceome de la construction de deux centrales nucléaires de 925 mégawatts chacune à 35 kilomètres au nord de la ville de Kap (une commande de l'ordre de 6 milliards de francs), d'autres contrats importants ont été passés dans les trois dernières années. En 1975, la société l'Air liquide a été chargée de la construction d'une usine pour la production d'oxygène destinée à permettre l'extraction du pétrole à partir du charbon : la Compagnie générale d'électricité (C.G.E.) a été agréée comme fournisseur officiel des postes sud-africains et l'Airbus a obtenu un succès commercial important au détriment de la firme Boeing (quatre commandes fermes et quatre options).

En 1976, d'autres projets ont été concrétisés dans les secteurs automobile et pharmaceutique. Et il y a moins d'un mois des informations britanniques faisaient état d'un important contrat — non confirmé officiellement — portant sur la livraison à la France, chaque année et pendant dix ans à partir de 1980, de 900 à 1 000 tonnes d'uranium sud-africain au prix de 27 dollars la livre, soit bien en dessous du cours mondial actuel (40 dollars).

Ces produits minéraux (l'uranium mais aussi le charbon) sont les principaux achats de la France à l'Afrique du Sud. Vient ensuite la laine, les fruits et les cuirs et peaux. Quant aux ventes françaises, elles portent sur les automobiles, les machines, l'appareillage électrique, les produits chimiques et sidérurgiques. D'ores et déjà, plus de quatre-vingts entreprises françaises ont investi en Afrique du Sud.

Malgré cette coopération — qui semble devoir se développer dans le domaine nucléaire — les derniers chiffres connus (premier semestre 1976) ne placent la France qu'au sixième rang des fournisseurs de l'Afrique du Sud avec 3,5 % du marché, derrière les Etats-Unis (21,3 %), la

Grande-Bretagne (18,6 %), la République fédérale d'Allemagne (14,1 %), l'Italie (10,1 %) et le Japon (9,1 %). La France a même diminué de près de 1 % entre 1975 et 1976. De plus, la France n'est pas le dixième client de l'Afrique du Sud.

De longue date, la République Sud-Africaine a été un important client des industries françaises d'armement. Toutefois, en août 1976, au terme d'une visite au Zaïre, M. Giscard d'Estaing a annoncé que la France cessait de livrer à Pretoria des armes terrestres et aériennes, et l'exclusion des matériels navals, jugés moins offensifs. Ainsi l'Afrique du Sud dispose-t-elle déjà de trois sous-marins Dauphin et trois sous-marins Daphné, et trois vedettes lance-missiles commandées à la France.

Malgré l'embargo portant sur les autres matériels de guerre, la République sud-africaine peut produire elle-même, grâce aux accords sous licence conclus précédemment avec la France, les armes dont elle a besoin.

Elle produit ainsi des intercepteurs de défense aérienne Mirage F-1 du groupe privé Dassault-Breguet dans son usine d'Atlas Corporation, près de Johannesburg. D'ores et déjà, la République sud-africaine est équipée de seize Mirage F-1 avec leurs missiles air-air et air-sol. L'armée de l'air sud-africaine dispose, d'autre part, de trente-six avions de combat Mirage-III, de quinze hélicoptères super-Iroquois, de neuf avions de transport Transall, de quatre avions de transport Nord-262, de cinquante hélicoptères Alouette-III, de vingt-quatre hélicoptères Puma. L'armée de terre utilise notamment des missiles anti-char Milan.

La République sud-africaine n'a pas été invitée au Salon aéronautique du Bourget cette année, en raison de l'embargo dont elle est l'objet concernant les matériels aérospatiaux jugés « offensifs ».

« LE QUOTIDIEN DE PARIS » : la seule issue.

« Outre des manifestations antifrancophones qui l'ont accueillie hier à son arrivée à Dar-es-Salaam, M. Louis de Guiringaud a préféré rompre plus tôt que subir. En reprenant l'aviation pour Paris, le ministre des affaires étrangères n'a pas fait, il a claqué la porte. C'était la seule issue face à l'attitude d'un pays qui nous a fait, tout au long de sa visite, les usages diplomatiques, s'est fait le complice, sinon l'instigateur, de l'ajournement de la conférence de l'unité africaine d'un pays qu'il avait invité... »

Le président tanzanien, se refusant aux excuses comme à d'habitude, a implicitement refusé le dialogue avec la France. Il en porte seul la responsabilité. (...)

« Paris ne pouvait aller plus loin qu'il n'a été, reconnaissant « de facto », en Zambie comme au Mozambique, les mouvements nationalistes du champ de bataille de l'Afrique australe et allant à Maputo, jusqu'à proposer des armes à ceux qui les fournissent contre la Rhodésie ou l'Afrique du Sud. Aussi, l'échec est-il à la mesure des propositions faites par la France à « l'Afrique militante », voire de ses concessions. Aux yeux de cette Afrique-là, Paris n'est pas crédible, elle vient d'en donner la preuve et le passé pèse dans la balance d'un poids plus lourd que l'avenir. »

(PHILIPPE MARCOVICI.)

« Une mise au point de M. Thiébaud. — Mis en cause récemment par l'Agence Zaïre Presse, M. Serge Thiébaud, qui aura, selon l'AZAP, rencontré le 10 juin 1977 à Paris, en sa qualité de représentant des anciens gendarmes tanzanais », M. Karl I Bond, ministre des affaires étrangères zairoises actuellement détenu à Kinshasa (le Monde du 16 août), précise qu'il ne se trouvait pas à Paris à cette occasion. « Je n'ai aucun mandat politique pour représenter les anciens gendarmes tanzanais » et « n'ai pas vu M. Karl I Bond depuis de nombreuses années ».

Chine

La visite de M. Vance à Pékin coïncide avec la fin du congrès du P.C.

(Suite de la première page.)

La fin des guerres indochinoises a mis un terme, pour un temps, à l'Afrique, voire d'Amérique latine, ont pris le relais à l'avant-scène de l'actualité. On fait valoir aussi que le commerce sino-américain stagne à des niveaux médiocres (ils n'ont atteint que 336 millions de dollars dans les deux sens, en 1976, ce qui équivaut au dixième du volume des échanges avec Taiwan), et que l'influence militaire et diplomatique de la Chine est toujours trop faible pour offrir un contrepois, voire un « levier », face à la puissance soviétique.

Un autre obstacle à une politique hardie vis-à-vis de Pékin réside dans la question de la Chine. Il ne semble plus être question non plus de rendre le retrait final des troupes américaines stationnées dans l'île dépendant du règlement pacifique du problème de Taiwan, comme le faisait la déclaration Nixon-Chou En-lai de 1972. Après tout, il a été décidé de retirer un effectif beaucoup plus important de Corée, alors qu'on est toujours très loin d'un règlement dans ce pays. Le régime nationaliste, dont la position militaire reste forte face au continent, ne devrait pas faire exception à la règle.

En même temps, l'approche p.l.u.s. souple de l'administration Carter ne paraît pas s'inscrire dans un « grand dessein » analogue à celui que s'est assigné l'équipe Nixon-Kissinger en 1971. Il s'agit moins aujourd'hui d'une stratégie planétaire que d'une « politique morcelée », selon l'expression du chroniqueur américain Stanley Karnow, de la recherche d'une normalisation jugée souhaitable pour elle-même.

tions avec les pays « ex-ennemis ». Depuis la guerre de Corée, la Chine est la plus importante d'entre eux, même si le « bureau de liaison » entretenu ici par Pékin a, avec ses six étages et ses dizaines de diplomates, toutes les apparences d'une ambassade.

Certains pas ont d'ailleurs été faits par le président pour réduire l'obstacle que Taiwan représente dans cette voie. Pendant sa campagne électorale, M. Carter proclamait son intention de maintenir « l'indépendance et la liberté du peuple de Taiwan ». Dans sa dernière déclaration sur la question, le 30 juin, il a parlé seulement de préserver « la vie pacifique des Taitanais », ce qui nuançait fortement son engagement.

Il ne semble plus être question non plus de rendre le retrait final des troupes américaines stationnées dans l'île dépendant du règlement pacifique du problème de Taiwan, comme le faisait la déclaration Nixon-Chou En-lai de 1972. Après tout, il a été décidé de retirer un effectif beaucoup plus important de Corée, alors qu'on est toujours très loin d'un règlement dans ce pays. Le régime nationaliste, dont la position militaire reste forte face au continent, ne devrait pas faire exception à la règle.

En même temps, l'approche p.l.u.s. souple de l'administration Carter ne paraît pas s'inscrire dans un « grand dessein » analogue à celui que s'est assigné l'équipe Nixon-Kissinger en 1971. Il s'agit moins aujourd'hui d'une stratégie planétaire que d'une « politique morcelée », selon l'expression du chroniqueur américain Stanley Karnow, de la recherche d'une normalisation jugée souhaitable pour elle-même. Ainsi bien le président n'a-t-il pas jugé utile d'associer les Chinois à sa décision sur la Corée, alors que celle-ci les intéresse au moins autant que les Japonais. Il y a quelques années, il en eût sans doute été autrement.

MICHEL TATU.

Sri-Lanka

QUATORZE MORTS DANS DES AFFRONTEMENTS ENTRE COMMUNAUTES

Colombo (A.F.P.). — Quatorze personnes ont trouvé la mort et trente autres ont été blessées au cours d'attaques qui ont eu lieu au début de la semaine à Jaffna, dans le nord et dans le centre du pays, a révélé le premier ministre, M. Jayewardene, jeudi 18 août, devant le Parlement.

Les incidents ont éclaté à la suite de heurts entre la police et des membres de la minorité tamoule (12 % de la population) et ont dégénéré en affrontements entre communautés. Huit des victimes sont des Tamouls et six des Cinghalais (communauté dominante).

M. A. Amirthalingam, secrétaire du Front uni de libération tamoule, réclamant la création d'un Etat séparé de Sri Lanka, a accusé la police de la région de Jaffna — où les Tamouls sont prédominants — d'avoir brutalisé des innocents. Un couvre-feu a été instauré dans plusieurs districts du nord et du centre de l'île. L'armée a été appelée à intervenir aux côtés des forces de police dans les opérations de rétablissement de l'ordre.

Des affrontements sanglants ont déjà eu lieu par le passé entre Tamouls et Cinghalais. Partisan de la minorité, le Front uni de libération tamoule a obtenu un succès aux récentes élections législatives, remportées par les conservateurs. Des élections au nouveau parlement, M. Jayewardene, a annoncé, début août, la réunion d'une conférence nationale pour tenter de résoudre le problème tamoul.

A travers le monde

Grande-Bretagne

● Le PREMIER MINISTRE, M. Callaghan, rencontrera à Bonn, les 9 et 10 septembre, le chancelier Helmut Schmidt. Cette visite fait partie des consultations régulières anglo-allemandes à l'échelon des chefs de gouvernement. — (A.F.P.)

Soudan

● Le CHEF DE L'ETAT SOUDANAIS, le président Gasfar el Nemeiry, a reçu, jeudi 18 août, à Khartoum une délégation militaire américaine qui séjourne au Soudan pour déterminer les besoins du pays en armements. — (A.F.P.)

Rhodésie

● LES PRINCIPALES DISPOSITIONS de la nouvelle proposition anglo-américaine sur un règlement en Rhodésie ont été communiquées à M. Ian Smith, le jeudi 18 août, par le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. P.K. Botha, au cours d'un pas à Paris à Salisbury. Le premier ministre rhodésien a déclaré récemment que, pour sa part, il s'en tenait à son projet de « règlement interne ». — (A.F.P.)

Yougoslavie

● LE TRIBUNAL DU DISTRICT DE BELGRADE a décidé d'ordonner l'extradition en Bulgarie du pirate de l'air bulgare M. Roudon Tankov Dimitov, qui avait détourné sur Belgrade, le 12 juin dernier, un avion de ligne avec cinquante personnes à bord. Le pirate peut interjeter appel auprès de la Cour suprême de Serbie. — (Reuters)

POLITIQUE

L'ACTUALISATION DU PROGRAMME COMMUN

M. Marchais espère que les négociations se poursuivront avant la réunion du « sommet » de la gauche

Le bureau politique du P.C.F. s'est réuni le 18 août et, après avoir examiné la situation politique et sociale ainsi que le déroulement du débat démocratique capital sur l'actualisation du programme commun, a confirmé « l'orientation de l'activité du parti sur ces problèmes, et approuvé les déclarations faites à leur sujet par le secrétaire général du parti. Il a décidé de convoquer le comité central le 9 septembre prochain et de lui proposer de mettre à l'ordre du jour de sa session l'actualisation du programme commun et la réunion du « sommet » de la gauche. Le secrétaire général du P.C. a été élu invité d'Europe 1.

M. Marchais rappelle, en répondant aux questions des journalistes d'Europe 1, que les quinze négociateurs du programme commun ont « confirmé l'orientation de l'activité du parti sur ces problèmes, et approuvé les déclarations faites à leur sujet par le secrétaire général du parti. Il a décidé de convoquer le comité central le 9 septembre prochain et de lui proposer de mettre à l'ordre du jour de sa session l'actualisation du programme commun et la réunion du « sommet » de la gauche. Le secrétaire général du P.C. a été élu invité d'Europe 1.

M. Marchais rappelle, en répondant aux questions des journalistes d'Europe 1, que les quinze négociateurs du programme commun ont « confirmé l'orientation de l'activité du parti sur ces problèmes, et approuvé les déclarations faites à leur sujet par le secrétaire général du parti. Il a décidé de convoquer le comité central le 9 septembre prochain et de lui proposer de mettre à l'ordre du jour de sa session l'actualisation du programme commun et la réunion du « sommet » de la gauche. Le secrétaire général du P.C. a été élu invité d'Europe 1.

M. Marchais rappelle, en répondant aux questions des journalistes d'Europe 1, que les quinze négociateurs du programme commun ont « confirmé l'orientation de l'activité du parti sur ces problèmes, et approuvé les déclarations faites à leur sujet par le secrétaire général du parti. Il a décidé de convoquer le comité central le 9 septembre prochain et de lui proposer de mettre à l'ordre du jour de sa session l'actualisation du programme commun et la réunion du « sommet » de la gauche. Le secrétaire général du P.C. a été élu invité d'Europe 1.

M. Marchais rappelle, en répondant aux questions des journalistes d'Europe 1, que les quinze négociateurs du programme commun ont « confirmé l'orientation de l'activité du parti sur ces problèmes, et approuvé les déclarations faites à leur sujet par le secrétaire général du parti. Il a décidé de convoquer le comité central le 9 septembre prochain et de lui proposer de mettre à l'ordre du jour de sa session l'actualisation du programme commun et la réunion du « sommet » de la gauche. Le secrétaire général du P.C. a été élu invité d'Europe 1.

La gauche peut-elle échouer en 1978 ?

(Suite de la première page.)

Mais toute revendication infondée du M.R.G. à l'heure des investitures, comme toute dureté excessive des socialistes, ne peut que jeter le trouble dans un électoral désormais confondu.

Le parti communiste demeure fidèle à la stratégie d'union de la gauche. Il sait qu'il obtiendra moins de suffrages en 1978 que le parti socialiste et que les temps ont changé depuis l'époque où il proposait son alliance à un parti faible.

Le parti communiste essaie donc de rattraper sur le plan qualitatif le monopole qu'il ne détient plus sur le plan quantitatif, et dans cette phase de compétition interne où il consent à « améliorer la qualité de l'union » il voudrait apparaître en toutes choses comme plus radical (au sens anglais du terme) que son principal partenaire : il chiffre « son » programme commun toutes affaires cessantes.

Le parti communiste essaie donc de rattraper sur le plan qualitatif le monopole qu'il ne détient plus sur le plan quantitatif, et dans cette phase de compétition interne où il consent à « améliorer la qualité de l'union » il voudrait apparaître en toutes choses comme plus radical (au sens anglais du terme) que son principal partenaire : il chiffre « son » programme commun toutes affaires cessantes.

Le parti communiste essaie donc de rattraper sur le plan qualitatif le monopole qu'il ne détient plus sur le plan quantitatif, et dans cette phase de compétition interne où il consent à « améliorer la qualité de l'union » il voudrait apparaître en toutes choses comme plus radical (au sens anglais du terme) que son principal partenaire : il chiffre « son » programme commun toutes affaires cessantes.

Le parti communiste essaie donc de rattraper sur le plan qualitatif le monopole qu'il ne détient plus sur le plan quantitatif, et dans cette phase de compétition interne où il consent à « améliorer la qualité de l'union » il voudrait apparaître en toutes choses comme plus radical (au sens anglais du terme) que son principal partenaire : il chiffre « son » programme commun toutes affaires cessantes.

LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DANS LA MEUSE

La France doit être consciente de ce que son agriculture représente pour elle déclare M. Giscard d'Estaing

De notre envoyé spécial

Verdun. — En venant s'entretenir, jeudi 18 août, dans la Meuse, avec les responsables nationaux et départementaux de l'agriculture, M. Giscard d'Estaing entendait souligner la place de l'agriculture dans l'économie française et le rôle qu'elle pourrait jouer pour équilibrer un com-

merce extérieur grevé par les importations d'énergie. « Si l'excédent de nos exportations agricoles sur nos importations atteignait 20 milliards de francs, il

couvrirait la moitié de nos importations de pétrole », a déclaré le président de la République. Pour atteindre ce but, le gouvernement considère comme décisive la « valorisation » des produits de l'agriculture, c'est-à-dire le développement de l'industrie agro-alimentaire.

Le chef de l'Etat a voulu mettre en évidence cette préoccupation en visitant l'usine Lactoc, à Verdun, qui produit des dérivés du lait. Il s'est ensuite rendu au siège de la coopérative agricole du département, à Bré-sur-Meuse, dont M. Jacques Chirac, alors ministre de l'Agriculture, avait inauguré les nouvelles installations en octobre 1973.

M. Giscard d'Estaing, qui était accompagné de Mme Pierre Méhaignerie et de Jacques Blanc, ministre et secrétaire d'Etat à l'Agriculture, a entendu les exposés des dirigeants départementaux du Crédit agricole, de la chambre d'agriculture, de la F.N.S.E.A. et du C.N.J.A. Avec une surface cultivée moyenne de 35 hectares par exploitation, soit le double de la moyenne nationale, la Meuse n'est certes pas le département où les agriculteurs ont le plus de difficultés. Ils ont cependant enregistré 100 millions de francs, en 1976, au titre de l'aide aux exploitants victimes de la sécheresse et, si l'on admet que 20 millions ont surtout servi aux emprunteurs de moyens de travail, on constate cependant qu'une agriculture relativement riche, fondée sur la polyculture et l'élevage traditionnels, demeure vulnérable. Les responsables meusiens ont attiré l'attention du chef de l'Etat sur la nécessité de développer les moyens d'irrigation du département. M. Giscard d'Estaing a écouté, mais il n'en a pas moins décidé d'arrêter les études menées pour la construction d'un barrage sur l'Aire, près de Varennes-en-Argonne, qui ne lui paraît pas indispensable à l'équipement de la région et aurait endommagé l'environnement.

La discussion s'est poursuivie au cours d'un déjeuner chez M. Robert Lotpée, président de la Mutualité agricole du départe-

ment, maire de Senoncourt-les-Maujou et conseiller général, membre du parti républicain. Là, les problèmes nationaux ont été abordés, puis M. Giscard d'Estaing, avec une heure et demie de retard sur son horaire, a visité l'exploitation de son hôte. Quelques dizaines d'habitants de la région l'ont accompagné et l'ont applaudi lorsqu'il a repris l'hélicoptère pour la base d'Estain-Rouvres, d'où il a regagné Paris en avion.

A un journaliste de la télévision régionale qui lui demandait s'il n'envisageait pas une visite semblable dans le bassin sidérurgique lorrain, le président de la République a répondu en rappelant que le gouvernement étudie des mesures en faveur du développement industriel et de l'emploi dans cette région. « Je le annoncerai, le moment venu, aux élus, soit que je me rende en Lorraine, soit que je leur demande de venir me voir », a ajouté M. Giscard d'Estaing.

Après la réunion d'une heure et cinquante minutes qu'il a eue à la Coopérative de la Meuse, avec des responsables agricoles nationaux et départementaux, parmi lesquels MM. Michel Delaite, président de la F.N.S.E.A., Eugène Schaeffer, président du C.N.J.A., Louis Perrin, président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture et Charles Delaite, président du Crédit de la coopération et de la mutua-

UNE VISITE « POIGNÉE DE MAIN »

Les meilleurs paysans n'ont pas attendu que le président de la République vienne dans la Meuse. « On ne voit pas très bien ce que ça veut dire, une poignée de main », murmuraient-ils. Le président de la République n'a pas trompé leur attente.

Le voyage agricole progressera en 1977, a-t-il assuré. C'est une constatation plus qu'un engagement. Comme l'avait annoncé la veille le ministre de l'Agriculture, les estimations de récoltes laissent prévoir une « année rose » pour l'agriculture. Succédant à 1974 « année grise », à 1975 « année noire » et à la sécheresse de 1976, l'année en cours devrait permettre aux paysans d'augmenter leurs revenus sans aide massive de l'Etat pour la première fois depuis 1973. M. Giscard d'Estaing a néanmoins précisé que le gouvernement reconstruit à la fin de l'automne les organisations agricoles pour faire le point et qu'il accorderait une aide complémentaire si les résultats étaient inférieurs aux prévisions. Ce « bilan » était prévu dès le mois de mai.

Quant à l'entrée éventuelle de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne dans le Marché commun — préoccupation essentielle des leaders paysans — le président s'est contenté de déclarer qu'il était satisfait de la position que le ministre de l'Agriculture avait prise à l'occasion de la conférence annuelle agricole. M. Giscard d'Estaing a encore annoncé que la France serait en 1977 le second exportateur mondial de produits agricoles et rappela aux Français en vacances que les paysans travaillaient au mois d'août. Ces deux « nouvelles » justifiaient-elles une mobilisation aussi massive de l'opinion publique ? — V. M.

CAPELOU
tout ce qui se transforme en lit
réouverture
22 août
CAPELOU
37, av. de la République, Paris (11^e)

Moderniser l'exploitation familiale et perfectionner le rôle des SAFER

M. Méhaignerie a précisé pour sa part que le gouvernement maintiendra l'initiative, car la France, a-t-il dit, doit rester fi-

M. Pierre Joxe dénonce une campagne contre le programme agricole du P.S.

M. Pierre Joxe, député de Saône-et-Loire, membre du bureau exécutif du parti socialiste et responsable de la commission nationale agricole du P.S., a critiqué, jeudi soir 18 août, dans une déclaration publique, « les propos ambigus et même inquiétants sur l'avenir des petits exploitants » émis par M. Giscard d'Estaing à l'occasion de son voyage dans l'Est.

L'AFFICHAGE SAUVAGE

Le maire de Pau se retourne contre M. Chirac

M. André Labarrière, député socialiste, maire de Pau, a adressé à M. Jacques Chirac, président du R.P.R., la lettre suivante :

« M. le président,
En ce mois d'août la ville de Pau a été recouverte d'affiches vantant les qualités du mouvement R.P.R. Je trouve regrettable que notre ville ait été souillée par cet affichage sauvage, même si de votre formation politique. En tant que collègue nous comprenons aisément mon souci de la propriété de la ville de Pau. Je suis persuadé, cependant, que vous ne semblez pas manquer de moyens financiers, que vous acquiesceriez le coût de l'enlèvement de vos affiches, qui s'élève à 7 000 F. Vous trouverez la facture ci-jointe. Si vous ne la réglez pas dans un délai raisonnable, j'émèterai un titre de récoites. »

« L'Association nationale des anciens combattants de la résistance (A.N.A.C.R.) appelle les anciens des Forces françaises de l'intérieur, de tous les mouvements et réseaux de résistance, des Forces françaises libres, à rendre un hommage (servant à tous ceux des leurs qui tombèrent pour la libération, en participant à la cérémonie qu'elle organise le mardi 23 août à l'Arc de triomphe à 18 h 15.

M. DEBATISSE : quelque chose d'important

Après avoir accompagné le président de la République dans sa visite de la ferme de M. Lotpée, M. Debatisse a déclaré : « Le fait que, en dehors des périodes d'agitation, on se penche sérieusement sur les problèmes agricoles est pour nous quelque chose d'important. C'est la première leçon que je tire de cette visite du président de la République. La deuxième, c'est que le président de la République a insisté sur la place que tient l'agriculture, en notant que, après trois mauvaises années, c'est non seulement l'agriculture qui en paie les conséquences mais c'est aussi la France entière. »

Le président de la F.N.S.E.A. a également approuvé les propos de M. Giscard d'Estaing concernant l'élargissement du marché commun agricole et l'examen des problèmes fonctionnels de l'agriculture. Comme on lui demandait si la visite du président de la République l'avait « rassuré », M. Schaeffer a déclaré : « Le président de la République ne nous a pas tellement rassurés, mais il nous a apporté certaines informations qui nous étaient utiles pour la poursuite de notre réflexion et de notre travail sur la politique agricole. » Enfin, M. Perrin estime que si M. Giscard d'Estaing n'a pas donné d'assurances à ses interlocuteurs, il a fait « certaines déclarations qui nous paraissent aller dans le sens des préoccupations de l'agriculture française ».

PATRICK JARREAU.

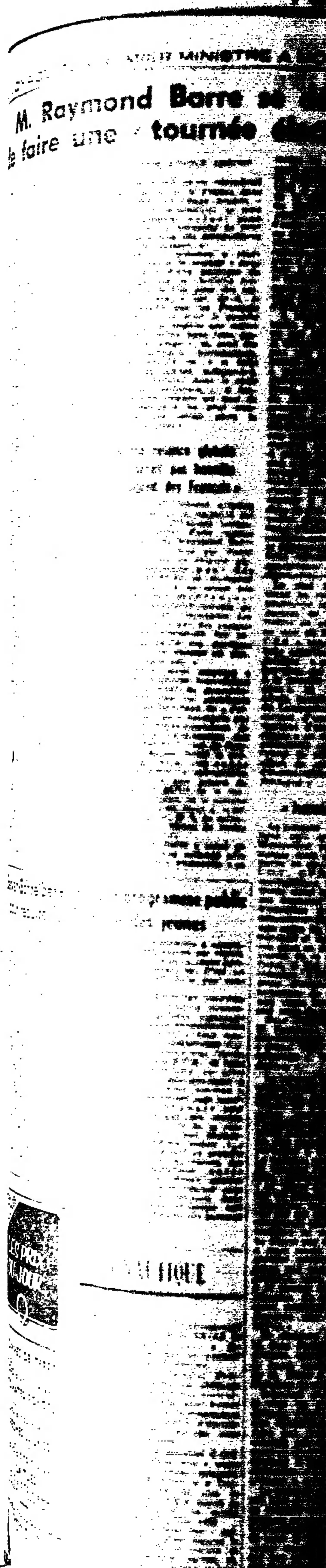
M. Pierre Joxe dénonce une campagne contre le programme agricole du P.S.

Puis, faisant état d'une campagne contre le programme agricole du P.S., M. Pierre Joxe a ajouté : « De prétendues révolutions sensationnelles viennent d'être annoncées sur le programme agricole du parti socialiste. Or, ce programme a été approuvé et même publié il y a plus de cinq années. On y trouve les moyens concrets de défendre le revenu des exploitants familiaux grâce à des prix garantis et à des offices par produits comparables à l'office du blé créé par le statut populaire. On y trouve également des propositions concernant la terre, car il s'agit là de l'outil de travail des agriculteurs. Le parti socialiste réalise donc la nécessité d'intervenir sur le marché foncier en accroissant les pouvoirs et les moyens des SAFER, y compris en les remplaçant par des organismes cantonaux, plus proches des réalités et où les agriculteurs seraient majoritaires. »

M. Pierre Joxe conclut : « Par ces propositions, les socialistes veulent, comme ils l'ont toujours fait, égarer tous les petits exploitants agricoles, y compris ceux qui n'ont pas pu se moderniser dans les conditions actuelles, alors que, en examinant de près les dernières déclarations du chef de l'Etat, on comprend qu'il s'oriente vers une politique de plus en plus sélective, et donc discriminatoire. »

[En démentant ces « prétendues révolutions sensationnelles », M. Pierre Joxe vise notamment « le Nouveau Journal » du 18 août, qui a cité un document de la commission nationale agricole du P.S., dont la publication, affirmait ce quotidien financier, « a été entourée d'une discrétion dont on s'étonne dans les organisations professionnelles (...) et qui pourrait être, sur le plan agricole, ce qu'il est le rapport Maastricht à l'enseignement libre. » C'est le projet de création d'offices fonciers qui était particulièrement mis en cause par ce journal. « Le bruit court, écrivait-il, que le P.S. aurait décidé de faire lui-même le silence sur cet aspect de ses projets, et cela sur le conseil des communistes, qui craignent d'être traqués par les rétrogrades. »]

Le Monde
Service des Abonnements
12427 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. 6267-23
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE - D.O.M. - E.O.M.
126 F 135 F 153 F 170 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIES POSTALES
136 F 153 F 170 F 187 F
ÉTRANGER
(par mandat)
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
135 F 153 F 170 F 187 F
L. - TUNISIE
175 F 193 F 210 F 227 F
Par voie aérienne
Délai sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal ou par mandat bien jointe ce chèque à leur demande.
Changement d'adresse
Déclarer en joignant le bon (ou les bons) à leur demande de changement d'adresse. Les abonnés sont invités à formuler leur demande par lettre ou par carte postale avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez nous adresser vos lettres, vos suggestions, vos critiques, vos remarques, vos questions, vos demandes de renseignements, etc., à l'adresse suivante : Le Monde, 12427 Paris - Cedex 05.



Handwritten text in Arabic script at the bottom right of the page.

POLITIQUE

LE VOYAGE DU PREMIER MINISTRE A MONTPELLIER

M. Raymond Barre se défend de faire une « tournée électorale »

Montpellier. — Tout au long des entretiens qu'il a eus, jeudi 18 août, à la préfecture de Montpellier, avec les fonctionnaires chargés des problèmes de l'emploi, les représentants des assemblées consulaires, les dirigeants des organisations patronales, les députés des trois syndicats ouvriers qui ont accepté de dialoguer avec lui (F.O., C.F.T.C. et C.G.T.), M. Raymond Barre a demandé à ses interlocuteurs de faire preuve de compréhension à l'égard de sa politique économique et sociale et de la soutenir en favorisant notamment l'embauche de jeunes.

En reprenant les arguments qu'il avait développés lors de son intervention télévisée du mardi 26 juillet (le Monde du 28 juillet), le premier ministre a invité ses contradicteurs à ne pas oublier quel était l'état de l'économie française quand il prit ses fonctions, le 25 août 1976 : « Il y a un an, dit-il, la France était vers une situation à l'anglaise et à l'italienne. Le gouvernement s'est efforcé de rétablir les équilibres fondamentaux de notre économie tout en évitant à la fois des mesures draconiennes et une récession. Et, jusqu'à nouvel ordre, il n'y a pas eu de récession. L'indice de la production industrielle au mois de juin (128 contre 125 en mai) montre bien qu'après la légère déclinaison des mois précédents l'activité économique de la France a de nouveau augmenté. »

Le fait que le nombre des demandes d'emploi non satisfaites se soit accru de deux cent mille en un an ne trouble pas M. Raymond Barre qui répond à cela : « La question est de savoir comment sortir la France de la situation dans laquelle elle se trouve à la fin de l'été 1976. Aujourd'hui, personne ne peut douter de l'ampleur de la situation. C'est pourquoi l'effort de l'État est d'aujourd'hui plus important qu'il ne l'a été. L'effort collectif des Français, notamment des salariés, qui ont compris la nécessité, selon lui, d'une « modération salariale » des salaires.

Le chef du gouvernement, toutefois, ne semble pas partager le moins au même degré, l'optimisme du chef de l'État qui déclarait le vendredi 17 juillet à Carpentras : « À la fin de cet été, la France sortira à la fois de la crise et de l'inflation. » Pour sa part, il affirme en effet : « Je

De notre envoyé spécial

J'ai jamais dit qu'on résoudrait les problèmes de la France dans une période de temps limitée. » D'ailleurs, poursuit-il, le plan de redressement actuel passe d'abord par la nécessité de tirer les conséquences des déséquilibres des années passées. Le premier ministre a réaffirmé son refus de tomber « dans la facilité » d'une politique de relance globale de l'activité économique, à la fois pour des raisons politiques, « car, dit-il, je suis persuadé que les Français ne voteront pas pour la gauche en 1978, ce qui impose une action économique saine, sans fioritures, dans le temps », et, pour des raisons purement économiques, dans la mesure où « si nous ouvrons les vannes, indique-t-il, nous retomberons dans le cycle infernal de l'inflation. » Il faut donc, conclut-il, être réaliste, et personne ne peut imaginer ce que serait alors la réaction du pays.

« Une relance globale ne serait pas honnête à l'égard des Français »

Paisant implicitement allusion aux membres de la majorité qui mènent « les offensives trimesures », M. Raymond Barre a déclaré : « Ce n'est pas honnête à l'égard des Français qu'il faut considérer comme un peuple adulte et raisonnable. Les Français ne sont pas des enfants auxquels on donnerait des cartes à crédit. » C'est pourquoi, dit-il, il faut considérer comme un peuple adulte et raisonnable. Les Français ne sont pas des enfants auxquels on donnerait des cartes à crédit. C'est pourquoi, dit-il, il faut considérer comme un peuple adulte et raisonnable. Les Français ne sont pas des enfants auxquels on donnerait des cartes à crédit.

Après être ainsi employé à justifier sa politique économique et sociale, le chef du gouvernement a examiné les problèmes financiers, se félicitant de « l'effort collectif » entrepris par les services départementaux de l'emploi dans l'application des mesures prises en faveur de l'embauche de jeunes. Selon la préfecture, deux mille trois cents emplois « seraient » « susceptibles d'être offerts » aux jeunes du département à partir de la rentrée de septembre. M. Raymond Barre a lancé un appel pressant aux artisans afin que chacun d'eux embauche « au

moins un apprenti ». Il a également annoncé un certain nombre de mesures à court terme destinées à enrayer la dégradation de la situation dans le secteur du bâtiment et des travaux publics : « D'ici à la fin du mois d'août, je m'efforcerai d'accorder au département des moyens supplémentaires pour que des opérations nouvelles soient engagées. » À défaut de pouvoir remédier à la sous-industrialisation du département, le premier ministre a promis de faire passer quelques crédits pour des travaux routiers, pour la réalisation d'ELM, etc.

Montpellier, le premier ministre ne pouvait pas non plus ne pas évoquer la situation de la viticulture. Se déclarant « frappé » par « l'angoisse » des dirigeants agricoles languedociens, il a rappelé que le gouvernement s'efforçait, avec le concours de Rome, d'obtenir une amélioration du fonctionnement du marché commun du vin et des fruits et légumes : « Qu'il y ait ou non élargissement de la C.E.E., dit-il, une meilleure organisation de ces marchés est une nécessité. » A propos de la demande d'adhésion à la Communauté européenne formulée par Madrid, M. Raymond Barre a affirmé : « Nous n'avons aucune raison de nous opposer à l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. mais nous devons veiller à ce que les négociations soient prises pour éviter la désorganisation de nos productions méridionales afin que la concurrence espagnole ne soit pas destructrice. »

Le chef du gouvernement a invité les viticulteurs du Midi à poursuivre une politique de production de qualité et à se mettre en situation de répondre au défi de l'élargissement de la C.E.E., sans adopter une « attitude négative » ou se retrancher derrière « un langage de dévotion ». Il a également évoqué la « politique d'aménagement du territoire » et il a souhaité que la collectivité nationale fasse en sorte que les résultats qu'elle obtient soient répartis équitablement entre toutes les régions, par exemple la Bretagne.

« Journée électorale »

Le premier ministre ayant souligné à Montpellier, le 18 août, que le département pour faire des promesses mais pour s'informer, les partis de gauche et les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.E.N. qui multiplient les distributions de tracts dans la rue, ont beau jeu d'opposer à ses déclarations démontrant éloquentement le décalage entre les objectifs gouvernementaux et les résultats concrets dans ce département, le plus touché, en ce moment — avec la Corse, le Var et l'Aude — par le chômage : 2 731 nouveaux demandeurs de travail ont été inscrits au chômage au cours du mois de juillet, soit sept cents licenciements pour le seul mois de juillet, etc.

Pour l'opposition, la visite de M. Raymond Barre en Languedoc-Roussillon n'a été qu'un « doc-Roussillon », une « journée électorale », une « véritable déception ».

Le premier ministre n'avait pas attendu qu'on lui dise que la préfecture que dans une pièce voisine les dirigeants de la fédération socialiste de l'Hérault interrogeaient sur ses « véritables mobiles ». Quant aux élus n'ont pas été invités à participer à la séance de travail. Le nouveau maire de Montpellier, M. Georges Frêche, député socialiste, déclarait pour sa part : « M. Barre est venu à Montpellier en tournée électorale pour y rassurer les gens de la majorité qui ont été considérablement condamnés lors des élections municipales de mars dernier. Nous ne disons pas que les dispositions à court terme annoncées par le premier ministre sont mauvaises parce que nous ne sommes pas sectaires, mais elles ne sont pas à la mesure de la gravité de la situation. Le débat relève d'une autre politique, la question sera tranchée aux prochaines législatives. »

Le nouveau maire de Béziers, M. Paul Balmigère, député communiste, résumait son sentiment de façon lapidaire : « La visite de M. Barre ? Zéro ! Du vent, beaucoup de vent. »

Interrogé par les journalistes, le chef du gouvernement s'est défendu d'avoir des arrière-pensées électorales : « Si je voulais faire une tournée électorale, je n'aurais pas choisi un département où les parlementaires appartiennent à l'opposition et où les difficultés économiques sont si graves. »

Le premier ministre poursuivra son tour de France de l'emploi en se rendant le mardi 23 août à Colmar, le jeudi 25 août à Charleville-Mézières, et le vendredi 26 août à Toulouse, où il ira visiter les régions du Sud-Ouest qui ont été sinistrées à la suite de récentes inondations.

ALAIN ROLLAT

DÉFENSE

POINTS DE VUE

Qui trompe-t-on ?

par J.-J. BEUCLER (*)

Ce fameux programme commun, dont on nous rebat les oreilles, mais que trop peu de personnes ont lu, contient quelques passages édifiants sur l'enseignement libre, qui est irrémédiablement supprimé, les entreprises, qui sont toutes systématiquement vouées à la nationalisation, l'agriculture, qui est progressivement étatisée... et l'en passe.

Quant à la politique de défense nationale, elle se fonde sur les principes suivants. Je cite : « Renonciation à la force de frappe nucléaire stratégique sous quelque forme que ce soit ; arrêt immédiat de la fabrication de la force de frappe française... »

Cela a été écrit en juin 1972 : c'est sans ambiguïté.

Toutefois, les élections législatives approchant, les signataires cherchent à rassurer à tout prix, écrit à

adorer ce qu'ils ont brûlé. Alors, subitement, ils trouvent des vertus à une politique de défense qu'ils condamnaient sans appel il y a cinq ans.

Certes, il est permis, et même recommandé, d'évoluer dans la vie. Mais passer sans vergogne du noir au blanc n'est pas sérieux. Les responsables de l'opposition, qui ont la velléité de diriger le pays, perdent toute crédibilité quand ils se risquent à d'aussi grossières manœuvres électorales.

La comble est que leur revirement n'est même pas homogène :

— Les communistes veulent une force de frappe commandée collectivement. Le pouvoir de décision appartiendrait à un groupe de personnalités diverses :

— Les socialistes, hésitants, incapables de choisir, interdiraient le pays par voie de référendum. Dans le premier cas, un agresseur éventuel aurait le temps d'arriver à Paris, avant que le « comilé nucléaire » n'ait pris une décision, sans compter qu'une force de dissuasion mise en œuvre dans de telles conditions perdrait tout pouvoir dissuasif.

Dans le second cas, les « candidats dirigeants » manquent de courage au point de laisser le pays sans défense.

Qui trompe-t-on ?

Peut-on faire confiance à une opposition qui — sur un problème aussi essentiel que celui de la défense — administre la preuve de sa désunion et de son incapacité à adopter une attitude cohérente ?

(*) Secrétaire d'Etat à la défense.

Que défendre ?

par GUY THOMAZEAU (*)

L'HISTOIRE enseigne que les populations d'un territoire forment souvent leur unité grâce à la perception d'un danger qui mobilise les énergies, la sauvegarde ne pouvant être trouvée que dans l'union. L'identité nationale, qui comporte d'autres composantes, se renforce ainsi par le sentiment d'un intérêt commun, souvent fondé sur un danger auquel beaucoup, sinon tous, comprennent que pour y parer la solidarité joue de façon décisive.

Au siècle dernier, l'aventure coloniale et la confrontation avec l'Allemagne ont été des objectifs perçus par la population, qui donnaient un contenu à l'idée nationale.

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, la reconstruction du pays, le désir de donner aux enfants le bien-être dont la France avait été privée, a servi de projet à une génération. Actuellement notre pays connaît un certain vertige qui a suivi la guerre d'Algérie, et la coïncidence avec une situation de relative abondance.

Dans l'ensemble, l'opinion publique ne perçoit aujourd'hui aucun danger immédiat, et la notion d'intérêt général devient floue à souhait. Or, curieusement, dans ce contexte une vague de pessimisme déferle. Ce manque d'horizon explique pour une part le flottement d'une partie de la jeunesse. Est-ce au gouvernement de donner à la nouvelle génération une raison de vivre ? Ce n'est pas en son pouvoir, et la jeunesse actuelle n'ira pas ranimer la flamme à l'Arc de triomphe.

Ainsi il n'y a pas de nation et du coup pas de défense sans un certain projet commun. La hausse du P.N.B. et le maintien du niveau de vie ne suffisent pas à donner une impulsion à la jeunesse. « L'homme ne vit pas seulement de pain », cette affirmation biblique est vraie pour une nation comme pour une personne et la clairvoyance invite à ne pas éluder cette question de fond. La France ne vit pas seulement de pain, qu'est-ce donc qui peut la faire vivre aujourd'hui ? Voilà qui est plus aventureux que de décrire avec talent le Mai français.

Rien d'étonnant dans ce contexte que les mouvements de jeunesse, les ensembles universitaires et les Eglises connaissent de grandes tensions intérieures, et parfois même de véritables crises. En de tels lieux, la recherche du sens de la vie fait ressembler de façon plus violente l'absence de projet et l'indigence spirituelle, que la situation de prospérité matérielle accentuée. En outre, l'exemple vient d'en haut et la classe politique porte une responsabilité dans la façon dont elle donne au pays un reflet de lui-même.

Quel projet peut contribuer à l'unité du pays, à son vouloir vivre ensemble, car c'est un « oui » en profondeur plus qu'une attitude défensive qui construit la personnalité d'un peuple ? Si la réponse était évidente, elle serait déjà trouvée. Quelques-uns non sans courage risquent des pistes qui mériteraient d'être suivies : progression de la justice sociale, soutien

au développement par eux-mêmes des pays du tiers-monde, alphabétisation, etc. Mais qui ne pressent que l'histoire de l'humanité, c'est autre chose. La question spirituelle émerge avec la force tranquille de la mer montante. Ayant maîtrisé très partiellement les grandes calamités, l'homme affronte plus directement la question du sens de la vie.

Il tente bien d'esquiver ou de fuir la vraie question par diverses échappatoires. Le loisir, par exemple, permet un temps d'oublier, mais qui ne songerait que la devise *Panem et circenses* annonçait la décadence de Rome. L'histoire garde aussi mémoire de guerres prétextes qui, par la recherche d'un adversaire, s'efforçaient de recréer une pitoyable raison de vivre. De nos jours, les déviances telles que la contagion de la drogue ou la prolifération des sectes appellent à l'éveil. Celui qui n'a pas de quoi se nourrir vit avec passion la quête de pain, mais l'homme repu ?

Il n'y a une véritable volonté de défense que lorsque l'homme tient tellement à une cause ou à quelqu'un, que s'il le faut il accepte de mourir. Peu importe les motifs mystiques ou supplémentaires, la généralisation mondiale inventera elle-même sa raison de vivre en découvrant, à sa façon, que le sel de la vie tient à ce qui n'a d'autre prix que la vie même.

L'aventure de l'humanité est véritablement spirituelle, car « la vie est la nourriture ». (*) Prêtre à Paris.

SCIENCES

« L'EAU DE L'HIVER EST FROIDE... » MÊME EN ÉTÉ

Pour économiser une énergie de plus en plus rare et chère, les humoristes ont trouvé une solution : stocker la chaleur de l'été pour se chauffer l'hiver ; conserver le froid de l'hiver pour se rafraîchir l'été. Jusqu'à présent, malgré sa logique imperturbable, cette proposition n'avait pas eu l'agrément des scientifiques.

La situation va peut-être se retourner. La réfrigération en été de l'aéroport Kennedy à New-York pourrait être assurée par le froid de l'Azer Un contrat d'étude pour ce projet est en cours de négociation entre Ders et la compagnie Industriale et les services américains de recherche et développement sur l'énergie. Durant l'hiver, de l'eau froide serait accumulée dans une nappe acquifère située sous l'aéroport. Cette eau serait pompée l'été pour réfrigérer les terminaux de l'aéroport. Les installations actuelles de conditionnement d'air pourraient même être utilisées. Les partisans de cette solution originale pensent que 90 % de l'énergie dépensée à la réfrigération pourraient être économisés. Plusieurs millions de dollars sont actuellement dépensés à cet effet chaque année par les autorités portuaires américaines. — J.-L. L.

Une nouvelle ampoule électrique aux États-Unis Lumière et économie d'énergie

Des chercheurs américains viennent d'annoncer la mise au point et l'industrialisation prochaine d'un nouveau modèle d'ampoule électrique qui, à luminosité égale, consomme seulement 40 % de l'énergie requise par une ampoule classique. Cette ampoule devrait être commercialisée en 1979, soit cent ans après l'invention de l'éclairage à incandescence.

C'est, en effet, le 18 octobre 1879 que Thomas Edison a fabriqué la première lampe à incandescence, en plaçant un fil de coton, préalablement carbonisé en l'absence d'air, dans une ampoule où il avait fait le vide. Rapidement produite en grande série, cette ampoule avait une durée de vie moyenne de six cents heures. L'efficacité lumineuse était de 1,8 lumen (1) par watt de puissance électrique consommée.

Le coton fut bientôt remplacé par le bambou carbonisé, puis, après 1904, par un filament de tungstène, qui est beaucoup plus solide que le carbone et supporte des températures presque aussi élevées. Le rendement lumineux était alors de 7,5 lumens par watt. Des améliorations diverses, en particulier le remplacement du vide par un mélange de gaz rares et d'halogénures, ont ensuite permis de tripler ce rendement et ont aussi prolongé considérablement la durée des ampoules.

D'autres types de lampes ont été inventés, qui ont des rendements supérieurs : les tubes fluorescents donnent 60 lumens par watt ; des lampes encore expérimentales ont fourni 130 lumens par watt (2).

La lampe américaine doit son gain de rendement au dépôt sur le verre d'un film formé de deux couches d'oxyde de titane séparées par une couche d'argent. Transparent aux radiations visibles, ce film renvoie vers le filament les infrarouges qui transportent l'essentiel de la chaleur émise par le filament, ce qui réduit d'autant la puissance nécessaire au chauffage de ce dernier.

La nouvelle ampoule coûte dix fois plus cher qu'une ampoule classique, mais sa plus grande longévité et, surtout, les économies d'électricité qu'elle permettra devraient nettement contrebalancer ce coût supplémentaire. — M. A.

(1) Le lumen est l'unité de flux lumineux ; sa définition est compliquée et ne peut être ramenée à des notions simples ; on peut cependant définir un rendement lumineux « idéal » qui serait de 240 lumens par watt.

(2) La Revue française de l'électrotechnique a publié dans son numéro de juin un article détaillé comparant les divers types de lampes, et dont sont extraits les données de ces chiffres.

Pour votre
DEMENAGEMENT
208 10-30 ODOUL
16, rue de l'Atlas - 75019 PARIS

MAURICE GIRODIAS
l'arrive!
« Le Lézard » de la
révolution sexuelle
Jean Chalon - LE FIGARO
STOCK

M. Servan-Schreiber : il faut un programme public pour réduire le chômage des jeunes

Dans une interview diffusée par l'A.F.P., M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical, rappelle pourquoi il ne participe pas aux réunions de préparation électorale de la majorité, et ajoute : « Rien n'est réglé, car nous ne recommandons aucune des décisions de candidatures ou des arrangements de circonscriptions qui auront été décidés dans ces réunions d'états-majors. C'est contre le bon sens et la clarté du débat. » Nous avons une autre conception : d'abord préciser les propositions à présenter aux Français pour que l'ère nouvelle, évoquée en juin 1974, s'ouvre enfin. C'est ce que nous avons fait, pour notre part, avec notre Manifeste, qui est largement diffusé, avec des propositions concrètes sur chaque problème urgent.

Ensuite, la recherche que nous avons poursuivie, en juillet et en août, des meilleurs candidats pour défendre ces idées.

Enfin, de septembre à novembre, le dialogue, région par région, avec les Français, et le choix définitif des candidatures. C'est un calendrier de raison que nous tenons.

M. Servan-Schreiber confirme qu'il aura dans chaque circonscription un candidat du Manifeste (pas nécessairement radical), et qu'ainsi « deux messages seront en concurrence (...) : celui de la continuité sous l'égide, c'est légitime, du P.R.F. et celui du front du Manifeste, qui offre une alternance démocratique à l'égard du programme commun ». M. Servan-Schreiber juge insuffisante l'action engagée pour réduire le chômage des jeunes, problème numéro un de la rentrée, selon lui « Il faut, déclare-t-il, un programme public. Le pouvoir public doit en prendre la responsabilité, à travers des commissions régionales, parce que les jeunes sont mieux placés pour inventer, créer, réaliser sans bureaucratie, des emplois dans tous les services, collectifs ou non marchands, en dehors des bureaux et des usines. »

AÉRONAUTIQUE

Le comité d'établissement des trois usines de la SNIAS de Toulouse rappelle qu'il a demandé une audience au premier ministre le 3 août dernier.

Les problèmes d'emploi, d'embauche des jeunes, de chômage et d'évolution des accords contractuels dans la société sont autant de points que les représentants du bureau du comité d'établissement souhaitent aborder avec le premier ministre.

De son côté, le syndicat C.G.T. de la SNIAS, dans une lettre ouverte au premier ministre, souligne que les effectifs à Toulouse sont tombés de plus de 9 000 salariés en 1972 à moins de 7 000 aujourd'hui et ne seront plus que 6 790 en début 1978. Le syndicat réclame des « mesures concrètes » pour assurer le développement de la société et résorber le chômage partiel, et notamment, le lancement le lancement de l'Airbus A-300

FRUITS ET LÉGUMES

LES PRIX DU JOUR.

POMMES DE TERRE
Rép. parisienne, 35 mm vrac
0,45 à 0,65 F le kg

TOMATES RONDES
Ouest ou Midi, col. 57-67
2,65 à 3,65 F le kg

PÊCHES JAUNES
Rhône ou Midi, Col. I, col. B
4,90 à 5,90 F le kg

LAITIQUES
0,70 à 0,90 F pièces
Prix variables en raison des variations

Secrétariat d'Etat à la Consommation
Commission de Paris

LA RÉPUBLIQUE DANS LA MER
pour son agriculture représentative pour le
accord d'Estaing

M. Pierre Joxe demande une commission
contre le programme européen de 1980

D'UNE RÉGION À L'AUTRE

Bretagne

Le ministre de l'aménagement du territoire en visite dans les îles du Ponant

Cinq îles du Ponant (Hoëdic, Bile-Isle, Croix, Sein et Ouessant) ont reçu, le jeudi 18 août, la visite de M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'aménagement du territoire et de l'équipement, et François Essig, délégué à l'aménagement du territoire. Ils étaient accompagnés par M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur, maire de Carnac et président de l'association pour la promotion des dix-huit îles qui, de Chausey, dans la Manche, à Oleron, dans l'Atlantique, arbrivent vingt-huit mille habitants. Impressionnés par l'isolement des îles par les campeurs et les caravaniers, M. Fourcade a préconisé une réglementation sévère du caravanning « sauvage » sur le littoral et suggéré de

l'interdire hors des terrains spécialement aménagés et prévus dans les plans d'urbanisme. Cette mesure s'appliquerait même à ceux qui installent une caravane sur une parcelle qui leur appartient, mais elle ne concernerait pas le camping, car, selon M. Fourcade, « une tente n'enlaidit pas le paysage comme une caravane ». Venu examiner avec les îliens les inconvénients de l'insularité, le ministre de l'aménagement du territoire a annoncé un relèvement de 15 % des prix-plafonds des H.L.M. en faveur des îles de moins de dix mille habitants non reliées au continent par un pont, afin de compenser le coût de transport des matériaux.

Kolkhozes à Ouessant ?

Brest. — « Avez-vous l'azote ? », ces inscriptions sur les dix petites routes qui conduisent à l'aérodrome — une simple piste goudronnée au milieu des landes — donnent le ton à Ouessant : la population de l'île vieillit, les jeunes s'en vont sur le continent. Au début du siècle, on comptait ici deux mille cinq cents habitants. Il y en a à peine la moitié en 1977 : pour la plupart des retraités de la marine. Beaucoup de veuves aussi, car la mer est cruelle. L'océan est depuis toujours le gâchis-pain. Moins qu'avant, pourtant. Le métier de marin est trop pénible au siècle du confort. Et pourtant on trouve à Ouessant une « qualité de vie » considérée comme exceptionnelle. Les touristes le savent bien, qui

De notre correspondant achètent une maisonnette délabrée, même si elle est plus souvent brulée que bâtie et les embruns s'écaboussent de soleil. Mais vivre toute l'année à Ouessant, c'est autre chose. Pour retenir les îliens sur ce lambeau de terre, les responsables de la rénovation rurale, du parc régional d'Armorique et de l'Association pour la promotion des îles du Ponant (A.P.I.P.), veulent relancer l'agriculture. Car Ouessant était aussi, bien avant guerre, une terre de cultivateurs. Elle vivait en économie fermée. Ses 155 hectares nourrissaient deux mille cinq cents moutons, six cents vaches et deux cents cinquante chevaux. Le blé poussait dans des

EQUIPEMENT

A PROPOS DE...

LES FACTURES DU TÉLÉPHONE

Dans le brouillard...

Les factures téléphoniques sont de plus en plus contestées par les usagers. En déplacement dans l'Allier, à Vichy, le jeudi 18 août, M. Robert Ségard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., a vivement relevé les critiques formulées à ce sujet contre son administration. « Il n'est pas sérieux de soutenir que nous pouvons faire de fausses factures pour ramasser de l'argent », déclare M. Ségard. Il y a seulement 0,35 % de factures contestées. Après étude, nous retenirons environ un quart de ce pourcentage. Pour 0,10 % de factures qui demandent une rectification, il n'est pas nécessaire de créer des états d'âmes dans le pays. »

Le secrétaire d'Etat ne place pas le débat là où il est. Les critiques ne portent pas sur la mauvaise foi des P.T.T. ; ceux-ci ne faussent évidemment pas les notes de l'abonné, mais le système actuel de contrôle de la « consommation » téléphonique n'est pas fiable. Ainsi — le cas vient de se produire — quand un usager voit sa note soudainement portée de 400 F. — comme il en a l'habitude — à 2 500 F., il

lui, ni les télécommunications ne sont en mesure de prouver qu'il y a eu ou non erreur. Les moyens techniques dont disposent actuellement les P.T.T. ne le permettent pas.

Les usagers demandent légitimement à bénéficier de justifications détaillées pour leur consommation téléphonique. Interlocuteurs et abonnés.

M. Ségard a précisé : « Nous en ferons très prochainement, mais seulement à la demande par ne pas apporter de trouble dans les ménages. » Que les P.T.T. cessent de se préoccuper de ne pas décevoir un adhérent par des factures précises indiquant le numéro demandé, la date et la durée de la conversation ! Cet argument de mauvaise foi a été trop souvent avancé par l'administration pour refuser d'informer clairement les usagers sur leurs consommations.

Au point que l'on peut se demander si cette mauvaise volonté ne cache pas le désir de maintenir l'abonné dans l'ignorance, afin qu'il dépense sans compter pour le plus grand profit des Télécommunications.

ALAIN FAUJAS.

TRANSPORTS

LES CONCORDE D'AIR FRANCE ONT TRANSPORTÉ CINQUANTE MILLE PASSAGERS

M. Arthur Hartman, ambassadeur des Etats-Unis en France, s'est déclaré « extrêmement satisfait » de la décision du juge Poilack « ordonnant aux autorités portuaires de New-York de permettre à Concorde d'atterrir à l'aéroport Kennedy ». « Nous constatons », a expliqué le diplomate au micro de France-Inter, le jeudi 18 août, que l'interdiction faite à Concorde d'atterrir à New-York était discriminatoire, arbitraire et déraisonnable. Le juge Poilack est en total accord avec la position qui a toujours été celle du gouvernement fédéral des Etats-Unis. Le gouvernement fédéral des Etats-Unis a toujours pensé que Concorde méritait une période d'essai équitable. »

Ce même jour, à l'aéroport de Reims, Air France a transporté 50 000 passagers sur Concorde, un industriel, M. Jean-Charles Gromier. A cette occasion, la compagnie devait préciser qu'elle avait transporté 25 850 passagers sur la ligne Paris-Washington, 20 850 sur la ligne Paris-Rio-de-Janeiro et 5 300 entre Paris et Caracas depuis la mise en service du superconcorde. Le coefficient d'occupation global de l'appareil atteint 89 %.

CIRCULATION

LA FIN DE LA FLÈCHE VERTE

La flèche verte qui, placée au bas des feux tricolores de certains carrefours, autorisait les conducteurs à tourner à droite, sera remplacée par une flèche jaune clignotante. Ainsi en ont décidé le ministre de l'équipement et celui de l'intérieur. Le code de la route sera modifié en conséquence.

La flèche verte était en effet « vertement » critiquée par les piétons, car les automobilistes avaient pris l'habitude de la considérer comme un véritable feu vert, c'est-à-dire une autorisation de franchir les passages piétons que les circonstances, d'une facilité, les conducteurs avaient fait un abus. Désormais, la flèche jaune clignotante leur rappellera que les véhicules stoppés à un feu tricolore peuvent tourner à droite, à condition qu'aucun piéton ne soit engagé sur le passage zébré ou clouté.

LISEZ

Le Monde des Philatélistes

JUSTICE

SOUTENUS PAR PLUSIEURS ORGANISATIONS

Deux avocats allemands décrivent les conditions de détention du groupe Baader

« Les avocats de Gudrun Ensslin, de Siegfried Haag et de Klaus Jüschke ont l'impression d'assister à la réédition de tout le processus qui a précédé la mort de Holger Meins, mort en prison le 9 novembre 1974 après cinquante-sept jours de grève de la faim. Ils ont l'impression que ces prisonniers politiques sont des otages, que ce qui est en cause, maintenant, c'est leur vie. » Telle est la conclusion de M. Michel Tubiana, du Mouvement d'action judiciaire (MAJ), lors de la conférence de presse au cours de laquelle M. Otto Schilly, défenseur de Gudrun Ensslin, et M. Hans-Joachim Weider, défenseur de Siegfried Haag et de Klaus Jüschke, ont exposé, jeudi 18 août, à

Paris, les conditions de détention des prisonniers politiques, membres du groupe Baader-Meinhof, en R.F.A.

M. Pierre Lyon-Caen, du Syndicat de la magistrature ; M. Jean-Michel Brunschweiler, de l'Association française des juristes démocrates ; M. Anselme, du comité central de la Ligue des droits de l'homme ; M. Christian Marchal, de l'Organisation Amnesty international ; le Syndicat des avocats de France, la Cimade (Comité œcuménique d'entraide), le pasteur Canalis et le Père Maurice Barthes assistaient à cette conférence.

C'est une « émeute » à la prison de Stuttgart-Stammheim (Bade-Wurtemberg), en date du 8 août dernier, qui a aussitôt déclenché, selon l'administration pénitentiaire ouest-allemande, l'application de nouvelles conditions de détention à l'encontre d'Andreas Baader, Gudrun Ensslin, Jan Carl Raspe, Iringard Möller, Ingrid Schubert, Verena Becker et Sabine Schmitz. Ces mesures de rétorsion — légalisées par le tribunal de Stuttgart au mois de septembre 1975 et confirmées par un arrêt de la Cour suprême fédérale (la cour de Karlsruhe) en octobre de la même année — consistent en une interdiction de promenade, de rencontre avec d'autres détenus, de lecture des journaux et des revues, d'écoute de la radio, de tabac et de café.

Depuis le 9 août, en signe de protestation et pour obtenir le rétablissement des anciennes mesures de détention, trente-deux prison-

niers politiques dispersés dans neuf prisons ont entamé une grève de la faim et de la soif.

M. Otto Schilly, avocat de Gudrun Ensslin, qui a tenu à déclarer qu'il n'était « pas là pour défendre la politique de la fraction Armée rouge » et qu'il était « opposé à une politique de lutte armée », a indiqué : « Il n'est pas exagéré de dire que les détenus de Stammheim sont très proches de la mort. Gudrun Ensslin a été transportée mercredi à l'hôpital, inconsciente, le temps de lui faire quelques perfusions. Depuis, son état s'est aggravé. Elle ne peut plus se lever, elle ne peut plus être alimentée à tout moment. Quant à Andreas Baader, son avocat n'a pu avoir d'entretien avec lui, car il était trop faible pour se rendre au parloir. »

M. Hans-Joachim Weider, avocat de Siegfried Haag et Klaus Jüschke, a décrit la nutrition

forcée que subit le premier nommé. Mais surtout, M. Schilly et Weider se sont élevés contre l'application des récentes conditions de détention qui visent selon eux « l'affaiblissement programmé de la santé », voire « la préparation à la mort ». Des avant « l'émiettement » du corps des prisonniers politiques de Stammheim « étaient emprisonnés dans des quartiers spéciaux. Ils restaient pendant vingt-trois heures enfermés dans leurs cellules (totalité des heures éclairées à la lumière artificielle), avec une heure de promenade ». Par groupes de trois ou quatre, ils avaient la permission de discuter durant quatre heures. Actuellement, les prisonniers politiques sont réduits à la solitude la plus totale, si l'on excepte la visite de leurs avocats. Selon le procureur général fédéral, M. Rehmann, cité par les deux avocats, « ces conditions de détention sont justes et humaines ».

Faits et jugements

M. Walter Folie mis hors de cause.

M. Walter Folie, inculpé le 16 août d'assassinats et de vol qualifié par M. Guy Bellocq, juge d'instruction au tribunal de Draguignan, a été définitivement mis hors de cause dans l'affaire du double meurtre de M. et Mme Sydney Broderick (le Monde des 11, 16, 18 et 19 août). Le témoin ou M. Folie est Madame Marcelle Folie qui passa la nuit du 8 au 9 août à Nice et fut retrouvée par M. Folie et Madame Marcelle Folie, le 17 août, pour innocenter le meurtrier présumé. Le juge d'instruction a d'autre part fait mener d'autres investigations qui lui ont permis d'établir qu'il n'y avait eu aucune connivence possible du 11 au 17 août, entre la jeune femme et M. Folie.

M. Guy Bellocq a déclaré que « le mandat de dépôt de l'inculpé M. Folie a été annulé et sera révoqué le 19 août » et qu'il bénéficiera vraisemblablement d'un non-lieu à l'issue de la procédure.

Une agriculture biologique

L'île d'Ouessant deviendrait-elle un kolkhoz à la française ? Il y a un peu de cela. Chaque propriétaire recevra une rétribution identique après déduction des frais. Le premier essai tenté cette année sur 2 hectares de pommes de terre et 1,5 hectare de légumes s'est révélé concluant. Il sera poursuivi l'an prochain sur treize hectares. Les îliens souhaitent produire des primeurs de qualité sans autre engrais que les algues poussées dans l'océan et dotées du label de l'agriculture « biologique ». Pour élargir sur cette voie, ils ont réclamé l'aide de l'Etat. La rénovation rurale leur a accordé 100 000 francs en 1976 et autant cette année. La subvention, qui pourrait être portée à 300 000 francs en 1978, servirait à l'achat de matériel et à la rétribution de quinze personnes, soit deux spécialistes des labours. Un ingénieur agronome est déjà sur place.

JEAN DE ROSIÈRE.

FAITS DIVERS

LA Foudre à Paris

A Paris, jeudi 18 août, vers 16 heures, alors que la pluie tombait dru, M. et Mme Deschamps, originaux de Nanterre, se promenaient à l'abri sous un arbre, près du pont de l'Alma, sur le quai de la rive droite de la Seine. Quelques minutes plus tard, l'arbre a été foudroyé. La foudre, M. Deschamps a été tué et son mari, fortement commotionné, a été très transporté à l'hôpital Lariboisière. Des gardiens de la paix, qui se trouvaient non loin de là, a été violemment jeté à terre.

« L'événement n'a en fait rien d'exceptionnel », affirment les services de la météorologie nationale. Cependant les Parisiens, saisis par l'habileté de la nouvelle, se disent « persuadés que la foudre ne peut pas tomber sur Paris, que tous les paratonnerres, en particulier celui de la tour Eiffel, protègent Paris de foudre gratuite ».

L'orage du jeudi 18 août a eu raison de cette légende. « A chaque orage ou presque, la foudre tombe, ajoutent les météorologues. Sur Paris comme ailleurs. Simplement, elle atteint le plus souvent un paratonnerre ou les eaux de la Seine et passe tout à fait inaperçue. »

Quatre militaires ont été tués, jeudi 18 août, dans un accident d'hélicoptère. L'appareil, un Puma SA 330, a pris feu après avoir heurté une ligne à haute tension, au-dessus du plan d'eau de Bort-les-Orgues (Corrèze). Les victimes sont le maréchal des logis-chef Bruno Schabat, trente ans, qui pilotait l'hélicoptère ; Serge Rus, vingt-deux ans, et deux adjoints, Jean-Claude Marquet, trente ans, et Michel Vaillant, trente ans.

Un cinquième occupant, le copilote, le maréchal des logis-chef Daniel Lemo, trente ans, a été grièvement blessé.

L'attentat contre la statue du maréchal Leclerc.

La mairie de Paris annonce qu'elle a pris toutes dispositions utiles pour que la statue du maréchal Leclerc, endommagée par un attentat la nuit du 17 au 18 août par un groupe Joachim Peiper (le Monde du 19 août), soit remise sur son socle le plus rapidement possible. M. Jacques Chirac, maire de Paris, a actuellement en Corbie, a envoyé un télégramme à la maréchale Leclerc dans lequel il écrit notamment : « Les Parisiennes et les Parisiens partagent certainement vos sentiments de réprobation et sauront indiquer par leur présence aux cérémonies du 25 août leur attachement administratif et reconnaissant au libérateur de Paris. » M. André Bord, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, a déclaré à propos de cet attentat qu'il était « absurde et révoltant » et que « tout serait en cours pour que les responsables soient retrouvés et châtiés ». De nombreuses organisations dont le groupe communiste au conseil de Paris, la fédération de Paris du R.P.R., la Confédération française du travail (C.F.T.) et le M.R.A.P. (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix) protestent contre cet acte criminel.

Fusillade de Reims : protestation du P.C.F. après les trois mises en liberté. La fédération de la Marne du parti communiste a publié, mercredi 17 août, après l'annonce de la libération de trois des cinq inculpés dans l'affaire de la fusillade de Reims aux Verrières méconnues (le Monde du 17 août), un communiqué dans lequel elle déclare : « Force nous est de constater qu'il existe deux poids deux mesures dans notre pays en matière de justice, l'agression de travailleurs en lutte pour leurs revendications bénéficie d'une impunité étonnante. Par contre, les opposants à la politique nucléaire du pouvoir (...) sont pratiquement jugés selon une juridiction d'exception et lourdement condamnés à Malouffe. Le pouvoir, ajoute le communiqué, monte des provocations avec la complicité d'organisations caractérisées par l'usage de groupuscules « d'extrême gauche » et cherche ainsi à susciter la violence et la répression dans l'espoir de révéler de vieux réflexes de crainte de changement chez un certain nombre d'électeurs à la veille d'élections importantes pour le pays. »

Par décret publié au Journal officiel du 18 août, sont nommés : procureur général : à Toulouse, M. Henri Jeanlin ; à Angers, M. Jacques Lacroix ; à Agen, M. Michel Prouhet ; à Agen, M. Roger Albernhe.

RECTIFICATION. — La ville de Vieux-Brisach, contrairement à ce que nous avons indiqué dans une information parue sous le titre « Manifestation écologiste à la frontière franco-allemande » (le Monde du 9 août), se situe en République fédérale d'Allemagne et non dans le Haut-Rhin.

L'affaire « Mondial Moquette » : M. Gianola maintenu en prison.

Lyon. — La demande de mise en liberté présentée par les défenseurs de M. Yves Gianola, président-directeur général de la banque Martin-Gianola, de Thoiry, des Bains, inculpé de complicité d'abus de biens sociaux et de recettes de biens sociaux, et placé sous mandat de dépôt le 31 mai dernier, dans le cadre de l'affaire Mondial-Moquette a été, après un débat en chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon, (nos dernières éditions).

Une première demande dans ce sens avait déjà été écartée le 27 juin par la chambre d'accusation. Le 12 juillet, le juge d'instruction avait rendu une ordonnance prescrivant la mise en liberté du banquier. Sur appel du procureur de la République, la chambre d'accusation s'est prononcée contre cette mesure estimant notamment que les agissements du banquier « constituent dans le domaine économique une atteinte importante à l'ordre public, étant observé que l'opinion est particulièrement sensibilisée et informée en ce qui concerne les agissements de caractère économique et professionnel ». « Au surplus, ajoute l'arrêt de la cour, compte tenu de l'étendue des intérêts en cause et de l'attitude assez réticente ou évasive adoptée par certains points par Gianola, il serait à craindre qu'une mise en liberté provisoire ne permette en l'état des constatations frauduleuses et de nature à lui permettre d'obtenir une information qui s'avère délicate. » (Corresp. régional).

Greys-Malville : sept condamnés comparaitront devant la cour d'appel de Grenoble.

Lyon. — Sept des huit personnes arrêtées après la manifestation de Greys-Malville, le 31 juillet, et condamnées le 7 août par le tribunal correctionnel de Bourgoin-Jallieu, comparaitront le 24 août, à partir de 9 heures, devant la cour d'appel de Grenoble. (Nos dernières éditions.) Ces sept condamnés sont : quatre Allemands, MM. Lucien Bechloff, Roland Müller, condamnés à six mois de prison (dont deux avec sursis), Hans Jäger et Josef Schweitzer (trois mois, dont deux avec sursis) ; un Suisse, M. Rudolf Krachenbühl (trois mois, dont deux avec sursis) et deux Français, M. Lucien Mions (six mois, dont trois avec sursis) et Mlle Thérèse Claramagla (un mois avec sursis), la seule à ne pas être détenue aujourd'hui à la prison d'arrêt Saint-Paul, à Lyon.

Le huitième prévenu, un Allemand, M. Hartmann Kühn, condamné à un mois avec sursis et expulsé vingt-quatre heures après le jugement, n'a pas fait appel de sa condamnation. Le parquet de Bourgoin-Jallieu a fait, pour sa part, appel à minima contre chacun des sept condamnés, qui ont décidé de se pourvoir devant la juridiction du deuxième degré. (Corresp. régional).

CARNET

LA PENS

STOCK

مكتبة الأصل

Hippisme

DEAUVILLE TOUS AZIMUTS

DEFAITES de Blushing Groom à Deauville et de Lightning à York, début des ventes de yearlings ; exportation probable de deux des quatre derniers grands étalons qui nous restent : il y a comme un tassement dans la ligne droite de l'actualité hippique.

Sans avoir recours à l'enquête d'office, on est tenté de donner la course au double revers de Deauville et d'York, ne serait-ce qu'en raison des implications de personnes qu'il est susceptible de comporter.

On pouvait penser que, revenant sur 1600 mètres, qui est pour lui l'altitude de l'Olympique, Blushing Groom, le merveilleux petit dieu rouge d'un printemps extasié, allait retrouver les envolées de la poule d'essai. Or, Flying Water, redevenue elle, la grande pouliche du printemps 1976, après un séjour aux États-Unis où elle était allée consulter les maîtres de la chirurgie osseuse, lui a coupé les ailes d'une demi-longueur. Double tentative d'explication : pour les uns, Henri Samiani, le jockey de Blushing Groom, n'a pas été inspiré en relevant son cheval jusqu'à 600 mètres du poteau ; pour les autres, Blushing Groom n'a peut-être été exceptionnel jusqu'au printemps que pour la raison qu'il était exceptionnellement précocé.

La discussion a des prolongements imprévus : Samiani donne une interview dans laquelle il laisse entendre qu'il a monté selon les ordres et s'étonne (sui-

vez son regard) qu'on n'ait pas donné un cheval de jeu à son partenaire pour assurer le train. L'entraîneur de Blushing Groom, François Mathet, rétorque qu'il ne donne jamais d'ordres rigides et que c'est à un jockey (suivies à son tour son regard) d'adapter la tactique aux circonstances. Terrain lourd.

Invaincu en France, Lightning allait chercher, dans la « Benson » — une course nagnère fatale à un autre vaincu de grand prestige : Brigadier Gérard, — une consécration européenne. Il n'a terminé que sixième. Là aussi, deux courants d'explications. Le premier consiste à considérer qu'il s'agit d'un faux pas, comme même un champion peut en commettre un. Le second réside, que, dans le prix d'Ispahan, qu'il n'avait d'ailleurs gagné que de justesse, Lightning s'était jus-

qu'appliqué à effectuer une carrière en demi-teinte, à l'abri des grands périls : la carrière d'un cheval dont on n'est pas tout à fait sûr ; en somme, il aurait, à York, défini des limites que son propriétaire, Guy de Rothschild, et son entraîneur, le même que celui de Blushing Groom, avaient pressenties.

Reprise des ventes

Là aussi, la piste s'est alourdie : pour la première fois, Lightning n'était pas confié à Dubrocq, avec qui François Mathet a un contrat, mais à Saint-Martin. Ce changement donne corps à des rumeurs de séparation. Il semble que des problèmes soient apparus dans le groupe d'intérêts communs constitué par l'Ag Khan, Guy de Rothschild, François Mathet

et leurs jockeys. Mais nul ne sait très bien où peut se situer l'éventuelle ligne de rupture. Ce qui est certain, c'est que l'Ag Khan et François Mathet étaient ensemble, dimanche soir, aux ventes de yearlings, où le prince s'est adjugé pour 400 000 francs un fils de Kalamoun : Numbi.

Réveillées par l'annonce d'un statut fiscal des propriétaires (1) — statut assimilé à celui des bénéfices non commerciaux — et par la réussite remarquable de quelques jeunes étalons, ces ventes ont, semble-t-il, annoncé une légère reprise du marché : huit yearlings ont atteint ou dépassé le cap de 400 000 francs, au lieu de quatre l'an passé.

Mais un tel redressement peut-il être durable en France ? Les erreurs du passé se renouvellent. Notre meilleur étalon, Caro, vient

d'être vendu aux États-Unis pour 20 millions de francs et une décision analogue a été prise pour Lyphard, vendu 5 millions de dollars.

Deux échos à la rubrique des mondanités hippiques. Le prince Charles d'Angleterre participera dimanche, à Deauville, à un match de polo. Louis Giscard d'Estaing, qui est passionné de chevaux, est chargé, avec un groupe de jeunes et charmantes débutantes, de l'accueil des acheteurs, à la suite des ventes de yearlings. Slogan nouveau et imprévu : allez donc acheter un pur-sang ; vous serez accueilli par le fils du président de la République.

LOUIS DENIEL.

(1) Le Monde, 2 juillet.

Plaisirs de la table

MES GRANDS

LE DUC :

La mer toute crue

TOUS les chemins mènent à Paris. Pour venir de Marseille, les Minichelli sont passés par l'île de Ré. Ils ne m'en rendront pas de dire que ce fut pour découvrir le bon poisson : celui de l'Atlantique.

Lorsqu'il ouvrit Le Duc (123, boulevard Raspail, tél. 633-96-30), Jean Minichelli réussit à étonner les Parisiens avec ses poissons crus. Un chroniqueur s'étonna d'y retrouver la mode japonaise ou la pratique tahitienne. Il avait pu, aussi, parler du « crêchis » d'Amérique du Nord. Mais il ne savait pas que du côté de Royan on mange la sardine crue depuis des siècles et que les Hollandais l'arrivent des « nouveaux hollandais » (harangs de la nouvelle pêche) marque une traite de poissons crus.

Ce qui caractérise Le Duc (de Buckingham), ou plus exactement les Minichelli, est leur intrépidité quant à la qualité et la fraîcheur du poisson. D'arrivages directs (et quand il n'y en a pas, il n'y en a pas !), ceux qui ne sont pas servis dans la journée disparaissent de la cuisine et de la carte. Chez eux, la cuisine ne sent pas la grille, mais l'eau. Et la carte, aux flux et reflux de la mer, semble dire M... à Vaudan (comme chante Causim), Carie, merveilleuse où le tartare de poisson le steak de thon blanc haché aux algues, où rougets et loupes sont cuits « en vessie », nature, où les céteaux ont le panaché exubérant de fruits de mer.

« Ce n'est pas de la grande cuisine », ricaneront les chofes.

« C'est une cuisine admirable », assurent des cuisiniers aussi complets qu'un Manière, un Troisgros, un Olivier.

Mais voilà que, depuis l'an dernier, Paul Minichelli a ouvert, se relayant avec Jean, un Le Duc à Gennevilliers (17, quai du Mont-Blanc, tél. 31-73-30). Le succès a été long à venir. Les Helvètes ne comprennent point que tel ou tel poisson manque à la carte :

« Il n'y a pas d'arrivage, madame ! »

« Comment ! Mais il y en a à la carte de X, ou de Y... »

Comment expliquer que chez X ou Y on garde le poisson au congélateur (comme dans bien des restaurants parisiens aussi, du reste) ? La glace tue, aime à répéter Jean Minichelli. L'important est autant de savoir teler qu'acheter.

Il a raison. Et c'est pour quoi je tiens les Le Duc de Paris et de Gennevilliers comme deux grands. Ce sont les seuls, avec le Dodin-Bonfant de Jacques Manière, où l'on puisse en toute saison, en toute tranquillité se régaler d'huîtres.

LA REYNIÈRE.

Philatélie

N° 1498

Bureaux temporaires

● 83100 Montlignon (chambre de commerce), les 8 et 9 octobre. — Exposition « Arts et Philatélie ».

● 89000 Fols (Maine), les 15 et 16 octobre. — 8^e Congrès philatélique régional du groupement Midi-Pyrénées.

● 51100 Reims (Hôtel de ville), les 15 et 16 octobre. — 3^e Exposition « Automatisation du tri du courrier ».

MALI : Série rétrospective.

Une série de quatre valeurs « poste aérienne » a été dédiée à l'histoire des Zeppelins, dont les dessins et les gravures sont de Michel Monvoisin.

REPUBLIQUE DU MALI
120 francs m., vert, brun et bleu : « Zeppelin n° 1 — 1900 » ;

REPUBLIQUE DU MALI
150 francs m., gris-bleu, rouge et bleu : « Incendie du Hindenburg — 1937 » ;

REPUBLIQUE DU MALI
350 francs m., gris-bleu, rouge et bleu : « Incendie du Hindenburg — 1937 » ;

REPUBLIQUE DU MALI
500 francs m., bleu et vert foncé : « Ferdinand von Zeppelin — 1838-1917 ».

● A CAVALIERS-SUR-MER, les 8 et 9 octobre, deux expositions seront présentées, l'une « adultes » et l'autre réservée à la « jeunesse ».

ADALBERT VITALYOS.

TOURISME HOTELS RECOMMANDES

Paris

HOTEL DE LONDRES ** N.N. 1, rue Augereau (Champ-de-Mars, près Terminal Invalides). Compl. réfat. aux. Toutes ch. av. balcon ou douche et w.-c., calme et tranquille, 705-35-40.

MONTMARTRE

HOTEL LITRE *** Paris-6^e, 1, Litre. Tél. : 544-38-68 - Tél. 270-557. 120 chambres - Garage - Séminaires.

Même administration : **HOTEL VICTORIA PALACE** *** Paris (9^e), 6, rue Blaise-Desgoffe. Tél. : 544-38-16 - Tél. 270-557. 120 chambres - Restaurant - Garage.

Allemagne

FRANKFURT
PARKHOTEL 1^{re} classe, centre, près gare centrale « Wiesbadenplatz 28 ». Tél. : 1949/611/23577 - Tlx 94-13388.

Angleterre

KENSINGTON LONDON
Une situation exceptionnelle près du Metropolitan. P. 70 breakfast, taxi inclus. CROMWELL HOTEL, Cromwell Place, London, SW7 2LA. Dir. E. Thom - 01-889-8388.

Suisse

AROSA (GRISONS)
HOTEL VALSANA, 1^{re} catégorie. Une semaine forfaitaire de 10 nuits dès 420 F.S. Piscine couverte. Tél. 74232.

Rive gauche

A SAINT-GERMAIN DES PRES TOUS LES JOURS
LE PETIT ZINC
BOITE CLUB PRIVE
Le Munchie
25, rue de Bucy - Paris 6^e

RESTAURANT
Les spécialités
brésiliennes de
"DONA WANDA"
(de midi à 2 h du matin)
BOITE CLUB PRIVE
avec orchestre du Brésil
(de 22 h à 4 h du matin)
Tél. : 532.62.01
30, rue de la Chapelle - 75018 Paris
Café do Brasil - Café do Brasil

Rive droite

TEDMINUS
824.48.72
OUVERT EN AOÛT
23, rue de Dunkerque
face Gare du Nord
tous les jours

LES ARMES DE BRETAGNE
108, avenue du Maine Paris 14^e 306.53.03 - 567.87.63
REOUVERT DEPUIS LE 18 AOÛT

« La côte de bœuf »

Cuisine du Patron
Spécialités françaises
Cadre intime
Nouvelle DIRECTION
SIMON DELMOND
227-73-50
4, rue Sausse-Leroy, Paris (17^e)
Fermé le dim. - Ouvert tout l'été

Sur la terrasse de plein air ou autour de la cheminée du premier, le restaurant

ÉLÉPHANT BLANC
(Saint-Hilaire)
est ouvert
24, rue Vavin - 75006 Paris
Réserv. 033-90-95

Julien
16, rue du Fg-Saint-Denis Paris 10^e
OUVERT EN AOÛT
L.L. jusqu'à 1 h 30 - P. Dim. - Rés. : 770 1206

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

ALSACIENNES AUX ARMES DE COLMAR, 13, rue du 8-Mai-1945, 208-04-50. DOUCET EST, 8, rue du 8-Mai-1945, 208-04-52. T.J. jusqu'à 24 heures. Restaurant panoramique. L'ALSACIEN AUX BALLES, 16, rue Coquillière (1 ^{re}), 235-11-24. CBZ BANSI, 3, place du 18-Juin-1940 (9 ^e), 548-06-42. AUBERGE DE RIQUERIE, 12, rue de Fg-Montmartre (9 ^e), 770-62-38. AUVERGNATES AETOIS ISIDORE ROUZEROL, 13, r. d'Artois, 8 ^e , 235-01-10. P/dim. BASQUES TAVERNE BASQUE, 45, rue du Cherche-Midi (6 ^e), 222-51-07. Menu spéc. Torro, 28 F. P/dim. soir. lundi. Fermé du 1 ^{er} au 25 août. BRETONNES CREPERIE BRETONNE, 14, rue J.-J. Rousseau (1 ^{re}), 508-50-01. Repas, crêpes et galettes. LES 2 TY COZ vous attendent : Jacqueline, 33, rue St-Georges, 9 ^e , TRJ 42-45. Fermé dim. et lundi. Marie-Françoise, 33, rue de Valenciennes, 19 ^e , 828-12-28. Arrivage direct de Bretagne. Fermé dim. et lundi. FRANÇAISE TRADITIONNELLE LAPEROUSE, 51, qu. G.-Augustin, 325-08-04. Men., déj., 70 F. Din. 100. LA TABLE DU MATRE, 5, r. Morvan, 742-03-18. Jussq. 22 h. P/dim. ILE DE LA RÉUNION ISLE BOURBON, 14, rue Eug.-Sue, 255-61-64. 200 carl. Bouillabaisse Réunion. Fermé lundi.	LANDAISES LE TROU GASCON, 40, rue Talon, 12 ^e , 344-34-28. Direct du terroir. Fermé en septembre. LORRAINES LE BOCC LORRAIN, 27, bd Magenta, 208-17-28. Salons de 10 à 120 couverts. LYONNAISES LA FOUE, 2, rue Clément (9 ^e), P dim. 225-77-58. Allez aux fourneaux. SPECIALITES DU MORVAN LE MORVAN, 18, Carr.-Océan, 033-96-01, de 7 h. 30 à 2 h du matin. Ses plats de jour. PÉRIGOURDINES LA COLOMBE (en l'île de la Cité), 4, r. de la Colombe, 4 ^e , 633-37-08. Fermé dimanche. Terrasse fleurie. PÂTISSERIES LA BOUTIQUE DU PATISSIER, 24, bd des Italiens, 834-61-77. T.J. SARLADAISES LE SARLADAIS, 1, rue de Vienne, 322-23-62. Omelette, 25 F. Confit, 35 F. SAVOYARDES AU SAVOYARD, 18, rue 4-Vents, 328-20-30. T.J. M. Chefet. 100 F. Fermé du 8 août au 5 sept. inclus. SUD-OUEST AU VIEUX PARIS, 2, pl. du Panthéon, 3 ^e . Fermé dim. ODE 79-22. TOURANGELLES PETIT RICKE, 25, rue Le Pelletier, 770-85-50. De 6 à 45 couverts. Fermé en août.	COCHONNAILLES Un magnifique assiette... 13 F à LA COCHONNAILLE, 31, r. Barpe, 5 ^e , 633-86-87. Cndre du XIII ^e siècle. FRANÇAISE SUIVANT SAISONS JACQUES CŒUR, 6, pl. St-Michel, 325-81-13. T.L. Cuisine raffinée. Cadre élégant. Ouvert tout l'été. GRILLADES CHARBON DE BOIS, 10, r. Guichard, 19 ^e , 288-77-89. Souff. mont. part. poisson. Fermé en août. LE WESTERN STEAK, 60, rue P.-Charron. Self de très grand standing où vous pouvez inviter votre P.-D.O. Menu à 23,50 F. T.C. SPECIALITES DE TERRINES LE CHALEUIL, 4, r. l'Arcade, 265-53-13. Le jeune patron aux fourna. FRUITS DE MER ET POISSONS LE LOUIS XIV, 6, bd Saint-Denis, 208-56-58. (lundi et mardi) Paris. Fermé le 1 ^{er} juin au 31 août. CANTERELLE, 73, av. de Suffren, 734-90-58. Déco. marin unique à Paris. LES 2 TY COZ vous attendent : Jacqueline, 33, rue St-Georges, 9 ^e , TRJ 42-45. Fermé dim. et lundi. Marie-Françoise, 33, rue de Valenciennes, 19 ^e , 828-12-28. Arrivage direct de Bretagne. Fermé dim. et lundi. AU GITE D'ARMOR, 13, rue Le Pelletier, 770-85-50. P/e soir et les samedis et dimanches. Fermé du 8 au 31 juillet. LA MERE MICHEL, 1, rue Rennequin, 634-50-50. Beurre blanc. Spécialités. Fermé le 1 ^{er} août au 4 septembre. BOURDIN, 35, bd du Temple, 272-27-94. Pat. J.-M. Neveu, chef cuis. Fermé du 2 au 27 août inclus. AUBERGE DU CLOU, 30, av. l'Yvetot, 778-22-48. Spécialités du Sud.	LA BONNE TABLE , 42, rue Priant, 528-14-91. 12 spéc. P/sam dim part. Dénier le spécialiste de l'huître. 9, pl. Férrière, 754-84-14. Coquillages et crustacés. Les préparations de poissons du jour. Fermé en août. ARMÉNIENNES LA CAPPADOCIE, 1, rue Marivaux-3 ^e , 742-83-65. P/midi. Chant, musique. Fermé en août. CHINOISES ELESEES MANDARIN, 5, r. Colisée, 1 ^e étage, BAL, 49-72. Entrée ciné Paramount. Tous les jours. DANOISES ET SCANDINAVES COPENHAGUE, P. 35-7 au 1-9-77. FLORE DANICA, JARDIN, 142, Ch.-Elysées. ELV 20-41. Ouv. 11 h à 14 h. ESPAGNOIS EL PICADOR, 80, bd Saint-Michel, 287-25-87. Jussq'à 100 couverts. Fermé en août. EL PICADOR, 80, bd des Batignolles, 287-25-87. Jussq'à 100 couverts. Fermé en août. INDIENNES SHAKABAZAR, 72, av. Gde-Armée, 509-03-29-07. Menus à 25 F. P/dim. ITALIENNES GIANFRANCO, 9, rue Racine (9 ^e), près Théâtre de l'Odéon, 335-54-57. LE SIMPLON, 1, r. Fg-Montmartre. Tél. 1 ^{re} 824-51-10. Pâte fraîche. Fermé en août. JAPONAISES USARA, 163, r. St-Ronoré, 280-66-01. Soukijaki, Sushiki et Tempura. Ouv. tout l'été. LIBANAISES CHEZ PHILIP, 16, r. Daubou, 2 ^e , 281-89-01. Propriétaire Pierre Dahet.	MAROCAINES AÏSSA FILA, 5, r. St-Benoît, 545-07-22. T.J. oussouss, Pastilla, P/dim. 100. Fermé en août. LA MENARA, 8, bd de la Madeleine, 073-06-82. P. Dim. Cadre féérique. PORTUGAISES RIBATEJO, 8, rue Planchat, 2 ^e , 7 ^e , mar. 370-41-03. Diners Spect. Guilt. SLAVES ET YIDDISH JO GOLDENBERG, 7, r. d. Roisiers, 4 ^e (accès 18, r. de Rivoli), 887-20-18. T.J. soirée musiq. Jussq. 2 h mat. VIETNAMIENNES LE NEW, 67, r. Rennequin, 756-64-41. Cuis. légère. Spéc. Grill. Din. aux chand. Cadre tranquille. P/dim. Fermé en août.
--	--	--	--	--

Salons pour Déjeuners d'affaires et Banquets

LE BOCC LORRAIN, 27, bd Magenta, 208-17-28. Spéc. lorraines. Jussq'à 120 couverts.
EL PICADOR, 80, bd des Batignolles, 287-25-87. Jussq'à 100 couverts. Fermé en août.
LE RIDE, 11, av. Gde-Armée, 509-13-21. P/dim. Soir menu 30 F. T.C.
SALON DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 225-44-30. Banquets 300 personnes. Cocktail 100 personnes.
PIERRE, place Gallien, OPE 67-04. De 4 à 50 couverts. Cadre Second Empire.
LE JOYAU DE LA MER, 508-06-30. 1, av. de Rivoli, 87-20-18. Terrasse. Salon pour Banquets. Séminaires. Fermé du 8 au 31 août.
VIEUX GALINUS*** 3015 de BOULOGNE. LON 28-10. Une table raffinée à bord d'un navire de 15 siècle. Réceptions. Cocktail. Séminaires. P. Présentat. Paris.
LE MORVAN, 18, Carr.-Océan 033-96-01. De 6 à 100 couverts.
L'AUVERGNE, 51, qu. G.-Augustin, 325-08-04. Men., déj., 70 F. Din. 100.

Ouvert après Minuit

CAVEAU F.-VILLON, 64, r. Arbre-Sec, 224-10-92. Ouvert jusqu'à 0 h. 30. Fermé du 14-8 au 20-8-77.
NAVY-CLUB, 58, bd de l'Espérance, 633-01-04. Bull. Océ. menu 50 F. 19 h à l'aube. Fermé lundi et mardi.

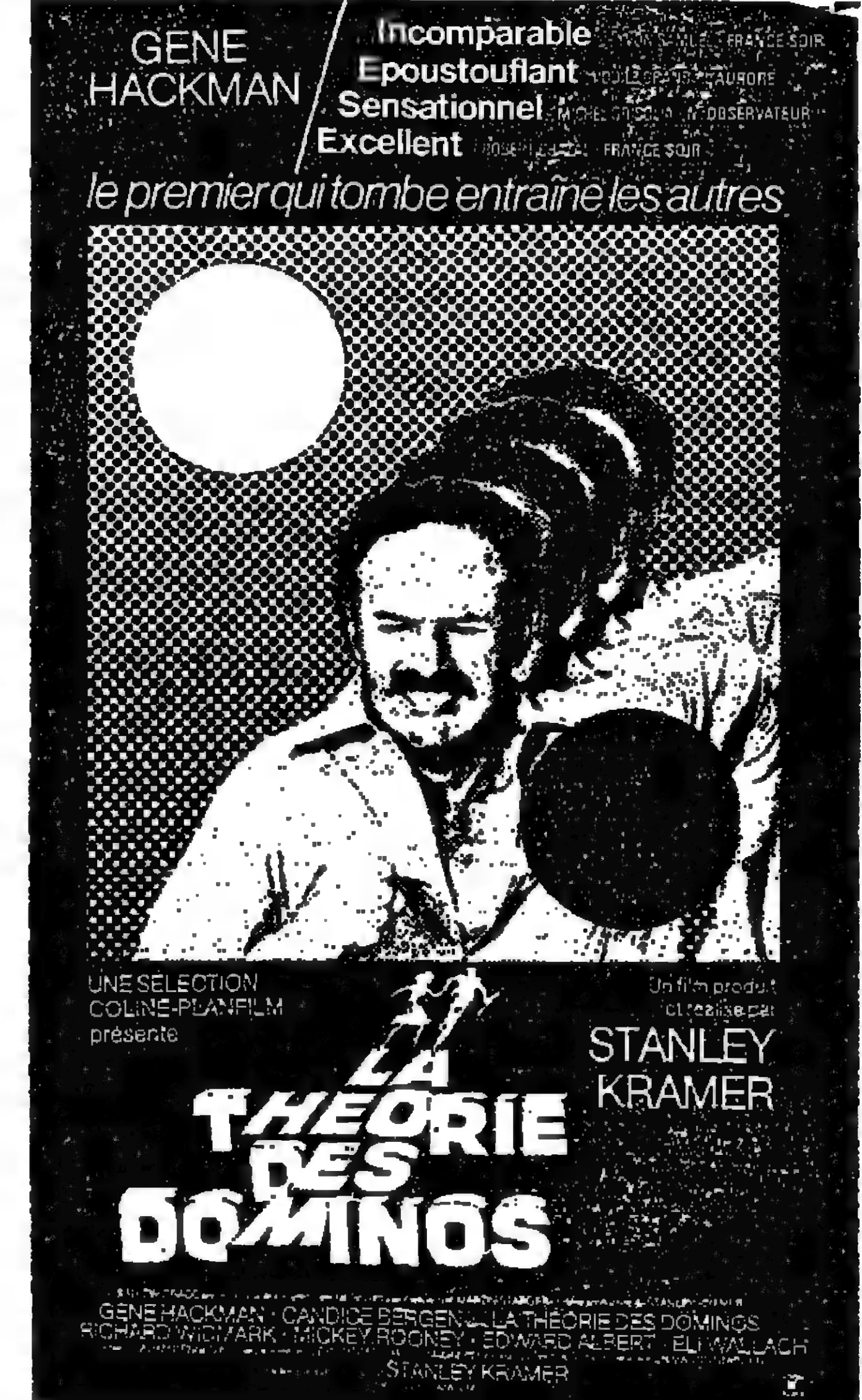
ÉLYSÉES LINCOLN - GAUMONT RICHELIEU - QUINTETTE - 14 JUILLET
BASTILLE - 14 JUILLET PARNASSE - CLICHY PATHE - GAUMONT SUD
OLYMPIC ENTREPRET - GAUMONT Evry - LES FLANADES Sorcelles



PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES - PARAMOUNT ÉLYSÉES - PARAMOUNT
MAILLOT - PARAMOUNT MARIYVAUX - PASSY - MAX-LINDER -
PARAMOUNT MONTMARTRE - BOUL' MICH - PUBLICIS SAINT-
GERMAIN - PARAMOUNT MONTPARNAISE - PARAMOUNT ORLÉANS
PARAMOUNT GODELINS - PARAMOUNT BASTILLE - CONVENTION
SAINT-CHARLES - VILLAGE Neuilly - PARAMOUNT La Varenne
PARAMOUNT Orly - PARAMOUNT Élysées 2 - BUXY Saint-Antoine
CYRANO Versailles - MÉLIES Montrouge - ARTEL Nogent - ARTEL
Villeneuve - ULIS Orsay - FLANADES Sorcelles - FRANÇAIS Engelen
CARREFOUR Paris



CONCORDE V.A. - QUARTIER LATIN V.A. - GAUMONT LUMIERE - MONTPARNAISE 33
CLICHY PATHE - GAUMONT CONVENTION - LES 3 NATIONS
et dans les meilleures salles de la périphérie



SPECTACLES

théâtres

Les salles municipales

Châtelet, 20 h. 30 : Volga.

Les autres salles

Antoine, 21 h. 30 : Les Parents terribles.
Aubert, 21 h. 30 : Equus.
Closely des Billetons, 21 h. 45 : Le Maître de Santiago.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Coupe-Chou, 20 h. 30 : L'improvisation du Palais-Royal.
Daumesnil, 21 h. 30 : Pepsie.
Huchette, 20 h. 45 : La Cantatrice chauve.
Le Lucernaire-Forum, Théâtre rouge, 20 h. 30 : Les Deux Gentilshommes de Verone.
Théâtre de la Ville, 21 h. 30 : Molly Bloom.
Madame, 21 h. 30 : C'est pas de l'amour, c'est de l'orgueil.
Madelaine, 21 h. 30 : Feu de vache.
Michel, 21 h. 10 : Au plaisir, madame.
Montparnasse, 20 h. 45 : Ecroule.
Nouveautés, 21 h. 30 : Divorce à la Française.
Théâtre Public, 20 h. 45 : La Servante du Voix.

Festival estival

Quai de Port-Saint-Denis, 18 h. 20 : Kevin Jones Quintet.
La Pléiade-Théâtre, 20 h. 30 : Concert d'été.
Fus de droit, 20 h. 30 : Philippe Toulme, baritone, et Brigitte Meyer, piano.

Les cafés-théâtres

An Coupe-Chou, 22 h. 30 : Les Frères ennemis.
Amz Champs-Élysées, 20 h. 30 : Taramou, 22 h. 30 : L'Amour en visite.
Blanc-Manteau, 20 h. 30 : La Démocratie.
Café d'été, 20 h. 30 : J.-M. Thiébaud.
Café de la Gare, 20 h. 30 : Patrick Abrial.
Café de la Gare, 20 h. 30 : Patrick Abrial.

La cinémathèque

Châtelet, 15 h. : Die Nibelungen, de F. Lang.
Closely des Billetons, 20 h. 30 : Les Cousins de Ol. Chabrol.
Coupe-Chou, 22 h. 30 : Les Frères ennemis.
Daumesnil, 21 h. 30 : Pepsie.
Huchette, 20 h. 45 : La Cantatrice chauve.
Le Lucernaire-Forum, 20 h. 30 : Les Deux Gentilshommes de Verone.
Théâtre de la Ville, 21 h. 30 : Molly Bloom.
Madame, 21 h. 30 : C'est pas de l'amour, c'est de l'orgueil.
Madelaine, 21 h. 30 : Feu de vache.
Michel, 21 h. 10 : Au plaisir, madame.
Montparnasse, 20 h. 45 : Ecroule.
Nouveautés, 21 h. 30 : Divorce à la Française.
Théâtre Public, 20 h. 45 : La Servante du Voix.

Les exclusivités

Alice dans les villes (All. vers angl.), 14-Juillet-Parnasse, 20 h. 30 : Alice dans les villes.
Aldo (Fr.), 14-Juillet-Parnasse, 20 h. 30 : Aldo.
Alice dans les villes (All. vers angl.), 14-Juillet-Parnasse, 20 h. 30 : Alice dans les villes.
Aldo (Fr.), 14-Juillet-Parnasse, 20 h. 30 : Aldo.
Alice dans les villes (All. vers angl.), 14-Juillet-Parnasse, 20 h. 30 : Alice dans les villes.
Aldo (Fr.), 14-Juillet-Parnasse, 20 h. 30 : Aldo.

Les exclusivités

Alice dans les villes (All. vers angl.), 14-Juillet-Parnasse, 20 h. 30 : Alice dans les villes.
Aldo (Fr.), 14-Juillet-Parnasse, 20 h. 30 : Aldo.
Alice dans les villes (All. vers angl.), 14-Juillet-Parnasse, 20 h. 30 : Alice dans les villes.
Aldo (Fr.), 14-Juillet-Parnasse, 20 h. 30 : Aldo.

Les exclusivités

Alice dans les villes (All. vers angl.), 14-Juillet-Parnasse, 20 h. 30 : Alice dans les villes.
Aldo (Fr.), 14-Juillet-Parnasse, 20 h. 30 : Aldo.
Alice dans les villes (All. vers angl.), 14-Juillet-Parnasse, 20 h. 30 : Alice dans les villes.
Aldo (Fr.), 14-Juillet-Parnasse, 20 h. 30 : Aldo.

Les exclusivités

Alice dans les villes (All. vers angl.), 14-Juillet-Parnasse, 20 h. 30 : Alice dans les villes.
Aldo (Fr.), 14-Juillet-Parnasse, 20 h. 30 : Aldo.
Alice dans les villes (All. vers angl.), 14-Juillet-Parnasse, 20 h. 30 : Alice dans les villes.
Aldo (Fr.), 14-Juillet-Parnasse, 20 h. 30 : Aldo.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 19 août

MACADAM COW-BOY (A. v.o.) : U.G.C. Danton, 20 h. 30 : Macadam Cow-Boy.
MA FORTUNE EST UN VIOLON (Il. v.o.) : Studio Logos (032-32-42).
LE MAGNIFIQUE (Fr.) : Marignan, 20 h. 30 : Le Magnifique.
MOLIERE (A. v.o.) : Quai de Port-Saint-Denis, 18 h. 20 : Molière.
MOLIERE (A. v.o.) : Quai de Port-Saint-Denis, 18 h. 20 : Molière.
MOLIERE (A. v.o.) : Quai de Port-Saint-Denis, 18 h. 20 : Molière.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : P. L. Plan, et ses amis.

Les concerts

Closely des Billetons, 20 h. 30 : Sonades et cantates (P. J. B. B.).
Le Lucernaire-Forum, 21 h. : P. L. Plan, guitariste (Bach, Villa-Lobos).

Le jazz

Théâtre Moutet, 22 h. 45 : Sahel Sarbail.

cinémas

OPERATION THUNDERBOLT (A. v.o.) : ABC, 20 h. 30 : Operation Thunderbolt.
PAINTERS PAINTING (A. v.o.) : U.G.C. Danton, 20 h. 30 : Painters Painting.
PAIN ET CHOCOLAT (Il. v.o.) : Marignan, 20 h. 30 : Pain et Chocolat.
PAIN ET CHOCOLAT (Il. v.o.) : Marignan, 20 h. 30 : Pain et Chocolat.
PAIN ET CHOCOLAT (Il. v.o.) : Marignan, 20 h. 30 : Pain et Chocolat.

Les festivals

FRANCE (A. v.o.) : Le Soliste, 20 h. 30 : France.
FRANCE (A. v.o.) : Le Soliste, 20 h. 30 : France.
FRANCE (A. v.o.) : Le Soliste, 20 h. 30 : France.

Les films nouveaux

J.A. MARTIN, PHOTOGRAPHE (A. v.o.) : U.G.C. Danton, 20 h. 30 : J.A. Martin, Photographe.
J.A. MARTIN, PHOTOGRAPHE (A. v.o.) : U.G.C. Danton, 20 h. 30 : J.A. Martin, Photographe.
J.A. MARTIN, PHOTOGRAPHE (A. v.o.) : U.G.C. Danton, 20 h. 30 : J.A. Martin, Photographe.

Les grandes reprises

AGUIERES, LA COLÈRE DE DIEU (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 20 h. 30 : Aguières, La Colère de Dieu.
AGUIERES, LA COLÈRE DE DIEU (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 20 h. 30 : Aguières, La Colère de Dieu.
AGUIERES, LA COLÈRE DE DIEU (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 20 h. 30 : Aguières, La Colère de Dieu.

Les grandes reprises

AGUIERES, LA COLÈRE DE DIEU (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 20 h. 30 : Aguières, La Colère de Dieu.
AGUIERES, LA COLÈRE DE DIEU (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 20 h. 30 : Aguières, La Colère de Dieu.
AGUIERES, LA COLÈRE DE DIEU (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 20 h. 30 : Aguières, La Colère de Dieu.

P. P. PASOLINI (A. v.o.) : Académie, 17 h. 30 : P. P. Pasolini.
P. P. PASOLINI (A. v.o.) : Académie, 17 h. 30 : P. P. Pasolini.
P. P. PASOLINI (A. v.o.) : Académie, 17 h. 30 : P. P. Pasolini.

Les séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI (A. v.o.) : Luxembourg, 20 h. 30 : American Graffiti.
AMERICAN GRAFFITI (A. v.o.) : Luxembourg, 20 h. 30 : American Graffiti.
AMERICAN GRAFFITI (A. v.o.) : Luxembourg, 20 h. 30 : American Graffiti.

De l'amicale

AMERICAN GRAFFITI (A. v.o.) : Luxembourg, 20 h. 30 : American Graffiti.
AMERICAN GRAFFITI (A. v.o.) : Luxembourg, 20 h. 30 : American Graffiti.
AMERICAN GRAFFITI (A. v.o.) : Luxembourg, 20 h. 30 : American Graffiti.

Théâtre

AMERICAN GRAFFITI (A. v.o.) : Luxembourg, 20 h. 30 : American Graffiti.
AMERICAN GRAFFITI (A. v.o.) : Luxembourg, 20 h. 30 : American Graffiti.
AMERICAN GRAFFITI (A. v.o.) : Luxembourg, 20 h. 30 : American Graffiti.

Les films nouveaux

J.A. MARTIN, PHOTOGRAPHE (A. v.o.) : U.G.C. Danton, 20 h. 30 : J.A. Martin, Photographe.
J.A. MARTIN, PHOTOGRAPHE (A. v.o.) : U.G.C. Danton, 20 h. 30 : J.A. Martin, Photographe.
J.A. MARTIN, PHOTOGRAPHE (A. v.o.) : U.G.C. Danton, 20 h. 30 : J.A. Martin, Photographe.

Les grandes reprises

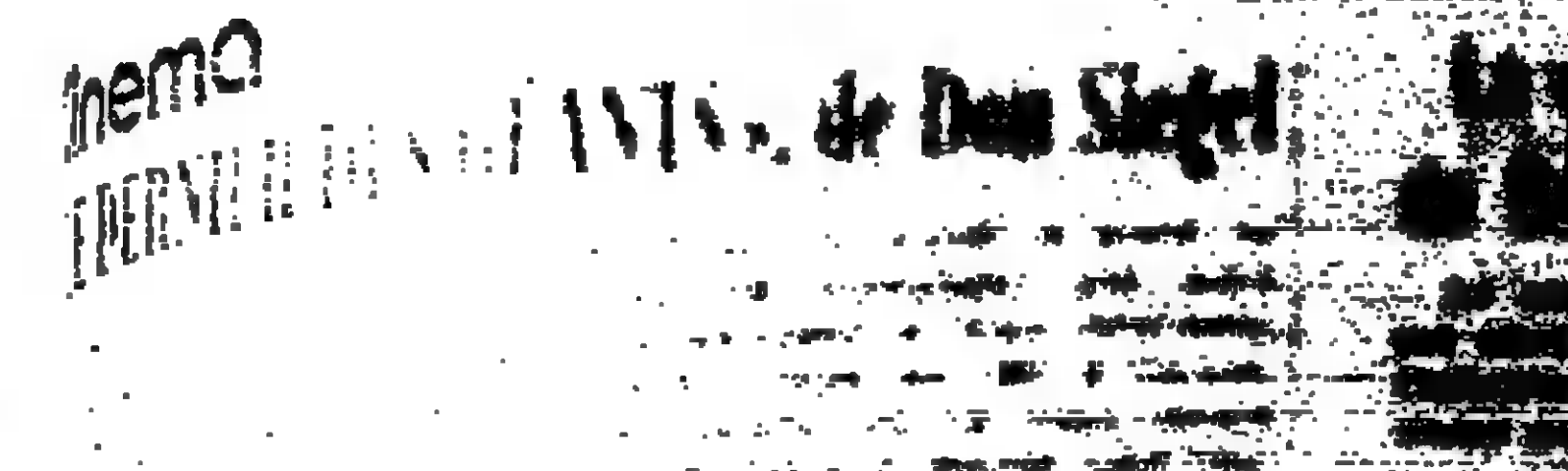
AGUIERES, LA COLÈRE DE DIEU (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 20 h. 30 : Aguières, La Colère de Dieu.
AGUIERES, LA COLÈRE DE DIEU (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 20 h. 30 : Aguières, La Colère de Dieu.
AGUIERES, LA COLÈRE DE DIEU (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 20 h. 30 : Aguières, La Colère de Dieu.

Les grandes reprises

AGUIERES, LA COLÈRE DE DIEU (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 20 h. 30 : Aguières, La Colère de Dieu.
AGUIERES, LA COLÈRE DE DIEU (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 20 h. 30 : Aguières, La Colère de Dieu.
AGUIERES, LA COLÈRE DE DIEU (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 20 h. 30 : Aguières, La Colère de Dieu.

Les grandes reprises

AGUIERES, LA COLÈRE DE DIEU (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 20 h. 30 : Aguières, La Colère de Dieu.
AGUIERES, LA COLÈRE DE DIEU (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 20 h. 30 : Aguières, La Colère de Dieu.
AGUIERES, LA COLÈRE DE DIEU (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 20 h. 30 : Aguières, La Colère de Dieu.



Lucernaire Montparnasse

BIARRITZ - BONAPARTE - LA CLEF CENSIER
MONIQUE MEREUX - PRIX D'INTERPRETATION FEMININE - CANNES 77
« J.A. MARTIN » on coup en coupe L'ESPRESSO
« J.A. MARTIN » on coup en coupe L'ESPRESSO
« J.A. MARTIN » on coup en coupe L'ESPRESSO

Studio Miro

STRAINE DE SUCCES
OMAS G
STRAINE DE SUCCES
OMAS G

Théâtre

STRAINE DE SUCCES
OMAS G
STRAINE DE SUCCES
OMAS G

Les films nouveaux

J.A. MARTIN, PHOTOGRAPHE (A. v.o.) : U.G.C. Danton, 20 h. 30 : J.A. Martin, Photographe.
J.A. MARTIN, PHOTOGRAPHE (A. v.o.) : U.G.C. Danton, 20 h. 30 : J.A. Martin, Photographe.
J.A. MARTIN, PHOTOGRAPHE (A. v.o.) : U.G.C. Danton, 20 h. 30 : J.A. Martin, Photographe.

Les grandes reprises

AGUIERES, LA COLÈRE DE DIEU (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 20 h. 30 : Aguières, La Colère de Dieu.
AGUIERES, LA COLÈRE DE DIEU (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 20 h. 30 : Aguières, La Colère de Dieu.
AGUIERES, LA COLÈRE DE DIEU (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 20 h. 30 : Aguières, La Colère de Dieu.

Les grandes reprises

AGUIERES, LA COLÈRE DE DIEU (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 20 h. 30 : Aguières, La Colère de Dieu.
AGUIERES, LA COLÈRE DE DIEU (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 20 h. 30 : Aguières, La Colère de Dieu.
AGUIERES, LA COLÈRE DE DIEU (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 20 h. 30 : Aguières, La Colère de Dieu.

Les grandes reprises

AGUIERES, LA COLÈRE DE DIEU (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 20 h. 30 : Aguières, La Colère de Dieu.
AGUIERES, LA COLÈRE DE DIEU (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 20 h. 30 : Aguières, La Colère de Dieu.
AGUIERES, LA COLÈRE DE DIEU (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 20 h. 30 : Aguières, La Colère de Dieu.

ARTS ET SPECTACLES

Cinema

«LE DERNIER DES GÉANTS», de Don Siegel

Le mérite du producteur italien Dino de Laurentiis, moins heureux l'hiver dernier avec *King Kong*, aura été de vouloir redonner à Hollywood une partie de son ancien lustre, d'avoir retrouvé le secret de fabrication des bonnes méthodes d'autrefois : solidité de la construction dramatique, côté presque fonctionnel de la mise en scène (tout au service de l'histoire), vedettes et acteurs de complément d'un métier à toute épreuve.

Ajoutez-y un côté rétro involontaire et vous aurez ce western sans faille, ce western d'une autre époque, cet hommage attendu à John Ford que la distribution française a nommé *Le Dernier des géants* comme par référence à John Wayne. Wayne donc ille droit vers son destin, telle la tâche de l'indien vers sa cible. Hors-la-loi, justicier, marginal — homme de l'Ouest — il sent que l'heure du règlement de comptes final est arrivée : avec l'âge, avec la maladie, avec la décrépitude. D'une pierre, les auteurs du film font deux coups : atteint d'un cancer, John Wayne se sait condamné. Il va courir l'ultime risque, et réussira son pari : se faire tuer par trois de ses ennemis jurés.

La mécanique bien remontée, l'histoire se déploie dans la moindre antichambre autour de l'interprète favori de John Ford et d'Howard Hawks. Les temps ont changé, la découverte

de l'Ouest va laisser la place au capitalisme triomphant, une autre Amérique prend le relais. Attardons-nous huit jours, en 1901 à Carson City, Nevada, où ce vieux renard de J. B. Boos (J. Wayne) vient trouver sa plus belle mort, resant les derniers feux de la passion avec la veuve Rodgers (Lauren Bacall), et connaît la joie de transmettre le flambeau au jeune Rodgers, personnage du vingtième siècle (Ron Howard).

Don Siegel, le metteur en scène, a appris son métier à la Warner Bros puis à la M.G.M. des années 30-40. Il sait toucher le spectateur au point sensible, faire revivre la légende aux portes de l'histoire. Avec un flair sans défaut, il joue admirablement de l'homme et de l'acteur John Wayne : l'âge, l'usure physique, deviennent la caution du mythe, « éternel » comme la lutte du bien et du mal. Fin de parcours, crépuscule de l'Ouest conquis, violence renouvelée d'une Amérique qui veut toujours sauver le monde de ses péchés, au nom de la liberté et de l'idéal.

Mort brutale et tranquille à la fois du dernier des héros de cinéma, que John Wayne identifie sans peine, perd d'un genre et une technique, à l'Hollywood des origines, celui de William Hart et de Tom Mix.

LOUIS MARCORELLES.

* Voir Les films nouveaux.

Formes

De l'amitié

Convaincu à une coexistence temporaire, ou définitive, la photo fait bon ménage avec la peinture, fibre de l'abstrait. Au milieu de la vaste rétrospective Robert Rauschenberg, et visibles comme elle tout l'été (1), deux ensembles d'images en noir et blanc forment à leur tour les barrières de l'indifférence. Il est vrai que l'ensemble *New-York Art School*, baignant dans une atmosphère merveilleusement recréée, est dû à Renate Ponsold, la femme du peintre américain, dont le portrait figure aux côtés de celui de son père : Rodolfo de Kooning, Calder, Man Ray et sa femme, etc. Que de fautes déjà !

Faut-il lui aussi, le grand artiste russe Alexandre Rodtchenko, puiser l'inspiration de son père ? Il revêt, s'avère, du Président-Wilson, avec une cinquantaine de photographies, dont les moins émouvantes ne sont pas celles qui évoquent son ami Malakowski. Malakowski et son crime signent Malakowski coiffe, Malakowski et son chien Scorik... Mais, vout des expériences quintessenciées à une réalité plus objective, ce qui paraît naturel chez un photographe, il ne s'est pas contenté de faire des portraits, celui de son père ou de Rodtchenko. Ses reportages des années 30, *Parade sportive, Noces de la Forme rouge*, notamment, et ses vues scéniques de monuments — un escalier basculant, comme mains « paysages urbains », semble un défi à l'équilibre — témoignent de recherches fort audacieuses pour l'époque. J'ai admiré aussi un village sous la neige, immobilisé dans sa propre blancheur. On se s'attend pas à ces poétiques, auxquelles il fut mêlé, réalisées au « formalisme » et au réalisme. C'est du passé. Qu'il nous aide à prendre conscience, à travers ce choix portant sur un millier de photos, d'un magnifique tempérament de créateur. Mais oui.

Les vacances invitent à relire des pages trop rapidement parcourues dans la boucasse de ces derniers mois. Le plaisir se double d'un sport enrichissant quand on retrouve la correspondance échangée entre André Suarès et André Bourdelle, poursuivie par la veuve du grand sculpteur, après la disparition de ce dernier, le 4 novembre 1929 (2). Les lettres de l'auteur du *Voyage de*

solitaire à Paul Claudel ou à Georges Rodgas nous offrent un épais dossier extraordinaire. Elles regorgent de vues originales sur tous choses : les œuvres et les hommes, et, surtout, mœurs à nu l'âme d'un être douloureux, écorché vif, enthousiaste et assoupli de tendresse. Mais il s'agit encore une fois d'un dialogue, et les « répliques » de Bourdelle, aussi passionnées, sont de la même veine. Quand il prend la défense de Delacroix, par exemple.

Et c'est la Grèce, c'est l'« incendie de l'esprit » qu'a Pestum le pèlerin des villes italiennes renvoie avec délices. Ces lettres ont été rassemblées sous le titre : *De l'amitié*. Parviendront-elles à nos parvenues les rencontres de Renate Ponsold avec les artistes américains, de Rodtchenko avec Malakowski ? Car l'amitié est féconde, qui s'alimente d'admiration communes et qui se maintient au niveau le plus élevé.

JEAN MARIE DUNOYER.

(1) ARC 2, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson.
(2) André Suarès - Albert Bourdelle, *De l'amitié*, Éditions Arted.

La disparition

de Delmer Daves

Le cinéaste Delmer Daves est mort, mercredi 17 août, en Californie, à l'âge de soixante-trois ans.

Discuté, voire fortement contesté par certains critiques, Delmer Daves avait suscité des admirations incongrues notamment en France. Sa gentillesse, son inlassable curiosité et aussi un art du récit très subtil, lui avaient valu une solide réputation.

Né le 24 juillet 1904, à San-Francisco, il avait fait des études de droit, voyagé en Europe, étudié dans les réserves indiennes. Il vient au cinéma dès 1927. Il est l'assistant de James Cruze sur le célèbre western muet *Le Caravane vers l'Ouest*. Il collabore à la M.G.M. de 1928 à 1934 comme conseiller technique. Il joue également des petits rôles. En 1934, Jack Warner l'appelle à la Warner, alors en pleine expansion, il devient scénariste en titre, chargé d'adapter pour l'écran la pièce de Robert Sherwood, *Le Forçé périt*, ou de travailler sur des comédies musicales comme *Dames*. Il écrit pour R.K.O. le scénario de *Elle et Lui*, de Léo McCarey, en 1939.

Il débute dans la mise en scène en 1943 avec un film de guerre, *Destination Tokyo*. Il tourne, en 1945, *Pride of the Marines*, sur le thème du retour des vétérans d'un soldat aveugle. Delmer Daves est remarqué en France dès l'après-guerre avec *La Maison rouge* (1947) et *Les Passagers de la nuit* (1947), à l'époque de la vogue du film noir. Dans *Le Fils brisé*, en 1950, il renverse les conventions du western en donnant le beau rôle à l'indien. Le western va devenir la terre d'élection de Daves avec *Trois heures dix pour Yuma* (1957), que certains considéreront comme la version réussie du *Traître infidèle* de Fred Zinneman, et, surtout, *La Colline des potences* (1959). À partir de 1960, il se contente d'adapter des best-sellers pour Jack Warner. Sa carrière s'arrête en 1965.

Delmer Daves traîne longtemps dans ses cartons un projet de western et une adaptation d'un roman d'Eric Ambler sur le héros de l'indépendance mexicaine, Juárez. Il fait le tour du monde, s'intéresse à la linguistique, étudie le sanscrit. Certains lui reprocheront un idéalisme fou, apparent aussi bien dans ses westerns que dans ses scénarios de *Le Forçé périt* et de *Elle et Lui*. Daves apparaît comme Richard Brooks, Joseph Mankiewicz, ou, en Europe, Federico Fellini, à la ligne des grands scénaristes venus relativement tard à la mise en scène. Son écriture ne sacrifie jamais le scénario à la seule mise en scène, il aime scruter les personnages, la complexité du réel. Les belles histoires s'écrivent d'abord. — L. M.

Culture

Une œuvre essentielle à la compréhension du XX^e siècle

(Suite de la première page.)

S'il se lance dans son roman « réaliste » *la Phrase inachevée* (traduit en français en 1967) (1), qui restera pendant toutes les années du fascisme hongrois à l'état de manuscrit qu'on se passe de main en main, Dery, quand il rentre dans son pays, y devient le traducteur du *Ratour d'U.R.S.S.* d'André Gide, avec qui il est en rapports étroits. C'est le temps de la « disparition » en U.R.S.S. de Bela Kun dans les purges stalinienne. On apprendra plus tard qu'il est mort en 1937.

Après la victoire de 1945 et l'occupation par l'armée rouge d'une Hongrie dont les troupes se sont battues aux côtés des hitlériens, Tibor Dery fait figure de héros de la résistance intellectuelle et de personnalité officielle du nouveau régime. Mais c'est aussi parce qu'à l'époque l'accent est mis en Hongrie, comme dans tous les pays qui vont devenir des « démocraties populaires », sur le fait qu'on n'y recommencera pas l'histoire soviétique, que le futur sera démocratique, les libertés politiques et d'opinion garanties.

Le malentendu entre le communiste Dery et l'évolution dictatorial de son parti entre les mains de Rakosi et de Staline se traduit par un grand livre : *la Réponse*. Il s'agit pour Dery, comme l'a noté Miklos Molnar (2), de « donner une réponse communiste aux grandes questions de la Hongrie d'après guerre, en choisissant comme héros un fils d'ouvrier ». Mais, romancier, Dery n'a pu s'empêcher de noter les « phénomènes négatifs », l'arrogance des fonctionnaires du P.C. au pouvoir, la naissance de la bureaucratie. Après le procès Rajk, dans les nécessités de consolidation de la terreur, la Hongrie se trouve placée à l'avant-garde du Sta-

linisme, et *la Réponse* (suite à *la Phrase inachevée*) devient, pour le Jdanov hongrois, Jozsef Revai, le type même du roman à abattre. Cela se passait en 1952. Nul alors ne pouvait prévoir qu'un an plus tard, Staline mort, les nouveaux dirigeants du Kremlin allaient prendre peur devant la gravité de la crise créée en Hongrie par l'avant-gardisme stalinien de Rakosi et contraindre celui-ci à céder la direction du gouvernement au communiste réformiste Imre Nagy. Tibor Dery, qui va alors sur ses soixante ans, vit ce tournant imposé par les Soviétiques comme la chance inespérée d'un retour aux sources, à l'idéal. Contre tout ce qui lui donne, hélas ! le caractère d'un entracte, il appelle à l'union des intellectuels autour de Nagy. Après la chute de Nagy, en mai 1955, il poursuit inlassablement sa campagne pour la démocratisation. Il est exclu du parti le 30 juin 1955.

Traité en héros par les insurgés hongrois d'octobre 1956, ses exhortations à la sagesse, à la modération révèlent combien il était averti de la situation réelle de son pays. Après la défaite de l'insurrection, il incarne l'intransigence des intellectuels et refuse toute coopération avec le gouvernement Kadar. Malgré l'arrestation de nombreux écrivains, il ne cède pas à l'intimidation et il est arrêté le 22 avril 1957.

Amnistié en 1960 après une campagne internationale pour sa libération, Tibor Dery a poursuivi son œuvre par des romans indirects, dont le prototype avait été Niki ou l'histoire d'un chien. Monsieur G. A. à X... (1964), *l'Excommunié* (1966), *Char beau-père* (1973), des Mémoires en 1969, *Pas de verdict*, scandent cet itinéraire d'écrivain qui n'a jamais abdiqué devant ses responsabilités, non plus qu'en face de la tragédie des communistes de sa génération et du calvaire de son pays.

On se trompe chez nous sur ce qui paraît chez lui scepticisme et désabusement, mais est lui en Hongrie comme une leçon de discipline intellectuelle et de morale. Quand Tibor Dery écrit, à quatre-vingt ans,

(1) Albin Michel.
(2) Victoire d'une défaite, Fayard 1968.

dans *Char beau-père* : « Je n'avais pas touché aux journaux depuis des années. A quel bon, me disais-je, contempler du haut de ma vieillesse ce monde, qui, à quelques variantes près reste inchangé ? », cela sonne comme un constat de vérité, et donc très fort et très haut, dans un monde frieux où l'hypocrite est savoir-vivre.

C'est à cette discipline intransigeante d'écrivain que Tibor Dery doit sa stature. Il n'a jamais pactisé avec l'enter stalinien, même pavé des meilleures intentions, comme le fit Lukacs. Et, ne l'oublions pas, personne avant lui n'était passé par les affres de l'espérance révolutionnaire tant de fois écorchée, pervertie, quand même allumée, définitivement éteinte. De cela, qui s'est inscrit dans le sang de son peuple par ses propres camarades et contre d'autres de ses camarades et lui-même, il a fait l'essentiel de son œuvre. Une œuvre essentielle à la compréhension du vingtième siècle européen.

PIERRE DAIX.

Commencée dans la poésie, l'œuvre de Tibor Dery s'oriente par la suite vers le roman et le théâtre. C'est en 1956 que Niki ou l'histoire d'un chien, traduit à Paris dès l'année suivante, l'imposa à l'opinion mondiale. Mais, dès 1947, la Phrase inachevée (traduit en 1966), d'inspiration autobiographique, l'avait fait remarquer. Le Théâtre national représentait ses drames qui mettaient en scène militants communistes, prisonniers, l'expérience de guerre de Dery. Ses nouvelles, composées en 1955-1956, et qui décrivent la vie quotidienne hongroise à l'époque stalinienne, accroissent encore son audience.

Et c'est après Niki et son triomphe, le drame de l'arrestation. Sorti de prison, il publie le roman écrit pendant sa captivité. Monsieur G.A. à X... d'atmosphère kafkaïenne, et il recommence à écrire. L'Occident éduité alors rapidement ses ouvrages romans ou recueils de nouvelles : l'Excommunié (1967), la Princesse de Portugal (1969), Jeu de bascule (1969). Dans son dernier, lors traduits en français, *Char beau-père* (1975), Tibor Dery était revenu au récit personnel.

STUDIO CUJAS

à 14 h - 16 h 25 - 18 h 50
21 h 25
L'HOMME QUI AIMAIT
LES FEMMES
de François Truffaut
20, RUE CUJAS 5^e - 033-89-22

GAUMONT Evry - MULTICINE Champigny - GAMMA Argenteuil
AVIATIC Le Bourget - PARLY 2 - ULIS Orsay - EPICENTRE Epinay - ARIEL Rueil

MARIGNAN VO / GAUMONT RICHELIEU / GAUMONT MADELEINE VE
CLICHY PATHÉ / MONTPARNASSE 83 / GAUMONT SUD
CAMBRONNE / GAUMONT GAMBETTA 3 MURAT - CLUNY PALACE VO



un dimanche terrifiant

PARAMOUNT présente - une production ROBERT EVANS - un film de JOHN FRANKENHEIMER
avec ROBERT SHAW - MARTHE KELLER - BRUCE DERN dans "BLACK SUNDAY" avec FRITZ WEAVER et BEKIM FETIMU
musique de JOHN WILLIAMS - directeur de la photographie JOHN A. ALONZO - A.S.C. - producteur exécutif ROBERT L. ROSEN
d'après le roman de THOMAS HARRIS - scénario de ERNEST LEHMAN, KENNETH ROSS et IVAN MORFAT
produit par ROBERT EVANS - réalisé par JOHN FRANKENHEIMER
un film Paramount distribué par Cinema International Corporation S.A.

INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS

Théâtre

SHAKESPEARE A BUSSANG

Le Théâtre du peuple de Bussang, pour beaucoup, c'est avant tout une scène ouverte sur la nature, des comédiens recrutés sur place, formés par tant Camm (la compagnie de Maurice Pottecher, décédée en 1957) et une œuvre remplie de naïfs, de croquignolages et de fées. L'œuvre du « Padre » de Pottecher.

Pendant quarante ans, Pierre Richard-Willm s'était chargé de la mise en scène. L'ensemble tenait, consacré par le public, et sacré, même pour certains. Pourtant Maurice Pottecher avait écrit un jour : « Au cas où les organisateurs manqueraient de pièces inédites, on se proposerait de donner sur cette scène un chef-d'œuvre classique d'un grand auteur populaire au sens où l'ont été Eschyle, Molière ou Shakespeare, adapté à l'intelligence du public, pour qu'il retrouve ce qu'il y a, en ces auteurs de profondément et éternellement humains. »

Après le « Padre », disparu en 1960, et Pierre Richard-Willm, qui s'est retiré en 1969, la transition s'imposait, au risque de voir le Théâtre du peuple devenir un lieu de pèlerinage. C'est Tibor Egervari qui, courageusement, allait assumer la responsabilité de l'orientation à prendre. Il n'était pas question pour lui de remettre en cause ni l'esprit ni la vocation

du Théâtre de Bussang (qui y songerait ?), mais de changer radicalement le répertoire.

Depuis deux ans, Tibor Egervari travaille sur Shakespeare. An début, désigné comme quelqu'un qui pense une habitude, le public n'est pas venu. Il s'était au contraire précipité aux représentations du *Château de Hans*, chef-d'œuvre de Pottecher, en 1975.

Mais aujourd'hui Tibor Egervari a gagné. Le public est revenu, aussi nombreux, aussi composite qu'autrefois. L'étudiant en vacances étale le Vosgien revenu en voisin. Des Lorrains et surtout des Alsaciens se déplacent aussi. En voyant *Roméo et Juliette* à Bussang, on tient la preuve que l'on peut faire du théâtre, trouver un public, loin de la capitale — un peu loin de tout, même.

À Bussang, la fête a repris, et si l'on entend à l'entracte quelques spectateurs s'étonner du changement de décor, le public est malgré tout conquis, auditeur à nul autre semblable, qui manifeste sa présence quand on ne l'attend pas, qui rit et pleure plus fort qu'ailleurs. La magie du Théâtre du peuple est là, c'est voir les spectateurs applaudir au réveil de Juliette et sentir les comédiens ravis et complices.

STUDIO MÉDICIS

3, rue Champollion (5^e) - Tél. 633-25-97

15^e SEMAINE
DE SUCCÈS

Le film le plus comique de l'année

OMAR GATLATO

de Merzak Allouache

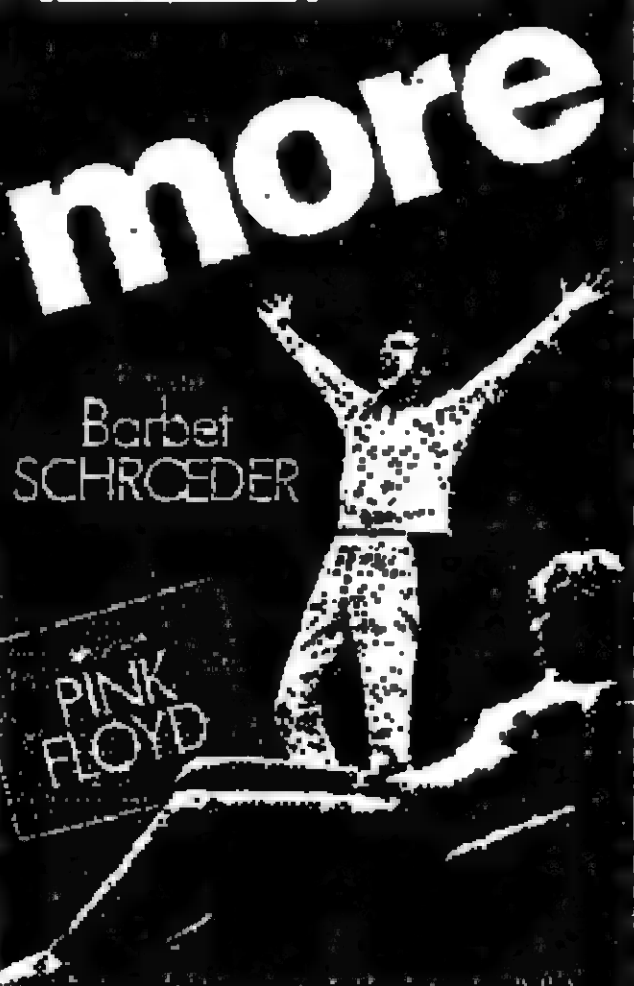
PALME D'ARGENT AU FESTIVAL DE MOSCOU 1977

Sélectionné à l'unanimité à la semaine de la critique à Cannes 1977

ELYSEES LINCOLN (V.O.) QUINLETTE
(V.O.) SAINT-LAZARE PASQUIER (V.O.)
MONTPARNASSE 83 (V.O.)

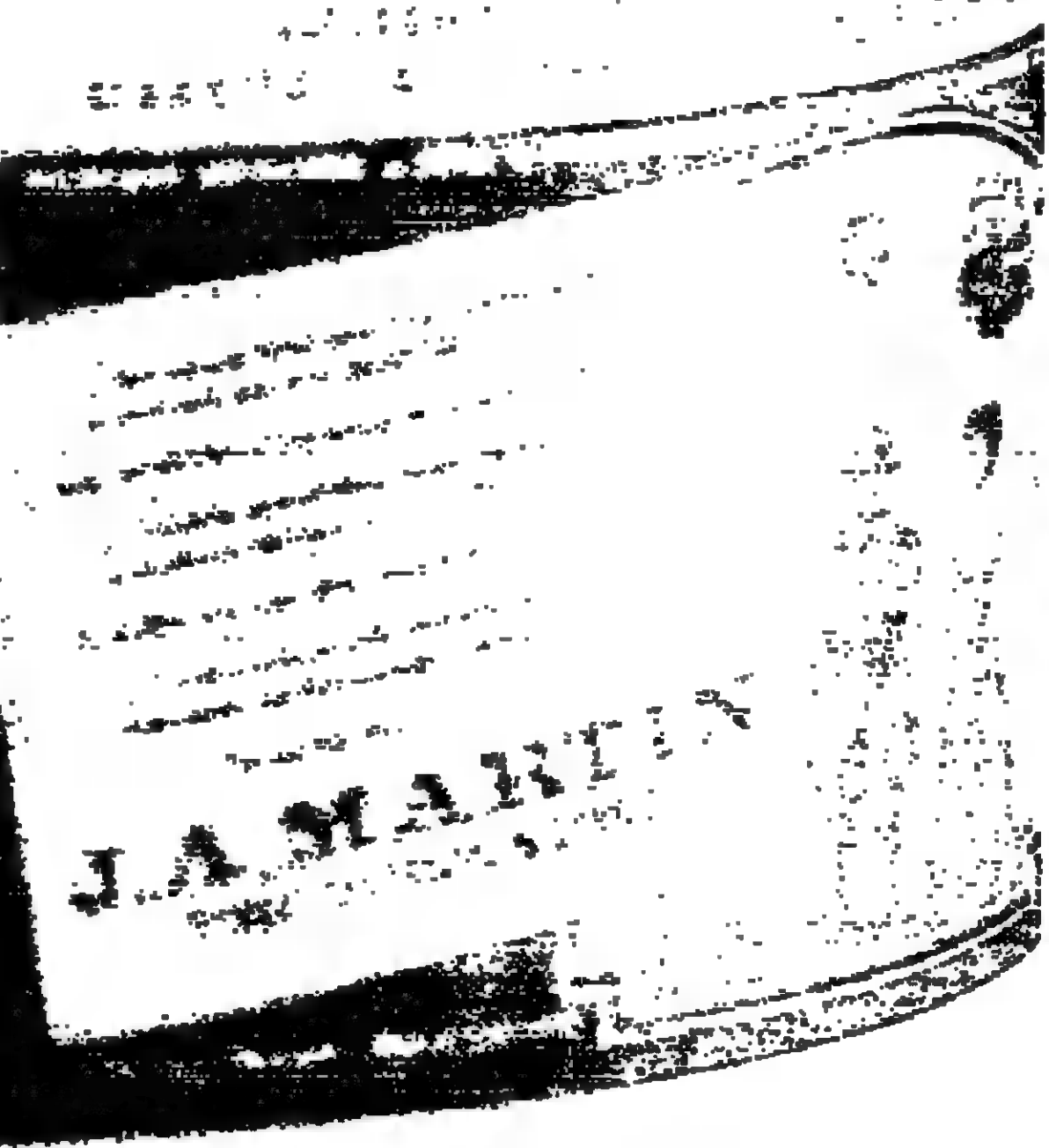
more

Barbet
SCHROEDER



PINK FLOYD

Département de la Région



J.A. MARTIN

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

COMMERCE EXTÉRIEUR

Le redressement des échanges français se confirme

Mais l'équilibre reste très difficile à atteindre.

Les résultats du commerce extérieur de juillet confirment l'amélioration de la balance commerciale française enregistrée depuis avril dernier, qui avait été interrompue en juin par un très mauvais résultat, dont les prochains mois devraient confirmer qu'il s'agit d'un accident de parcours sans signification durable (le Monde du 19 août).

Les exportations ont atteint 25 876 millions de francs (+ 1,6 % par rapport à juin) et les importations 26 673 millions de francs (+ 5,8 %) soit un taux de couverture des achats par les ventes de 97 %. En valeur absolue, le déficit de juillet s'élève à 797 millions de francs et à 2,1 milliards de francs depuis le début de l'année. En un an, c'est-à-dire par rapport à juillet 1976, les exportations progressent de 12,4 % et les importations de 10,2 %. Tous ces chiffres sont corrigés des variations saisonnières, méthode employée par les statisticiens pour éliminer les facteurs irréguliers tels que les vacances, les jours fériés... et dégage une tendance profonde.

En données brutes, les exportations ont atteint 25 558 millions de francs (+ 13,9 % par rapport à mai) et les importations 25 694 millions de francs (+ 15,2 %). Le taux de couverture des achats par les ventes a donc été de 99,5 % et le déficit de 136 millions de francs.

Quelles indications tire-t-on de ces résultats de juillet ? A l'évidence, le commerce extérieur de la France s'est nettement redressé depuis avril. Mais — et cela doit être souligné — ces résultats, pour favorables qu'ils soient, demeurent extrêmement fragiles. Tout d'abord parce que la progression de nos exportations sur les marchés extérieurs dépendra étroitement de la santé des économies étrangères. De ce point de vue, l'attitude de Bonn et de Tokyo, qui hésitent encore à relâcher l'expansion, sera très importante pour la France. Côté américain, Washington ne peut maintenant que freiner l'activité, tant sont importants les déficits extérieurs et budgétaires des Etats-Unis.

Autre motif d'inquiétude : malgré la quasi-stagnation de l'activité économique, les importations restent élevées. Les achats de produits énergétiques (pétrole, charbon) notamment ont atteint 6,3 milliards de francs en juillet, comme en juin. Tout laisse penser que la note portée

lère demeure lourde au cours des prochains mois, même si elle reste compatible avec le plafond de 65 milliards de francs fixé par M. Barre pour les achats de pétrole en 1977. Si la croissance économique reprend — même lentement — vers la fin de l'année, les importations augmenteront donc un peu plus vite.

Pour toutes ces raisons, on peut penser que, jusqu'à la fin de l'année, le taux de couverture des importations par les exportations restera voisin de 98 %, trébuchant l'équilibre, sans l'atteindre. S'il en était ainsi, le déficit commercial atteindrait — compte tenu des très mauvais résultats enregistrés au premier trimestre — 32 ou 33 milliards de francs en 1977, contre 18,3 milliards en 1976. C'est un progrès. Ce n'est pas encore l'équilibre. — A. V.

RÉPLIQUE DU MAROC AUX MESURES PROTECTIONNISTES FRANÇAISES

Le gouvernement marocain a pris des décisions pour réduire le poids de ses échanges avec la France et la C.E.E. à la suite des mesures protectionnistes adoptées par la Commission à l'instigation de la France. On annonce-on de source officielle à Rabat. Aucune précision n'a été fournie dans le communiqué publié à ce sujet, mais on peut penser qu'il s'agit de restrictions sur les exportations du Maroc vers la France.

Des démarches officielles sont en cours auprès des autorités françaises et auprès de la Commission de Bruxelles pour expliquer le point de vue marocain. Le communiqué qui conclut : « Les autorités compétentes estiment que le Maroc, étant associé à la C.E.E., ne peut être traité sur le même pied que les pays non associés. » — (A.F.P.)

DÉMOGRAPHIE

LES RÉSULTATS DU RECENSEMENT DE 1975

La forte augmentation de la population active est due, pour l'essentiel, aux femmes

L'étude sur l'évolution des catégories sociales de la population française entre 1968 et 1975, basée sur le sondage au 1/5 des données fournies par le dernier recensement et que vient de publier l'INSEE, indique que le recensement de la population active est resté fort (+ 0,9 % par an). En sept ans, l'augmentation du salariat (2 millions de salariés supplémentaires) s'est accompagnée d'une chute du travail indépendant (un million d'actifs en moins).

C'est aux femmes qu'il doit, pour près des 3/4, l'augmentation de la population active entre 1968 et 1975. Elles sont désormais plus souvent salariées que les hommes : 84,1 % de la population active féminine occupe un emploi salarié (la progression est de 8 points par rapport à 1968) alors que la proportion n'est que de 81,5 % chez les hommes (+ 4 points).

La part des femmes dans la population active, qui était restée très stable au cours des périodes précédentes, a de ce fait progressé, passant de 34,9 % en 1968 à 37,3 % en 1975 (+ 2,4 %). Les catégories professionnelles où la proportion des femmes a le plus augmenté sont celles de cadres moyens (+ 4,6 %), et même + 10 % chez les cadres administratifs (+ 3,7 %), des professions libérales (+ 2,9 %), mais aussi d'OS (+ 2,9 %). L'augmentation des cadres administratifs supérieurs (+ 3,7 %), des professions libérales (+ 2,9 %), d'employés (+ 2,9 %), mais aussi d'OS (+ 2,9 %). Les catégories professionnelles où la proportion des femmes a le plus augmenté sont celles de cadres moyens (+ 4,6 %), et même + 10 % chez les cadres administratifs (+ 3,7 %), des professions libérales (+ 2,9 %), d'employés (+ 2,9 %), mais aussi d'OS (+ 2,9 %).

Tous les emplois salariés se féminisent, et certains métiers (dans l'électronique, le textile...) restent presque exclusivement féminins. Parallèlement, les femmes subissent lourdement le chômage : le taux des sans-emplois est deux fois plus élevé pour elles que pour les hommes.

Par ailleurs, 83 % de salariés (hommes et femmes), les employés et cadres prennent une importance croissante : leur part dans la population active s'est accrue d'environ 8 %. Il ne faudrait pas en conclure que l'économie se « bureaucratise » : la « tertiarisation » croissante de l'économie, et le travail de certains employés de banque ou de l'informaticien se rapproche du travail en usine.

L'augmentation de la population ouvrière s'est poursuivie à un rythme plus modéré qu'auparavant (0,9 % par an), mais cette évolution recouvre les modifications structurelles significatives : 70 % des actifs de moins de vingt ans sont ouvriers, et la moitié de ces jeunes ouvriers n'ont pas de qualification.

Il y avait déjà plus de femmes que d'hommes dans les emplois non qualifiés (manœuvres, O.S.) et moins dans les emplois qualifiés (O.Q., contremaîtres) ; cette répartition s'est accentuée. Quant à la qualification des ouvriers dans leur ensemble, on ne peut conclure à son élévation, mais le rapport souligne les difficultés statistiques attachées à une telle évaluation.

La population agricole française se rapproche de celle de ses voisins : chaque année, 5,6 % des agriculteurs exploitants disparaissent. On constate parallèlement le vieillissement de ces derniers : 33 % d'entre eux avaient plus de cinquante ans en 1975.

Source : Economie et Statistique, n° 81, 15-16-17-18-19, 1977. I.N.S.E.E., 1977. Gauthier, 1977, 125, rue de Bercy, 75565 Paris Cedex 12.

La nouvelle répartition de la population active (en 1975)

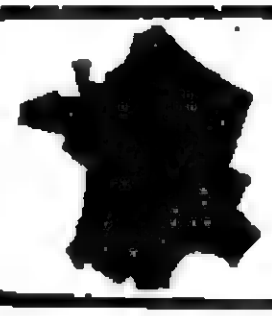
CATÉGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES	EFFECTIFS	VENTILATION en %	VARIATION annuelle (en %)
AGRICULTEURS EXPLOITANTS...	1 650 063	7,6	- 5,5
SALARIÉS AGRICOLES	375 480	1,7	- 6,1
PATRONS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	1 798 225	7,8	- 1,9
Industriels	69 945	0,3	- 4,2
Artisans	533 633	2,5	- 2,1
Patrons pêcheurs	15 325	0,1	- 2,1
Gros commerçants	198 915	0,9	- 1,7
Petits commerçants	812 935	4,2	- 1,7
PROFESSEURS LIBÉRALES ET CADRES SUPÉRIEURS	1 450 233	6,7	+ 5,6
Professeurs libéraux	172 825	0,8	+ 2,9
Professeurs, professions libérales et scientifiques	377 815	1,7	+ 0,5
Ingénieurs	255 296	1,2	+ 4,7
Cadres administratifs supérieurs	653 725	3,0	+ 3,3
CADRES MOYENS	2 284 950	10,7	+ 4,7
Intendants	732 420	3,4	+ 4,1
Services médicaux et sociaux	250 453	1,2	+ 3,2
Techniciens	728 890	3,4	+ 3,9
Cadres administratifs moyens	970 185	4,4	+ 3,9
EMPLOYES	3 240 700	15,1	+ 3,6
Employés de bureau	3 104 185	14,3	+ 3,9
Employés de commerce	736 515	3,4	+ 2,4
OUVRIERS	8 291 165	37,3	+ 0,9
Contratants	443 393	2,1	+ 2,9
Ouvriers qualifiés	2 985 963	13,7	+ 1,6
Ouvriers spécialisés	2 940 860	13,6	+ 1,6
Miniers	73 448	0,3	- 1,8
Métiers et pêcheurs	35 290	0,2	- 1,8
Apprentis ouvriers	108 690	0,5	- 11,8
MANŒUVRES	1 612 725	7,4	+ 0,1
PERSONNELS DE SERVICE	1 943 490	9,1	+ 0,9
Gens de maison	1 234 353	5,7	+ 0,6
Femmes de ménage	124 190	0,6	- 0,4
Autres personnels de service	585 035	2,8	+ 3,3
AUTRES CATÉGORIES	584 000	2,7	- 0,1
Artistes	59 975	0,3	+ 2,4
Clergé	118 948	0,6	+ 2,9
Armée et police	347 080	1,6	+ 0,4
TOTAL	21 774 960	100	+ 0,94

SUISSE

VILLARS-SUR-OLLON altitude 1300 m
A VENDRE
dans domaine privé avec environnement protégé
APPARTEMENTS DE LUXE
dans
CHALET TYPIQUES
de 5 à 10 appart. seulement
VUE PANORAMIQUE
Crédit 80% sur 20 ans intérêt 6 %
Directement du constructeur
IMMOBILIER DE VILLARS SA
Case postale 62
CH-1884 VILLARS-SUR-OLLON
Tél. 028/91039 et 92206

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE



emploi régional

Importante Sté V.P.C. en développement rech. pour ROUEN chef de département
ACHETEURS DYNAMIQUES bons négociateurs, bons gestionnaires, ayant une solide expérience de la distribution et la connaissance des sources d'achat, de production et d'importation, dans un ou plusieurs des secteurs suivants :
■ Bricolage, outillage, jardin ;
■ Ménager, électro-ménager, décoration ;
■ Linge de maison, textile aménagement.
Ecr. avec réfer. et prétentions n° 703.599 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75001 Paris, qui transmet. Discretions assurées.

Importante Sté V.P.C. en développement rech. pour ROUEN chef de département
CAISSE DE PRODUIT Il devra avoir une solide expérience de la V.P.C. de préférence ou de distribution directe consommateurs dans l'un des secteurs suivants :
■ Hifi-son, optique, chimie ;
■ Bricolage, outillage, jardin ;
■ Ménager, électro-ménager, décoration ;
■ Linge de maison, textile aménagement.
Il sera chargé de concevoir et de suivre les actions commerciales afin de promouvoir les ventes et de suivre leur rentabilité. Ecr. av. n° et prétentions n° 703.599 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75001 Paris, qui transmet. Discretions assurées.

AVIS DE CONCOURS
Un concours sur VHS sera organisé par le recrutement d'un professeur plasticien pour le département Art à prédominance régionale des beaux-arts. Date limite d'inscription : 3 oct. 77. Enseignement : 1. Dessin, 2. Sculpture, 3. Montessori-Polygone, bureau du secrétariat général (P. Été).

G.E.T.I.
1 PROGRAMMEUR SYSTÈME débutant, diplômé IUT, déposé O.M.
2 PROGRAMMEUR dipl. IUT, connais. COBOL, indépend., 2000 F. par mois, 1000 F. par semaine. Déposé O.M. B.P. n° 15, 60104 CREIL Cedex.

annonces diverses
Part. rech. personnes du 20 août au 12 sept. sur CROISIERE EN TURQUIE. 200-09-77, sauf v.w.

autos-vente
104 - 304 - 504 - 604 Modèles 77. Peu roulé. Garantie Auto Paris XV - Tél. 533-40-95. 63, rue Demourselle, Paris-15.

L'immobilier

appartem. vente
Paris Rive droite
AV. KLEBER, près Étude Apt 230 m² + atelier en duplex, étage élevé, balcon, confort. 1 million 800.000 F. Visite sur rendez-vous : 329-35-85.

bureaux
DOMICILIATION, TEL. SECR. TELEX Frais 100 F. APEAL - 228-55-58

constructions neuves
ISSY-LES-MOULINEAUX
« LES MARRONNIERS »
DU STUDIO AU 3 PIÈCES STUDIO 127.000 F. 3 PIÈCES 241.500 F. 3 PIÈCES 253.500 F. PRIX NON RÉVISABLES A LA RÉSERVATION Livraison Hiver 77-78

propriétés
ANCIEN MANOIR
sur 1 hectare, possibilité plus « COLLINES DU PERCHE » près NOGENT-LE-ROTTORU 2 chemins d'économie, dont l'un dans une pièce de 65 m² environ, vaste grenier, cave voûtée aménagée, salle de bains. Prix sur 1 hectare, y compris acte authentique et acte de propriété : 363.000 F.

locations meublées
Paris
PRES TOUR EIFFEL
MACSON
41, r. Saint-Charles, 75015 Paris (au 4 de la SEIGNEURIE)
QUINZE ANS MOIS, studios et apparts.
Tél. 727-35-29 (seul matin).

locations meublées
Paris
PRES TOUR EIFFEL
MACSON
41, r. Saint-Charles, 75015 Paris (au 4 de la SEIGNEURIE)
QUINZE ANS MOIS, studios et apparts.
Tél. 727-35-29 (seul matin).

maisons de campagne
TARN
Gde MAIS. CAMPAGNE pierre, poutres appes, cheminée, terrain. 100.000 F. Crédit 100 %. Tél. (04) 57-36-87.

maisons de campagne
TARN
Gde MAIS. CAMPAGNE pierre, poutres appes, cheminée, terrain. 100.000 F. Crédit 100 %. Tél. (04) 57-36-87.

20° M. JOURDAIN Original, confort, 30 m² sur terrasse, 1 million 800.000 F. Visite sur rendez-vous : 329-35-85.

20° M. JOURDAIN Original, confort, 30 m² sur terrasse, 1 million 800.000 F. Visite sur rendez-vous : 329-35-85.

SAINT-MANDÉ
30-32, rue Jeanne-d'Arc « JEANNE D'ARC »

HERBAGE 15 HA
eau sous pression et source électr. en limite. Prix TOUTS FRAIS COMPRIS : 565.500 F.

20° M. JOURDAIN Original, confort, 30 m² sur terrasse, 1 million 800.000 F. Visite sur rendez-vous : 329-35-85.

20° M. JOURDAIN Original, confort, 30 m² sur terrasse, 1 million 800.000 F. Visite sur rendez-vous : 329-35-85.

SAINT-MANDÉ
30-32, rue Jeanne-d'Arc « JEANNE D'ARC »

HERBAGE 15 HA
eau sous pression et source électr. en limite. Prix TOUTS FRAIS COMPRIS : 565.500 F.

20° M. JOURDAIN Original, confort, 30 m² sur terrasse, 1 million 800.000 F. Visite sur rendez-vous : 329-35-85.

20° M. JOURDAIN Original, confort, 30 m² sur terrasse, 1 million 800.000 F. Visite sur rendez-vous : 329-35-85.

SAINT-MANDÉ
30-32, rue Jeanne-d'Arc « JEANNE D'ARC »

HERBAGE 15 HA
eau sous pression et source électr. en limite. Prix TOUTS FRAIS COMPRIS : 565.500 F.

20° M. JOURDAIN Original, confort, 30 m² sur terrasse, 1 million 800.000 F. Visite sur rendez-vous : 329-35-85.

20° M. JOURDAIN Original, confort, 30 m² sur terrasse, 1 million 800.000 F. Visite sur rendez-vous : 329-35-85.

SAINT-MANDÉ
30-32, rue Jeanne-d'Arc « JEANNE D'ARC »

HERBAGE 15 HA
eau sous pression et source électr. en limite. Prix TOUTS FRAIS COMPRIS : 565.500 F.

20° M. JOURDAIN Original, confort, 30 m² sur terrasse, 1 million 800.000 F. Visite sur rendez-vous : 329-35-85.

20° M. JOURDAIN Original, confort, 30 m² sur terrasse, 1 million 800.000 F. Visite sur rendez-vous : 329-35-85.

SAINT-MANDÉ
30-32, rue Jeanne-d'Arc « JEANNE D'ARC »

HERBAGE 15 HA
eau sous pression et source électr. en limite. Prix TOUTS FRAIS COMPRIS : 565.500 F.

20° M. JOURDAIN Original, confort, 30 m² sur terrasse, 1 million 800.000 F. Visite sur rendez-vous : 329-35-85.

20° M. JOURDAIN Original, confort, 30 m² sur terrasse, 1 million 800.000 F. Visite sur rendez-vous : 329-35-85.

SAINT-MANDÉ
30-32, rue Jeanne-d'Arc « JEANNE D'ARC »

HERBAGE 15 HA
eau sous pression et source électr. en limite. Prix TOUTS FRAIS COMPRIS : 565.500 F.

20° M. JOURDAIN Original, confort, 30 m² sur terrasse, 1 million 800.000 F. Visite sur rendez-vous : 329-35-85.

20° M. JOURDAIN Original, confort, 30 m² sur terrasse, 1 million 800.000 F. Visite sur rendez-vous : 329-35-85.

SAINT-MANDÉ
30-32, rue Jeanne-d'Arc « JEANNE D'ARC »

HERBAGE 15 HA
eau sous pression et source électr. en limite. Prix TOUTS FRAIS COMPRIS : 565.500 F.

20° M. JOURDAIN Original, confort, 30 m² sur terrasse, 1 million 800.000 F. Visite sur rendez-vous : 329-35-85.

20° M. JOURDAIN Original, confort, 30 m² sur terrasse, 1 million 800.000 F. Visite sur rendez-vous : 329-35-85.

SAINT-MANDÉ
30-32, rue Jeanne-d'Arc « JEANNE D'ARC »

HERBAGE 15 HA
eau sous pression et source électr. en limite. Prix TOUTS FRAIS COMPRIS : 565.500 F.

20° M. JOURDAIN Original, confort, 30 m² sur terrasse, 1 million 800.000 F. Visite sur rendez-vous : 329-35-85.

20° M. JOURDAIN Original, confort, 30 m² sur terrasse, 1 million 800.000 F. Visite sur rendez-vous : 329-35-85.

SAINT-MANDÉ
30-32, rue Jeanne-d'Arc « JEANNE D'ARC »

HERBAGE 15 HA
eau sous pression et source électr. en limite. Prix TOUTS FRAIS COMPRIS : 565.500 F.

20° M. JOURDAIN Original, confort, 30 m² sur terrasse, 1 million 800.000 F. Visite sur rendez-vous : 329-35-85.

20° M. JOURDAIN Original, confort, 30 m² sur terrasse, 1 million 800.000 F. Visite sur rendez-vous : 329-35-85.

SAINT-MANDÉ
30-32, rue Jeanne-d'Arc « JEANNE D'ARC »

HERBAGE 15 HA
eau sous pression et source électr. en limite. Prix TOUTS FRAIS COMPRIS : 565.500 F.

20° M. JOURDAIN Original, confort, 30 m² sur terrasse, 1 million 800.000 F. Visite sur rendez-vous : 329-35-85.

20° M. JOURDAIN Original, confort, 30 m² sur terrasse, 1 million 800.000 F. Visite sur rendez-vous : 329-35-85.

SAINT-MANDÉ
30-32, rue Jeanne-d'Arc « JEANNE D'ARC »

HERBAGE 15 HA
eau sous pression et source électr. en limite. Prix TOUTS FRAIS COMPRIS : 565.500 F.

20° M. JOURDAIN Original, confort, 30 m² sur terrasse, 1 million 800.000 F. Visite sur rendez-vous : 329-35-85.

20° M. JOURDAIN Original, confort, 30 m² sur terrasse, 1 million 800.000 F. Visite sur rendez-vous : 329-35-85.

SAINT-MANDÉ
30-32, rue Jeanne-d'Arc « JEANNE D'ARC »

HERBAGE 15 HA
eau sous pression et source électr. en limite. Prix TOUTS FRAIS COMPRIS : 565.500 F.

20° M. JOURDAIN Original, confort, 30 m² sur terrasse, 1 million 800.000 F. Visite sur rendez-vous : 329-35-85.

20° M. JOURDAIN Original, confort, 30 m² sur terrasse, 1 million 800.000 F. Visite sur rendez-vous : 329-35-85.

SAINT-MANDÉ
30-32, rue Jeanne-d'Arc « JEANNE D'ARC »

HERBAGE 15 HA
eau sous pression et source électr. en limite. Prix TOUTS FRAIS COMPRIS : 565.500 F.

20° M. JOURDAIN Original, confort, 30 m² sur terrasse, 1 million 800.000 F. Visite sur rendez-vous : 329-35-85.

20° M. JOURDAIN Original, confort, 30 m² sur terrasse, 1 million 800.000 F. Visite sur rendez-vous : 329-35-85.

SAINT-MANDÉ
30-32, rue Jeanne-d'Arc « JEANNE D'ARC »

HERBAGE 15 HA
eau sous pression et source électr. en limite. Prix TOUTS FRAIS COMPRIS : 565.500 F.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

EMPLOI

La C.G.T. s'inquiète des licenciements d'immigrés dans la sidérurgie

Les dirigeants de la fédération C.G.T. de la métallurgie, qui ont été reçus jeudi 18 août par M. Stoléru, secrétaire d'État auprès du ministre du travail, s'inquiètent des licenciements de travailleurs immigrés dans la sidérurgie. Six mille travailleurs étrangers de ce secteur sont menacés de perdre leur emploi au cours des prochains mois, ont-

CHOMAGE PARTIEL DANS LE SECTEUR TÉLÉVISION DU GROUPE THOMSON

Les employés des usines Orreaga (groupe Thomson-Brandt) d'Axonne, et Genlis (Côte-d'Or) et de Gray (Haute-Savoie) ont été mis en chômage technique total pour la semaine du 16 au 21 août. En outre, certains ateliers resteront fermés pendant trois semaines. Dans ces usines sont fabriqués des composants et des ensembles pour radios et télévisions (noir et blanc et couleurs). Déjà, en juillet, l'usine d'Angers de Thomson-Brandt, spécialisée dans le montage des postes T.V. couleur avait connu une semaine de chômage technique partiel.

Pour le groupe Thomson, ces mesures sont nécessaires en raison de la faiblesse de la demande enregistrée depuis quelques mois sur le marché français de la T.V. couleurs.

En 1976, on a vendu, en France, 1.135.000 postes TV couleurs dont 330.000 pour Thomson) et 1.023.000 postes noir et blanc. Deuxième groupe français de ventes par correspondance de produits horlogers, de bijouterie et de cadeaux divers, avec un chiffre d'affaires de 90 millions de francs, le groupe DIFOR éprouve depuis le début de l'année des difficultés financières. Il devra soumettre au tribunal de commerce de Nancy un plan de redressement visant à apurer le passif dans un délai de trois ans. Le plan de redressement à court terme (six mois) établi avant la nomination d'un curateur, prévoit le maintien des effectifs (deux cent quinze personnes environ). — (Correspondance.)

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Fr. suisses	Fr. françaises
48 heures	5 1/2	6 1/2	3 5/8	4 5/8
1 mois	6 1/8	6 5/8	4 1/8	5 1/8
3 mois	6 1/8	6 5/8	4 1/8	5 1/8
6 mois	6 3/8	6 7/8	4 1/8	5 1/8

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ ANONYME DES BAINS DE MER ET DU CERCLE DES ÉTRANGERS A MONACO

AVIS DE CONVOCATION D'UNE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Les actionnaires sont convoqués en assemblée générale extraordinaire à Monte-Carlo, au siège social (Sporting d'hiver, salle François-Blanc), le 30 septembre 1977, à 11 heures, avec l'ordre du jour suivant :

— Mise à jour et modifications des statuts de la société.

Seuls les propriétaires d'actions dont le transfert aura été effectué à leur profit au moins dix jours avant le jour de l'assemblée pourront assister à celle-ci ou se faire représenter dans les conditions prévues aux statuts.

AVIS DE CONVOCATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Les actionnaires sont convoqués en assemblée générale ordinaire à Monte-Carlo au siège social (Sporting d'hiver, salle François-Blanc), le 30 septembre 1977, à 10 heures, avec l'ordre du jour suivant :

1) Rapport du conseil d'administration ;

2) Rapport des commissaires aux comptes ;

3) Approbation des comptes ;

4) Affirmation des résultats de l'exercice clos le 31 mars 1977 ;

5) Renouvellement de mandats d'administrateurs ;

6) Autorisation à donner par l'assemblée générale aux membres du conseil d'administration de traiter personnellement ou par procuration avec la société dans les conditions de l'article 24 des statuts.

Seuls les propriétaires d'actions dont le transfert aura été effectué à leur profit au moins dix jours avant le jour de l'assemblée pourront assister à celle-ci ou se faire représenter dans les conditions prévues aux statuts.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

LESSICAV DES CAISSES D'ÉPARGNE gérées par la caisse des dépôts et consignations

LE LIVRET PORTEFEUILLE S.N. FRANCE OBLIGATIONS

39,6 % Obligations françaises (dont 2 % convertibles)	Obligations françaises 90,7 % (dont 4 % convertibles)
5 % Obligations étrangères	
34,4 % Actions françaises	Obligations étrangères 6,2 % (dont 5 % convertibles)
25,6 % Actions étrangères	Actions françaises 1,7 % (dont 1 % convertibles)
2,2 % Liquidités et autres disponibilités	Autres 2,4 %

situation au 30 juin 1977

F 111 240 043 — ACTIF NET — F 2026 126 066,16
8 229 239 — NOMBRE D'ACTIONNAIRES EN CIRCULATION — 7 822 998
F 76 394 — VALEUR LIQUIDATIVE — 2 529,30
F 144 — 1,52 — DIVIDENDE NET À VOIR — 10,50 — 1,52

AGRICULTURE

LA RÉCOLTE DE FRUITS DE 1977 SERAIT LA PLUS FAIBLE ENREGISTRÉE DEPUIS 1962 DANS LA C.E.E.

La récolte de fruits dans les neuf pays de la Communauté européenne serait en 1977 la plus faible depuis 1962. Selon les experts de l'Office européen de statistiques, la récolte ne devrait pas dépasser 15 millions de tonnes contre 18,1 millions de tonnes en 1976 et une moyenne de 17,7 millions entre 1972 et 1976.

La production de pommes baisserait, selon les experts européens, de 20 % pour l'ensemble de la C.E.E. (— 27 % en France) et celle de poires de 25 % (— 40 % en France). Pour les fruits à noyau, les baisses de production par rapport à 1976 sont également sensibles : — 31 % pour les prunes ; — 30 % pour les abricots ; — 26 % pour les cerises ; — 19 % pour les pêches. Là encore c'est en France que la diminution a été la plus importante : — 43 %.

Cette très faible récolte de fruits est due aux conditions climatiques très défavorables du printemps 1977 ainsi qu'aux conséquences de la sécheresse de l'été 1976.

D'une façon générale, on constate que ce recul de la production est particulièrement spectaculaire en France, en Allemagne fédérale et en Belgique, et nettement moins important en Italie et aux Pays-Bas.

A. L'ÉTRANGER

AUX ÉTATS-UNIS

Quinze mille mineurs de fer sont en grève depuis trois semaines

La grève des mineurs de fer aux États-Unis est maintenant à sa troisième semaine (Le Monde du 3 août). Si ce mouvement se prolonge au-delà d'octobre, les aciéries américaines devront importer du minerai de fer pour maintenir leur activité et le niveau de leur production.

Que va-t-il se passer ? Les grévistes, au nombre de quinze mille, paraissent déterminés à obtenir des améliorations matérielles substantielles. Officiellement, le conflit est catégoriel et même sectoriel. Les revendications sont présentées dans le cadre des sections syndicales d'entreprise, et les grévistes se défendent de mener une action au plan national. Cette tactique leur est imposée par les accords particuliers intervenus il y a plusieurs années entre les aciéries et le Syndicat des travailleurs de la sidérurgie. Ces accords imposent une solution arbitrale aux revendications salariales et interdisent une grève à l'échelon national pour ne pas perturber la production de biens de consommation. Ils ont l'intention de saisir les tribunaux et de demander non seulement une ordonnance de reprise du travail, mais des dommages et intérêts pour grève illégale.

La machine judiciaire américaine étant non seulement lente, mais encore très riche en possibilités d'appels et de contre-appels, le conflit risque de se prolonger. — (Aefi.)

● Au Canada, le chômage a légèrement augmenté en juillet : compte tenu des variations saisonnières, il atteint 8,1 % de la population active contre 8 % en juin. Dans la province du Québec, le chômage est passé de 9,7 % à 10,3 % en juillet. — (A.F.P.)

RELANCE EN ALLEMAGNE : DÉCISION LE 14 SEPTEMBRE

Bonn (A.F.P.). — « Le gouvernement fédéral ouest-allemand prendra une décision sur une éventuelle relance de l'économie le 14 septembre prochain », a déclaré, jeudi 18 août, à Bonn, le porte-parole du groupe parlementaire social-démocrate, M. Runt Terjung (Le Monde du 18 août). La réunion du gouvernement sera précédée par une série de consultations au niveau des groupes parlementaires et inter-ministériels, a souligné M. Terjung.

Le catalogue de mesures évoquées par le gouvernement fédéral prévoitrait un abaissement de 7 ou 7,5 % des impôts sur les revenus des particuliers et les bénéfices des sociétés, ainsi qu'une augmentation de l'abattement à la base pour les salaires. En outre, le gouvernement envisagerait d'abaisser l'âge de la retraite pour libérer des emplois. Selon les calculs de la Confédération des syndicats (D.G.B.), un abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite anticipée coûterait sixante-trois milliards (180 000 chômeurs).

Une réduction de 7 % des impôts priverait l'État fédéral d'une dizaine de milliards de deutschemarks (environ 30 milliards de francs français). Une étude de l'institut économique suisse « Prognos », publiée jeudi 18 août à Stuttgart, souligne l'urgence des décisions à prendre : entre 1980 et 1985, il y aura peut-être 1,5 millions de chômeurs en R.F.A. Actuellement, le nombre des sans-travail frôle de million.

Avis financiers des sociétés

Trade Development Bank Holding S.A.

Rapport du Président du Conseil d'administration aux actionnaires

Au 30 juin 1977, le total des actifs consolidés du Groupe atteignait US \$ 3.586,9 millions contre US \$ 2.865,8 millions au 30 juin 1976. Les dépôts augmentaient de 26%, passant de US \$ 2.424,7 millions à US \$ 3.051,7 millions. Le total des fonds propres utilisés s'élevait au 30 juin 1977 à US \$ 327,4 millions contre US \$ 258,1 millions à la même date de l'année précédente.

Dans mon rapport lors de l'Assemblée Générale Annuelle du mois de mai, j'avais indiqué que l'année 1977 avait débuté de façon prometteuse. Les résultats du premier semestre sont venus confirmer mes propos. Le bénéfice net après impôts, intérêts minoritaires et transfert aux réserves internes s'élève à US \$ 13,2 millions, soit 0,80 par action contre US \$ 11,1 millions, soit 0,68 par action pour la période correspondante de 1976.

L'augmentation régulière du total du bilan reflète les efforts fructueux du Groupe, soucieux de mettre à la disposition de sa clientèle des services de haute qualité, les bénéfices venant quant à eux de l'élargissement du domaine de nos activités. Au cours du premier semestre 1977, les prêts sous forme de syndicats, les souscriptions, le commerce des billets de banque, les transactions de change et de métaux précieux ont contribué au bénéfice et se sont ajoutés aux revenus réguliers du Groupe provenant de la marge d'intérêt et de l'escompte sans recourir d'effets représentatifs d'exportation.

Republic New York Corporation (« RNYC »), dont le Groupe détient 62% du capital-actions, a participé efficacement aux

résultats de ce premier semestre. Son bénéfice net pour les six premiers mois de 1977 s'est élevé à US \$ 9,2 millions, soit US \$ 2,94 par action contre US \$ 8,1 millions, soit US \$ 2,60 par action pour la période correspondante de 1976. Republic National Bank of New York dont le capital appartient entièrement à RNYC est maintenant, par le niveau de ses dépôts, la 32^e banque américaine et la structure conservatrice de son bilan la place en bonne position pour poursuivre son expansion. Le 1^{er} août 1977, Republic National Bank of New York a ouvert à Tokyo un nouveau bureau de représentation répondant ainsi à l'élargissement de son activité au Japon.

Durant les cinq dernières années, le total de nos actifs consolidés et de nos fonds propres utilisés a plus que doublé. Nos bénéfices se sont également considérablement accrues au cours de cette période particulièrement difficile pour le monde bancaire international bien que nous ayons consciencieusement sacrifié la rentabilité à court terme, à la liquidité et à la diversification de nos risques géographiques. Les résultats du premier semestre 1977 nous confirment qu'avec l'élargissement de notre champ d'activités et le renforcement de notre équipe de Direction nous évoluons vers une nouvelle période de croissance.

EDMOND J. SAFRA
Président du Conseil d'administration

Le 2 août 1977

Bilan consolidé intérimaire au 30 juin 1977

	30 juin 1977 (US \$ 000)	30 juin 1976 (US \$ 000)
Actif		
Caisse et avoirs en banques	832.954	887.951
Certificats de dépôt auprès des banques, effets financiers et obligations	1.042.515	663.676
Métaux précieux	75.841	100.046
Obligations de gouvernements et de municipalités (USA et Grande-Bretagne)	285.777	263.410
Comptes courants, avances à la clientèle et effets de change	1.233.566	837.832
Autres postes de l'actif	70.551	63.535
Goodwill de consolidation	—	3.183
Investissements	9.647	9.378
Immobilisations	36.089	36.818
	3.586.940	2.865.829
Passif		
Dépôts, comptes courants créanciers et réserves internes	3.051.683	2.424.748
Autres engagements	207.824	182.980
FONDS PROPRES UTILISÉS :		
Obligations à fonds d'amortissement échéance 2001	58.000	—
Emprunt convertible subordonné échéance 1997	12.500	12.604
Autres emprunts de capital	40.806	40.808
Part des actionnaires minoritaires	44.715	38.463
Fonds propres des actionnaires :		
Capital-actions	24.605	24.605
Réserves	141.639	130.511
Bénéfice net	13.166	11.110
Total des fonds propres des actionnaires	179.410	166.226
Total des fonds propres utilisés	327.433	258.101
Lettres de crédits et garanties	163.226	115.143

* dont \$ 98.115.000 en 1976 et \$ 70.881.000 en 1977 sont vendus à terme

Bénéfice net du premier semestre

	1977	1976
Bénéfice net après taxes, intérêts minoritaires et transfert aux réserves internes (US \$ 000)	13.166	11.110
▲ Bénéfice par action	\$ 0,80	\$ 0,68

▲ Nombre d'actions en circulation 16.403.300

Principales filiales :

Trade Development Bank, Genève — Republic National Bank of New York, New York
Autres filiales et bureaux de représentation à : Beyrouth, Bogota, Bruxelles, Buenos Aires, Caracas, Chiasso, Francfort, Londres, Luxembourg, Mexico City, Montevideo, Nassau, Panama City, Paris, Rio de Janeiro, São Paulo, Tokyo.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

LONDRES

NI

COURSE DE PAPIER

12 AOÛT

Marché	12 AOÛT
Paris	100,00
Londres	100,00
Ny	100,00
Amsterdam	100,00
Breuxelles	100,00
Genève	100,00
Madrid	100,00
Mexico	100,00
Montevideo	100,00
Nassau	100,00
Panama	100,00
Paris	100,00
Rio de Janeiro	100,00
São Paulo	100,00
Tokyo	100,00

مكتبة الأمل

STATS-UNIS
Le mineurs de fer
depuis trois semaines

Après l'annonce d'un retour à l'équilibre de la balance commerciale française en juillet (voir d'autre part) a provoqué jeudi un sensible mouvement de reprise à la Bourse de Paris. La nouvelle n'a pas été connue immédiatement. Mais quand elle a commencé à se répandre, soit un peu après 13 heures, le marché, déjà mieux orienté à l'avance, a eu coup de cœur et a rebondi. Les différents indices enregistraient une hausse un peu supérieure à 2 %.

Presque tous les compartiments ont profité de ce mouvement de reprise, les plus avancés étant toujours le matériel électrique et le bâtiment, ainsi que les pétroles, la construction mécanique et l'automobile. Seules les métallurgiques ont été franchement freinées.

An total, sur les onze quatre-vingt valeurs inscrites à terme, une bonne soixantaine ont monté de manière significative (2 % et plus), la plus en avance, pour le deuxième jour consécutif, Jacques Borel, avec un gain de 8 %. En quarante-huit heures, le titre a progressé de plus de 18 %. Moins de vingt baisses, en revanche, ont été enregistrées, la plus forte concernant T.E.T. (-4 %).

Les bons résultats des compagnies sidérurgiques ont permis de remettre un peu de baisses sur le cours des boursiers. La reprise de la production industrielle en juin (+3,5 %) et la hausse de vingt baisses, en revanche, ont été enregistrées, la plus forte concernant T.E.T. (-4 %).

Sur le marché de l'or, un peu plus actif que la veille, le lingot a remonté son cours de 255,50 F à 255,90 F, le napoléon progressant de son côté de 0,20 F à 245,90 F.

Les valeurs étrangères, très variées des américaines et des titres d'or. Effacement des pétroles internationaux. Meilleure tenue des allemandes.

Bank Holding S.A.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
18 AOUT

Reprise

Après l'annonce d'un retour à l'équilibre de la balance commerciale française en juillet (voir d'autre part) a provoqué jeudi un sensible mouvement de reprise à la Bourse de Paris. La nouvelle n'a pas été connue immédiatement. Mais quand elle a commencé à se répandre, soit un peu après 13 heures, le marché, déjà mieux orienté à l'avance, a eu coup de cœur et a rebondi. Les différents indices enregistraient une hausse un peu supérieure à 2 %.

LONDRES

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Différence. Rows include various financial instruments and their prices.

NEW-YORK

Une tentative de reprise échoue
Après trois séances de repli, le marché a tenté, jeudi, de se redresser. Mais son essai s'est soldé par un échec et, après avoir progressé d'un peu plus de 8 points, l'indice des valeurs a fini en baisse de 10 points à 544,20, soit à 0,43 point au-dessous de son niveau de la veille.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

BOULEVARD... Le groupe pharmaceutique britannique a décidé d'augmenter son dividende de 200 %, qui passera de 0,4 pence pour 1976 à 2 pence pour l'exercice en cours. Un dividende de 13 pence sera versé en février 1978. Cette augmentation sera couverte par un coupon, autorisé à titre exceptionnel par la loi britannique, de 10 %, qui sera versé le 15 février 1978. Les actions de 10 pence, qui ont été cotées à 10 pence, ont été cotées à 12 pence, soit à 20 % au-dessus de leur valeur nominale.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table with 2 columns: Valeurs, Cours. Rows include various financial instruments and their prices.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Rows include various financial instruments and their prices.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Rows include various financial instruments and their prices.

INDICES QUOTIDIENS

Table with 2 columns: Indices, Valeurs. Rows include various financial indices and their values.

BOURSE DE PARIS - 18 AOUT - COMPTANT

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Rows include various financial instruments and their prices.

MARCHÉ A TERME

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Rows include various financial instruments and their prices.

COTE DES CHANGES

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Rows include various financial instruments and their prices.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Rows include various financial instruments and their prices.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. AMÉRIQUES
2. PROCHE-ORIENT
3. AFRIQUE
3. ASIE
4. POLITIQUE
5. DÉFENSE
5. SCIENCES
6. D'UNE RÉGION À L'AUTRE
6. ÉQUIPEMENT
6. JUSTICE
6. LE MONDE DE L'ÉTÉ

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PAGES 9 A 11

VACANCES EN FRANCE :
L'océan avec d'autres embruns.
Modes du temps. Jeux. Hip-
pisme. Plaisirs de la table.
Félicités.

- 12-13. ARTS ET SPECTACLES
13. LETTRES
14. SPORTS
14. AUTOMOBILE
- 15-16. LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (14)
Annonces classées (15)
Aujourd'hui (7) ; Carnet (7) ;
Journal officiel (7) ; Loto (7) ; Météo-
rologie (7) ; Mots croisés (7) ;
Bourse (17).

M. JEAN-PIERRE SEGUIN QUITTE LA BIBLIOTHÈQUE DU CENTRE BEAUBOURG

Un décret paru au Journal officiel du 19 août nomme M. René Fillet, conservateur en chef des bibliothèques, à la direction de la bibliothèque publique d'information du centre Beaubourg en remplacement de M. Jean-Pierre Seguin, appelé à d'autres fonctions.

(Conservateur en chef des bibliothèques, M. Jean-Pierre Seguin avait été nommé en 1970, au côté de M. Robert Bordes, la réalisation du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou, et plus particulièrement à celle de la bibliothèque, dont il avait occupé la direction pendant dix ans.

M. René Fillet, né le 15 avril 1921, à Saint-Marcel (Isère), était conservateur en chef de la bibliothèque municipale de Tours et directeur de la bibliothèque centrale de la ville d'Orléans.

Il a fait toute sa carrière dans les bibliothèques municipales de province, comme sous-bibliothécaire, puis bibliothécaire, puis conservateur et, enfin, conservateur en chef depuis 1971.)

A Paris

QUATRE MALFAITEURS EN FORT ÉVADER UN CINQUIÈME

Quatre hommes ont fait évader, jeudi 18 août, en plein Paris, un fourgon de la gendarmerie. M. Michel Lepage, trente-deux ans, plusieurs fois condamné pour vol à main armée et soupçonné de tentative d'homicide, qui avait été arrêté le 9 juin 1976, avait été interrogé dans l'après-midi au palais de justice d'Evry-Corbeil (Seine-et-Marne).

Le fourgon de gendarmerie, qui se trouvait à la prison de la Santé, fut immobilisé peu avant 18 heures, avenue Denfert-Rochereau, à proximité de la place du même nom, par une voiture de marque Simca 1307, de couleur rouge. Au même moment, une station de police se trouvait à gauche du fourgon de gendarmerie.

Quatre hommes armés, le visage dissimulé par des cagoules, se précipitèrent vers l'avant du fourgon. Le gendarme qui conduisait le véhicule et son accompagnateur du siège avant ayant répondu, à l'interpellation d'avoir à donner les clefs, qu'ils ne les avaient pas, les quatre hommes se portèrent à l'arrière du fourgon. Là, ils parvinrent à ouvrir de force la porte arrière du fourgon (il existe un système de blocage, commandé par le chauffeur, qui sert à éviter la fuite de l'intérieur du véhicule). Frappé au visage à coups de crosse, l'unique gendarme, qui surveillait M. Michel Lepage, était contraint de laisser ces derniers aux mains des attaquants, qui l'emmenèrent aussitôt à bord de la voiture. Dans l'estafette blanche abandonnée les policiers devaient trouver un pistolet maltraité.

Le numéro du « Monde », daté 19 août 1977 a été tiré à 489 549 exemplaires.

A B C D E F G

LA FIN DU CONFLIT AU « PARISIEN LIBÉRÉ »

M. Barre s'indigne des propos du secrétaire général du P.C. sur les cellules d'entreprise

Les ouvriers du Parisien libéré ont été la fin du conflit le jeudi 18 août à 14 heures, en présence de M. Georges Séguy et de nombreux responsables du P.C.T. Au cours de ce « verre amical », un message de M. Georges Marchais a été lu.

Le secrétaire général du P.C. déclarait notamment : « Vous avez vaincu parce que vous avez su, en ouvrant les yeux, vous donner les moyens de défendre vos intérêts sur tous les terrains où le grand patronat et son pouvoir agissent pour atteindre leur but. Vous avez pu lutter activement sur le plan économique, idéologique et politique parce que vous disposez avec votre Comité interprofessionnel, et toute la C.G.T., d'une puissante et combattive organisation syndicale de classe et de masse, et aussi parce que vous disposez, avec vos cellules communistes implantées dans tous les quartiers de Paris, de l'organisation politique d'avant-garde sans laquelle rien ne peut changer réellement. »

« Vous êtes à l'origine de la solidarité active de notre pays parce que vous avez été légitime et nécessaire pour défendre le droit des ouvriers et la démocratie, notamment la liberté de la presse. Notre parti communiste, ses élus et son quotidien l'humanité sont fiers de s'être placés au premier rang de cet actif soutien. Votre succès confirme qu'il est possible, par les luttes unies et bien organisées, de faire reculer patronat et gouvernement, d'obtenir des résultats appréciables dans l'immédiat et d'initier un changement démocratique. »

En réplique à ce message, M. Raymond Barre a fait publier un communiqué dont voici les principaux extraits :

« Ainsi, le secrétaire général du parti communiste reconnaît l'existence d'une organisation implantée dans maints domaines, nombreux, au sein de la presse française et ne laisse la moindre doute sur des objectifs qui sont de nature à constituer une très grave menace contre la liberté de la presse en France. »

« A la suite de cette déclaration, intervenant après la récente tentative d'intimidation menée par des militants du parti communiste à l'encontre de TF 1, le premier ministre tient à rappeler que le gouvernement veillera à faire respecter la liberté et le pluralisme des moyens d'expression en France. C'est notamment pour cette raison qu'il a accepté de contribuer à la solution du conflit du Parisien libéré en garantissant que l'accord entre les parties respectées en droit et en fait les principes fondamentaux de la liberté de l'entreprise et du pluralisme syndical. »

« M. Barre ne manque pas de répéter qu'il est impensable à toute « considération électoraliste » et qu'il dénonce la démagogie. Vaut-il donc attendre des déclarations au pied de la lettre ? Ce serait, dans ce cas, considérer le premier ministre comme un naïf, doublé d'un ignare politique. »

« A l'en croire, le premier ministre vient, en effet, de découvrir ce qui est un principe constant et publiquement affirmé par le P.C. depuis plus d'un demi-siècle : le savoir que la « base d'organisation » du parti communiste est l'entreprise. »

« Le communiste travaillant dans une entreprise a pour premier devoir être adhérent à la cellule d'entreprise, d'y militer, de contribuer à créer la cellule quand elle n'existe pas encore », précise clairement l'article 19 des statuts du parti. Ce ne voit pas pourquoi les entreprises de presse devraient échapper à cette règle, qui s'applique aussi dans les administrations, y compris celle de l'économie et des finances. »

« Selon M. Jean Colpin, membre du bureau politique et responsable de ce secteur d'activité du parti, le nombre des cellules d'entreprise est passé de 4 250 en 1961 à 6 500 au printemps 1975 et à 9 000 à la fin de 1976, l'objectif du P.C. étant d'atteindre 10 000 cellules cette année. »

« Si le parti communiste est de loin le mieux organisé dans les entreprises, les organisations d'ex-

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT LES PRÉFETS DE LA CORSE

M. Giscard d'Estaing a reçu, le vendredi 19 août en fin de matinée, les préfets des départements de la Corse. M. Yves Burgalat, préfet de région et de la Corse du Sud, et M. Yves Senguec, préfet de la Haute-Corse. L'entretien s'est déroulé en présence de M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur.

REPLI DU DOLLAR

Toujours peu d'affaires ce vendredi 19 août sur les places financières internationales, où le dollar s'est de nouveau orienté à la baisse contre toutes monnaies après sa légère reprise de la veille. Le repli du dollar américain a été particulièrement net vis-à-vis du franc français, favorisé par le redressement de la balance commerciale en juillet.

Le dollar s'est ainsi traité à 4,0075 F contre 4,0215 jeudi en fin d'après-midi. Il a, d'autre part, valu 2,3250 DM contre 2,3375, 2,4550 florins contre 2,4625 et 2,4195 F.S. contre 2,4250.

Pour le troisième jour consécutif, la Banque d'Angleterre a continué d'intervenir pour empêcher la livre sterling de monter. Cette dernière s'est échangée à 1,7043 dollar sans variation notable. L'Institut d'émission britannique a fait savoir qu'il n'abaisserait pas son taux d'es-

Le voyage du chef de l'Etat yougoslave à Moscou

Les entretiens entre MM. Brejnev et Tito n'ont pas aplani les divergences idéologiques

De notre correspondant

Moscou. — Le maréchal Tito devait, ce vendredi 19 août, quitter Moscou pour Irkoutsk, où il se reposera au bord du lac Baïkal jusqu'au 24 août avant de se rendre à Pyongyang, puis à Pékin. Le président yougoslave a eu, le jeudi 18 août, un second entretien avec M. Brejnev. Leur pourparlers auront duré cinq heures au total. Un long communiqué devrait être publié le 19, dans la soirée.

Les entretiens se sont déroulés, selon l'agence Tass, « dans une atmosphère d'amitié, de camaraderie et de compréhension réciproques. Ils ont permis de poursuivre l'examen des questions relatives au développement et à l'approfondissement de la coopération amicale multiforme » entre les deux pays communistes et les deux États. Les interlocuteurs ont aussi poursuivi « leur échange de vues sur certains problèmes du mouvement communiste et ouvrier international ». Le communiqué final évoquera, selon des sources yougoslaves, outre les relations bilatérales, des problèmes internationaux tels que la situation en Afrique et au Proche-Orient, la course aux armements, la conférence de Belgrade, etc.

On estime toutefois dans la capitale soviétique que cette visite, dont le président Tito s'est déclaré « très satisfait », n'a résolu le 18 août la colonne yougoslave de Moscou, n'a pas permis d'aplanir le différend idéologique entre les deux partis. Le maréchal Tito n'a implicitement confirmé à ses compatriotes, en déclarant : « La politique de notre parti et de notre pays à l'égard de tous les États se fonde sur le principe d'une égalité totale (...). Nous menons une politique extérieure totalement indépendante. Telle est la base durable de notre coopération fructueuse avec l'Union soviétique. »

Selon certaines indications, les dirigeants nord-coréens et chinois s'apprêteraient à réserver un accueil particulièrement chaleureux au chef de l'État yougoslave, un accueil qui trancherait sur celui, essentiellement protocolaire, que lui a réservé Moscou. La Pravda, qui n'a toujours pas informé ses lecteurs des étapes ultérieures du voyage du chef de l'État yougoslave, publie en revanche, ce vendredi matin, une brève information selon laquelle la visite que M. Cyrus Vance doit faire à Pékin, du 22 au 30 août, (Interim.)

M. SUAREZ SE RENDRA EN VISITE EN FRANCE A LA FIN DU MOIS

Le chef du gouvernement espagnol, M. Adolfo Suarez, se rendra en visite à Paris le 31 août, a annoncé un communiqué de l'hôtel Matignon. A cette occasion, M. Suarez sera reçu par le président de la République et aura des entretiens avec le premier ministre.

Avec une majorité réduite

LE PARTI TRAVAILLISTE CONSERVE LE SIÈGE DE BIRMINGHAM-LADYWOOD

(De notre correspondant.)

Londres. — Le parti travailliste a conservé son siège, jeudi 18 août, lors de l'élection partielle de Ladywood, circonscription de Birmingham qui compte 40 % d'électeurs de couleur. Ladywood était considéré comme l'un des sièges sûrs du Labour, les immigrants indiens, pakistanais et asiatiques votant traditionnellement pour lui. Mais l'avance du candidat du parti gouvernemental sur son adversaire conservateur est tombée de dix mille à trois mille cinq cents voix.

Le nouveau député de Ladywood, M. John Sever, n'obtient que huit mille voix (53 %) alors que son prédécesseur, M. Bryan Walden, qui avait démissionné pour devenir présentateur à la télévision, en avait remporté quatre mille sur élections générales de 1974. Un report de voix de près de 10 % s'est effectué sur le nom du candidat conservateur, M. John Quentin-Davie, qui a en quatre mille cinq cents voix (38 %).

Huit autres candidats, dont trois « non blancs », se partagent le reste des suffrages alors que seuls les trois principaux partis — conservateur, travailliste et libéral — étaient représentés en 1974. Le Front national (extrême droite) recueille 6 % des voix et devance ainsi le candidat libéral qui n'a que 5 % des suffrages.

La campagne électorale s'était déroulée dans une atmosphère de tension. Le week-end dernier, de violentes émeutes avaient mis aux prises la police et des manifestants d'extrême gauche, qui tentaient d'empêcher une réunion du Front national (le Monde du 17 août).

Birmingham, principal centre industriel des Midlands, connaît un chômage six fois plus élevé que la moyenne britannique. C'est ce qui explique, sans doute, cette avance d'un parti à caractère fascisant, qui avait déjà beaucoup progressé lors des élections municipales du printemps dernier, surtout à Londres.

(Interim.)

LE POÈTE ALGÉRIEN MOUFDI ZAKARIA EST MORT

Le poète algérien Moufdi Zakaria est mort le 17 août à Tunis d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-quatre ans.

Moufdi Zakaria était considéré comme le poète de langue arabe de la révolution algérienne. Il est l'auteur du chant révolutionnaire de la lutte de libération algérienne « Khamma » qui fut adoptée comme hymne national de l'Algérie indépendante.

Breguet CONSTRUIT DES MAISONS A ST-WITZ ET A BOUFFEMONT

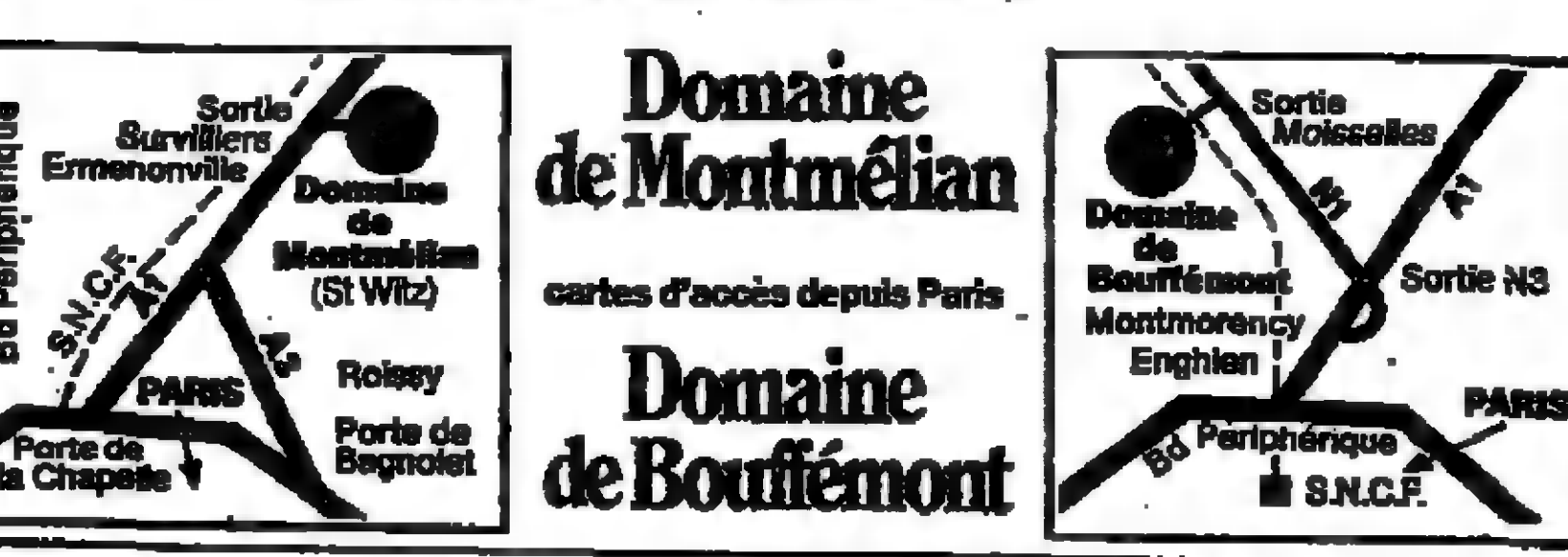


"Frêne", 184 m², 6 pièces, à St-Witz. Autres modèles (de 121 à 278 m²).

A 2 KM de la sortie Ermenonville de l'A. 1. Et à 21 KM de Paris, en lisière de la forêt de Montmorency.

Les Maisons du Domaine de Montmélian ont de 135 à 278 m² 5 à 8 pièces, des garages 1 et 2 voitures, des jardins de 700 à 2.800 m². Sur le Domaine, piscine chauffée, tennis, écoles. Environnement prestigieux (forêts de Chantilly et d'Ermenonville). Accès rapide par l'A.1.

Les maisons individuelles du Domaine de Bouffémont, sont en lisière de la plus belle forêt proche de Paris, celle de Montmorency. Elles ont de 121 à 156 m² 5 à 7 pièces, des garages 1 voiture, de grands jardins. Gare à 1 km. Ecoles sur place. Accès depuis Paris : A1 (sortie N°3), puis N1 direction Beauvais (sortie Moisselles).



VISITE DES MAISONS MODÈLES, TOUTS LES JOURS DE 10 H A 19 H.
DOMAINE DE MONTMÉLIAN 95470 ST WITZ (TEL. 471.56.55)
DOMAINE DE BOUFFÉMONT 95570 BOUFFÉMONT (TEL. 991.35.59)

RHODÉSIE : M. Smith et le plan anglo-américain

Le Parlement est d'

Le Parlement est d'

Le Parlement est d'

Le Parlement est d'

Le Parlement est d'

Le Parlement est d'

Le Parlement est d'

Le Parlement est d'

Le Parlement est d'

Le Parlement est d'

Le Parlement est d'

Le Parlement est d'

Le Parlement est d'

Le Parlement est d'

**« Vos vacances...
votre séjour en France »**
Guide touristique et gastronomique

Alsace
Hôtel KASTELBERG *** N.N., tél. (88)
06-97-83 à 07-10 ANDLAD. 100 ch.
chambres avec bain, w.c., sa. de
confé. Son restaurant, AU CANON connu
par son excellente cuisine et ses spécial.
Hors saison, réduction pour groupes.

Normandie
CABOURG
*** L.
GRAND HOTEL
L. dernier hôtel
le plus romantique du monde
ACCES DIRECT A LA MER
PROMENADES
ET PÊCHE EN MER
Tél. : 31-91-41-79 - 91-42-43
Tél. : 170 187 F (100)

Côte d'Azur
HOTEL RÉGENCE
*** N.N.
21, rue Masséna, NICE
40 chambres
Bains-douches - w.c. privés
Plaisance - Pêche MÉR.
Tél. : 33-30 - 70, (40) 35-02-22
Chaîne « Balais du Silence ».

Mer
17200 ROYAN-PONTALILAC
500 ch. - « LE DOMINO »
Chambres - Demi-pension - Pension
disponibles saison et hors saison.
R.P. 530 - Tél. (40) 35-02-22
Chaîne « Balais du Silence ».

Paris
HOTEL OBSERVATOIRE * N.N.**
Qu. Latin - Face jardin Luxembourg
38 chambres - Restaurant - Grill
Confort, calme et détente.
107, bd Saint-Michel - 75005 PARIS
Tél. : 033-32-00 et 033-34-90

LE MONDE

diplomatique

PUBLICATION MENSUELLE
du
Monde
Au sommaire du numéro de juillet

L'ESPAGNE AU CENTRE
(Eduardo Haro Tecglen)
L'économie à l'heure de vérité
(J.R. Lasuen)

LA POLOGNE EXEMPLAIRE ?
(Daniel Singer)

**LA GAUCHE FRANÇAISE,
LA CONFÉRENCE DE BELGRADE
ET LES DISSIDENTS A L'EST**
(Pascal Gabai et Yves Hardy)

**LES DROITS DE L'HOMME
ET LES RELATIONS
ENTRE LES ÉTATS-UNIS
ET L'AMÉRIQUE LATINE**
(Philippe Labrevoux)

RIVALITÉS IRANO-SAUDIENNES DANS LE GOLFE
(Marc Pellias)

**LA CRISE
DU MOUVEMENT TRAVAILLISTE
EN ISRAËL**
(Amnon Kapellouk)

**LE DÉSARROI
DE LA COMMUNAUTÉ JUIVE
AUX ÉTATS-UNIS**
(T.D. Allman)

LA CRISE DU POUVOIR EN U.R.S.S.
(Marc Ferro, Hélène Carrère d'Encausse, Robert Daniels,
Bernard Féron et René Girault)

LES SEIGNEURS DE LA CRISE
(Frédéric Langer et Jean-Louis Sorbail)

L'Éthiopie, clef du nouvel équilibre en mer Rouge (Gérard Chaboud). — L'île Maurice, où le gauchisme est prêt de prendre le pouvoir (Sifim Turgé). — Dix-huit mois de guerre à Timor-Orient (Jean Rumeau-Horvath). — Au Brésil, des colonels critiquent la dictature militaire (Marcelo Dias). — Les milieux libéraux argentins et l'ouverture au capital étranger (Thierry Malinck). — La décolonisation de Belize dans l'imposée (Jean-Claude Buhner).

LIVRES : Les mythes du changement en Afrique australe (Denis Maréchal). — Charles Bettelheim contre le « mythe des origines » (Marie Antonietta Maciejowski). — « Seule une écologie socialiste... », de René Dumont (Yves Florenze).

CINÉMA POLITIQUE : IMAGES D'ENFANTS
L'activité des organisations internationales.

Le numéro : 5 F
(en vente dans les kiosques)
Abonnement et vente au numéro
5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

PROCHE-ORIENT

LES RAPPORTS ENTRE LES ÉTATS-UNIS

La confrontation Carter-Begin

III. — Le défi du « lobby » pro-Israélien

De notre envoyé spécial ÉRIC ROULEAU

Les divergences fondamentales qui opposent le président Carter à M. Begin sur les termes d'un règlement au Proche-Orient ont suscité dans la communauté juive des États-Unis. Pour préserver leur unité, les dirigeants israéliens sont parvenus à un compromis qui consiste à s'opposer au plan Carter, sans pour autant soutenir explicitement les thèses maximalistes de Jérusalem. (Notre précédent numéro.)

Washington. — Quelques jours après son entrée en fonction, en janvier dernier, le président Carter réunissait son état-major à la Maison Blanche pour examiner le conflit du Proche-Orient. Le dossier contenait, entre autres, un « rapport de transition » préparé par un groupe d'experts du département d'État. Ce document concluait que le nouveau président avait le choix entre deux voies : une action énergique pour susciter une solution globale du conflit serait risquée mais aurait quelque chance d'aboutir ; sa passivité, en revanche, conduirait à coup sûr sur une catastrophe.

L'argumentation était virtuellement la même que celle que n'ont cessé de développer les conseillers les plus écoutés, en matière de politique étrangère, du candidat démocrate avant et après son élection. MM. Henry Owen et Zbigniew Brzezinski, tous les deux signataires du « rapport Brookings », — projet de règlement pour le Proche-Orient — soutiennent qu'une impasse prolongée conduirait à une nouvelle guerre qui risquerait fort de s'accompagner d'implications directes les super-puissances.

Is estiment qu'une grave menace pèse sur les régimes arabes modérés qui ont choisi la conciliation, en misant sur la médiation américaine. L'échec de leur politique les contraindrait, à dire leurs positions, à faire de nouvelles concessions, ce qui pourrait être renversé par des éléments révolutionnaires. Un coup d'arrêt brutal serait ainsi donné au processus de paix au Proche-Orient. Les bouleversements politiques, économiques et sociaux qui s'ensuivraient infligeraient de très graves préjudices au monde occidental. L'effacement de l'influence des États-Unis dans le monde arabe s'ensuivrait.

Jamais sans doute les intérêts de Washington dans la région

De notre envoyé spécial ÉRIC ROULEAU

n'ont été aussi étendus. Les profits tirés d'investissements considérables, en particulier dans le domaine pétrolier, les ventes massives de biens d'équipement et de consommation, l'afflux de pétrodollars, renforcent la balance des paiements américaine au rythme d'une quinzaine de milliards de dollars par an. En trois ans, les exportations vers les pays arabes (sans compter les armements) ont plus que doublé, tandis que triplèrent les importations, ce qui donne la mesure des échanges croissants des États-Unis pour leurs approvisionnements en hydrocarbures.

Déjà préoccupé par le risque de pénurie qui menace, à terme, l'approvisionnement pétrolier mondial et dans l'immédiat, par le déficit croissant de la balance énergétique des États-Unis, le président Carter a tout en plaçant les éventuelles d'une crise majeure au Proche-Orient, l'avis unanime à Washington est que les États producteurs imposent bon gré mal gré — surtout en cas de configuration — un embargo sur les livraisons d'or noir. M. James Akins, expert pétrolier et ancien ambassadeur en Arabie Saoudite, nous disait craindre la fermeture du détroit d'Ormuz, mesure qui aurait comme effet d'étrangler les économies de l'Europe et du Japon, tout en plongeant les États-Unis dans le marasme.

Rien d'étonnant dès lors que le président Carter ait annoncé à ses proches collaborateurs, lors de la réunion qu'il tint à la Maison Blanche fin janvier, qu'une solution du problème israélo-arabe était, à ses yeux, « cruciale » et « urgente ». C'est ce jour-là encore qu'il déclara que les États-Unis ne pouvaient plus se payer le luxe de jouer seulement aux « médias » et à agiter des drapeaux en « catalyseurs », euphémisme pour désigner un rôle actif et déterminant. « Nous n'avons pas signifié qu'il ait formulé les « grandes lignes » d'un règlement dès le début de mars, un mois avant d'entamer ses consultations avec les chefs d'État arabes ?

Le chef de l'exécutif américain s'est toujours défendu de vouloir imposer ses conceptions. Mais dans l'administration, un nombre croissant de responsables, et non des moindres, partagent largement les opinions de M. George Ball, ancien sous-secrétaire d'État et ex-ambassadeur aux Nations unies, qui estime qu'un règlement dicté par Washington est inéluctable compte tenu de l'impul-

saire — que le « lobby » est certes, « puissant, mais non omnipotent ». Ils concèdent que le Congrès, jaloux de son autonomie et de son pouvoir accordé depuis l'affaire du Watergate, commencerait par résister à la volonté du chef de l'exécutif. Mais ils avancent, à leur tour, plusieurs arguments pour soutenir que ce dernier finirait par l'emporter.

À en juger par les réactions de la presse et les résultats de certains sondages, les Américains seraient dans leur majorité, favorables au plan Carter, et si celui-ci devait se porter garant, au-delà de tout doute, de la sécurité d'Israël. D'autant plus que les déclarations intempestives de M. Begin auraient aliéné à ce dernier une bonne partie de l'opinion, notamment juive, et que les préjugés anti-arabes sont en régression depuis que les vœux d'Israël se déclarent disposés à conclure la paix.

L'évolution est encore plus nette au Capitole. Depuis la guerre d'octobre 1973, quelque deux cent cinquante parlementaires, dont plusieurs personnalités juives, se sont rendus dans divers pays arabes. Arabie Saoudite comprise, où ils ont eu droit à un accueil empreint de chaleur, alors qu' auparavant les congressmen n'allaient le plus souvent qu'en Israël. Nombre d'entre eux ont désormais une vision « plus équilibrée » du conflit et, ayant pris conscience de l'existence et des potentialités de l'influence arabe dans la région, souhaitent qu'un règlement tienne compte des intérêts arabes.

Le sénateur Abraham Ribicoff, dont on associe volontiers le nom au « lobby » de M. Amity (qui fut l'un de ses collaborateurs), a été sévèrement pris à partie, dans la presse juive, pour ses déclarations au retour d'une tournée qu'il avait conduit notamment en Égypte et en Jordanie. « J'ai pu constater, nous a-t-il déclaré, que les pays arabes coopèrent loyalement à la paix. Celle-ci est urgente car le conflit est resté sans fin pour Israël, que pour ses adversaires (...). Le sénateur du Massachusetts, qui est l'un des personnalités les plus respectées de la communauté israélienne, conclut : « Les organisations juives aux États-Unis ne sont pas représentatives. Leurs dirigeants, dont aucun n'a été élu, ne reflètent pas l'opinion de mes coreligionnaires quand ils s'en prennent aux propositions de paix de M. Carter, lequel est un ami sincère de l'État d'Israël. Bien que je pense qu'une épreuve de force soit évitée, je ne puis vous assurer que le lobby est plus puissant que le lobby juif ».

Le sénateur Eagleton, ancien candidat à la vice-présidence des États-Unis, a toujours été, comme M. Ribicoff, un partisan intransigent de la cause israélienne (l'un et l'autre ont signé, en 1976, la « lettre des 76 » au président Ford). « Comme beaucoup de mes électeurs juifs, nous dis-je, j'ai été choqué par les déclarations de M. Begin. (...) Les propositions de M. Carter constituent la seule voie raisonnable qui conduise à la paix. Si nous devons prévenir une nouvelle guerre, Israël devrait revenir à ses frontières de 1967, assurées de garanties de sécurité, et les Palestiniens devraient pouvoir disposer d'une patrie en Jordanie ».

Estimant qu'une confrontation qui aurait été probable si les traités israéliens s'étaient maintenus au pouvoir — est inévitables avec les maximalistes du Likoud, certains observateurs, à Washington, pensent que le président Carter devrait agir sans tarder. Dans quelques mois, il serait peut-être trop tard, puisque, à l'approche du renouvellement du Congrès (un tiers du Sénat et la totalité de la Chambre des représentants) prévu pour novembre 1978, nombre de parlementaires seront tentés, sous la pression du « lobby », d'adopter des positions contraires à leurs convictions.

Le président Carter, qui veut éviter l'épreuve de force, assure-t-on, multipliera les déclarations et les gestes d'apaisement. Mais, étant vivement préoccupé par les « conséquences désastreuses » qu'aurait une impasse prolongée au Proche-Orient, étant un homme « obéissant », il n'hésiterait pas, le cas échéant, à « résister » au « lobby », au besoin en s'adressant directement au peuple américain, pour lui expliquer l'importance des enjeux. C'est du moins ce qu'il aurait confié à de hautes personnalités arabes.

M. Begin, attendu à Washington le 19 juillet, réussira-t-il à convaincre le chef de l'exécutif américain qu'il ne cherche pas seulement à gagner du temps en proclamant que « tout est négociable » ?

FIN
(Tandis 11 juillet)

(1) Stéphane Isaac, journaliste au Washington Post, dans son ouvrage *Jews and American Politics* (Doubleday, 1974), rapporte que les juifs fournissent au parti démocrate et républicain respectivement 20 % et 40 % des fonds consacrés au financement des campagnes électorales.

Les succès de ce dernier ne se comptent plus. Mais son plus beau fleuron est sans doute la lettre que soixante-seize sénateurs (sur cent) adressèrent en avril 1976 au président Ford pour lui demander de renoncer à faire pression sur Israël, et il était plus tard de soumettre à cette démarche que d'affronter le lobby, nous a dit l'un des signataires les plus éminents.

Ceux qui poussent le président Carter à exercer des pressions décisives sur l'État d'Israël, en réduisant notamment l'aide à Jérusalem, estiment — tout comme les dirigeants juifs améri-

struction neuve, 18 chambres. Confort. Grande Terrasse. Terrain bordure rivière. Fonds 250 000 + Murs 1 600 000 F. Tél. 91-09-42. Ag. Im. Cérvalles BP 36 LE VIGAN 30120.

34 - Hérault
A PEROLS, 3 km de la mer (Palavas), 10 km de MONTPELLIER 34000. Parcelles de terrain, viabilisées 60m2, 90 000 F. T.C.C. Construction LIVRA. GIRAUDON, 4, rue J.-Favard, MONTPELLIER. Tél. (07) 92-94-42.

MONTPELLIER
En centre ville dans le nouveau quartier du POLYGOONE, à proximité immédiate Centre Commercial. Administrations, Bâties, Sociétés, RESIDENCES DU NOUVEAU MONDE du studio au 6 pièces en location ou en achat.
LIVRAISON octobre 1977 et fin 1978. Prix fermes et non négociables. Documentation sur demande à 50000, Centre Commercial Polygone, 24000 MONTPELLIER. Tél. (07) 38-31-31.

27 - Eure
R. Propriété NORMANDE, gd séjour, 4 ch. conf., 1 400 m2 plantés. SOLIST, 31, bd Gambetta Evreux T. (33) 33-47-51.

30 - Gard
LES HAUTS DE NIMES
TENNIS VILLAGE
ROUTE D'ANDUZE - NIMES
8 km ouest des arènes.
Centre de sports et de loisirs sur un domaine boisé de 43 hectares avec 24 courts de tennis.
Restaurant - Bar - Salle de réunions.
Piscine chauffée 25x12,5 mètres.
Activités sportives et jeux divers.
Direction sport et stages, G. DENIAU.
Ouvert toute l'année.
— Mas 1 pce 21 m2 avec tout, install. a. bain, w.-c. séparé, etc. 128.000 F.
— Mas 3 pces 40 m2 183.000 F.
— Mas 3 pces 52 m2 183.000 F.
Votre mas peut être loué lorsque vous ne l'occupez pas, par le service Gîte saison : 500 F par semaine Basse et Haute saison.
Bureau de vie et hameau modèle apt. Renseign. et docum. par correspond. : SOPEX S.A., Promoteur Constructeur Membre F.N.P.O.
1, quai des Bateliers, 67000 STRASBOURG. Tél. : (18-88) 38-21-33.

81 - Tarn
Station Touristique du Grand Les LAOUDAZ, 3 km de la Parc National Régional du Haut-Languedoc (Michelin 83 p. 3). Altitude 800 m. Chalet à louer avec terrain et vue panoramique sur le lac. Prix 125 000 F. AGENCE, 51430 Bellegarde.

A VENDRE pour raison santé. Hôtel-Restaurant « Bar Tabac Village » en Océenne. Entrée Parc National. Con-

PROCHE-ORIENT

ET ISRAËL

Les atouts de Jérusalem

Le dossier du Proche-Orient est complexe. Les enjeux sont élevés. Les positions sont tranchées. Les négociations sont difficiles. Les tensions sont vives. Les perspectives sont incertaines. Les solutions sont rares. Les défis sont nombreux. Les espoirs sont fragiles. Les craintes sont justifiées. Les risques sont réels. Les conséquences sont graves. Les intérêts sont divergents. Les conflits sont constants. Les violences sont fréquentes. Les souffrances sont profondes. Les larmes sont nombreuses. Les prières sont ardentes. Les vœux sont sincères. Les efforts sont constants. Les sacrifices sont nombreux. Les héros sont nombreux. Les martyrs sont nombreux. Les saints sont nombreux. Les anges sont nombreux. Les démons sont nombreux. Les sorcières sont nombreuses. Les magiciens sont nombreux. Les devins sont nombreux. Les prophètes sont nombreux. Les rois sont nombreux. Les princes sont nombreux. Les seigneurs sont nombreux. Les chevaliers sont nombreux. Les soldats sont nombreux. Les marins sont nombreux. Les aviateurs sont nombreux. Les astronautes sont nombreux. Les scientifiques sont nombreux. Les artistes sont nombreux. Les écrivains sont nombreux. Les philosophes sont nombreux. Les historiens sont nombreux. Les géographes sont nombreux. Les botanistes sont nombreux. Les zoologistes sont nombreux. Les médecins sont nombreux. Les ingénieurs sont nombreux. Les architectes sont nombreux. Les peintres sont nombreux. Les sculpteurs sont nombreux. Les musiciens sont nombreux. Les danseurs sont nombreux. Les acteurs sont nombreux. Les chanteurs sont nombreux. Les sportifs sont nombreux. Les joueurs sont nombreux. Les combattants sont nombreux. Les héros sont nombreux. Les martyrs sont nombreux. Les saints sont nombreux. Les anges sont nombreux. Les démons sont nombreux. Les sorcières sont nombreuses. Les magiciens sont nombreux. Les devins sont nombreux. Les prophètes sont nombreux. Les rois sont nombreux. Les princes sont nombreux. Les seigneurs sont nombreux. Les chevaliers sont nombreux. Les soldats sont nombreux. Les marins sont nombreux. Les aviateurs sont nombreux. Les astronautes sont nombreux. Les scientifiques sont nombreux. Les artistes sont nombreux. Les écrivains sont nombreux. Les philosophes sont nombreux. Les historiens sont nombreux. Les géographes sont nombreux. Les botanistes sont nombreux. Les zoologistes sont nombreux. Les médecins sont nombreux. Les ingénieurs sont nombreux. Les architectes sont nombreux. Les peintres sont nombreux. Les sculpteurs sont nombreux. Les musiciens sont nombreux. Les danseurs sont nombreux. Les acteurs sont nombreux. Les chanteurs sont nombreux. Les sportifs sont nombreux. Les joueurs sont nombreux. Les combattants sont nombreux. Les héros sont nombreux. Les martyrs sont nombreux. Les saints sont nombreux. Les anges sont nombreux. Les démons sont nombreux. Les sorcières sont nombreuses. Les magiciens sont nombreux. Les devins sont nombreux. Les prophètes sont nombreux. Les rois sont nombreux. Les princes sont nombreux. Les seigneurs sont nombreux. Les chevaliers sont nombreux. Les soldats sont nombreux. Les marins sont nombreux. Les aviateurs sont nombreux. Les astronautes sont nombreux. Les scientifiques sont nombreux. Les artistes sont nombreux. Les écrivains sont nombreux. Les philosophes sont nombreux. Les historiens sont nombreux. Les géographes sont nombreux. Les botanistes sont nombreux. Les zoologistes sont nombreux. Les médecins sont nombreux. Les ingénieurs sont nombreux. Les architectes sont nombreux. Les peintres sont nombreux. Les sculpteurs sont nombreux. Les musiciens sont nombreux. Les danseurs sont nombreux. Les acteurs sont nombreux. Les chanteurs sont nombreux. Les sportifs sont nombreux. Les joueurs sont nombreux. Les combattants sont nombreux. Les héros sont nombreux. Les martyrs sont nombreux. Les saints sont nombreux. Les anges sont nombreux. Les démons sont nombreux. Les sorcières sont nombreuses. Les magiciens sont nombreux. Les devins sont nombreux. Les prophètes sont nombreux. Les rois sont nombreux. Les princes sont nombreux. Les seigneurs sont nombreux. Les chevaliers sont nombreux. Les soldats sont nombreux. Les marins sont nombreux. Les aviateurs sont nombreux. Les astronautes sont nombreux. Les scientifiques sont nombreux. Les artistes sont nombreux. Les écrivains sont nombreux. Les philosophes sont nombreux. Les historiens sont nombreux. Les géographes sont nombreux. Les botanistes sont nombreux. Les zoologistes sont nombreux. Les médecins sont nombreux. Les ingénieurs sont nombreux. Les architectes sont nombreux. Les peintres sont nombreux. Les sculpteurs sont nombreux. Les musiciens sont nombreux. Les danseurs sont nombreux. Les acteurs sont nombreux. Les chanteurs sont nombreux. Les sportifs sont nombreux. Les joueurs sont nombreux. Les combattants sont nombreux. Les héros sont nombreux. Les martyrs sont nombreux. Les saints sont nombreux. Les anges sont nombreux. Les démons sont nombreux. Les sorcières sont nombreuses. Les magiciens sont nombreuses. Les devins sont nombreux. Les prophètes sont nombreux. Les rois sont nombreux. Les princes sont nombreux. Les seigneurs sont nombreux. Les chevaliers sont nombreux. Les soldats sont nombreux. Les marins sont nombreux. Les aviateurs sont nombreux. Les astronautes sont nombreux. Les scientifiques sont nombreux. Les artistes sont nombreux. Les écrivains sont nombreux. Les philosophes sont nombreux. Les historiens sont nombreux. Les géographes sont nombreux. Les botanistes sont nombreux. Les zoologistes sont nombreux. Les médecins sont nombreux. Les ingénieurs sont nombreux. Les architectes sont nombreux. Les peintres sont nombreux. Les sculpteurs sont nombreux. Les musiciens sont nombreux. Les danseurs sont nombreux. Les acteurs sont nombreux. Les chanteurs sont nombreux. Les sportifs sont nombreux. Les joueurs sont nombreux. Les combattants sont nombreux. Les héros sont nombreux. Les martyrs sont nombreux. Les saints sont nombreux. Les anges sont nombreux. Les démons sont nombreux. Les sorcières sont nombreuses. Les magiciens sont nombreuses. Les devins sont nombreux. Les prophètes sont nombreux. Les rois sont nombreux. Les princes sont nombreux. Les seigneurs sont nombreux. Les chevaliers sont nombreux. Les soldats sont nombreux. Les marins sont nombreux. Les aviateurs sont nombreux. Les astronautes sont nombreux. Les scientifiques sont nombreux. Les artistes sont nombreux. Les écrivains sont nombreux. Les philosophes sont nombreux. Les historiens sont nombreux. Les géographes sont nombreux. Les botanistes sont nombreux. Les zoologistes sont nombreux. Les médecins sont nombreux. Les ingénieurs sont nombreux. Les architectes sont nombreux. Les peintres sont nombreux. Les sculpteurs sont nombreux. Les musiciens sont nombreux. Les danseurs sont nombreux. Les acteurs sont nombreux. Les chanteurs sont nombreux. Les sportifs sont nombreux. Les joueurs sont nombreux. Les combattants sont nombreux. Les héros sont nombreux. Les martyrs sont nombreux. Les saints sont nombreux. Les anges sont nombreux. Les démons sont nombreux. Les sorcières sont nombreuses. Les magiciens sont nombreuses. Les devins sont nombreux. Les prophètes sont nombreux. Les rois sont nombreux. Les princes sont nombreux. Les seigneurs sont nombreux. Les chevaliers sont nombreux. Les soldats sont nombreux. Les marins sont nombreux. Les aviateurs sont nombreux. Les astronautes sont nombreux. Les scientifiques sont nombreux. Les artistes sont nombreux. Les écrivains sont nombreux. Les philosophes sont nombreux. Les historiens sont nombreux. Les géographes sont nombreux. Les botanistes sont nombreux. Les zoologistes sont nombreux. Les médecins sont nombreux. Les ingénieurs sont nombreux. Les architectes sont nombreux. Les peintres sont nombreux. Les sculpteurs sont nombreux. Les musiciens sont nombreux. Les danseurs sont nombreux. Les acteurs sont nombreux. Les chanteurs sont nombreux. Les sportifs sont nombreux. Les joueurs sont nombreux. Les combattants sont nombreux. Les héros sont nombreux. Les martyrs sont nombreux. Les saints sont nombreux. Les anges sont nombreux. Les démons sont nombreux. Les sorcières sont nombreuses. Les magiciens sont nombreuses. Les devins sont nombreux. Les prophètes sont nombreux. Les rois sont nombreux. Les princes sont nombreux. Les seigneurs sont nombreux. Les chevaliers sont nombreux. Les soldats sont nombreux. Les marins sont nombreux. Les aviateurs sont nombreux. Les astronautes sont nombreux. Les scientifiques sont nombreux. Les artistes sont nombreux. Les écrivains sont nombreux. Les philosophes sont nombreux. Les historiens sont nombreux. Les géographes sont nombreux. Les botanistes sont nombreux. Les zoologistes sont nombreux. Les médecins sont nombreux. Les ingénieurs sont nombreux. Les architectes sont nombreux. Les peintres sont nombreux. Les sculpteurs sont nombreux. Les musiciens sont nombreux. Les danseurs sont nombreux. Les acteurs sont nombreux. Les chanteurs sont nombreux. Les sportifs sont nombreux. Les joueurs sont nombreux. Les combattants sont nombreux. Les héros sont nombreux. Les martyrs sont nombreux. Les saints sont nombreux. Les anges sont nombreux. Les démons sont nombreux. Les sorcières sont nombreuses. Les magiciens sont nombreuses. Les devins sont nombreux. Les prophètes sont nombreux. Les rois sont nombreux. Les princes sont nombreux. Les seigneurs sont nombreux. Les chevaliers sont nombreux. Les soldats sont nombreux. Les marins sont nombreux. Les aviateurs sont nombreux. Les astronautes sont nombreux. Les scientifiques sont nombreux. Les artistes sont nombreux. Les écrivains sont nombreux. Les philosophes sont nombreux. Les historiens sont nombreux. Les géographes sont nombreux. Les botanistes sont nombreux. Les zoologistes sont nombreux. Les médecins sont nombreux. Les ingénieurs sont nombreux. Les architectes sont nombreux. Les peintres sont nombreux. Les sculpteurs sont nombreux. Les musiciens sont nombreux. Les danseurs sont nombreux. Les acteurs sont nombreux. Les chanteurs sont nombreux. Les sportifs sont nombreux. Les joueurs sont nombreux. Les combattants sont nombreux. Les héros sont nombreux. Les martyrs sont nombreux. Les saints sont nombreux. Les anges sont nombreux. Les démons sont nombreux. Les sorcières sont nombreuses. Les magiciens sont nombreuses. Les devins sont nombreux. Les prophètes sont nombreux. Les rois sont nombreux. Les princes sont nombreux. Les seigneurs sont nombreux. Les chevaliers sont nombreux. Les soldats sont nombreux. Les marins sont nombreux. Les aviateurs sont nombreux. Les astronautes sont nombreux. Les scientifiques sont nombreux. Les artistes sont nombreux. Les écrivains sont nombreux. Les philosophes sont nombreux. Les historiens sont nombreux. Les géographes sont nombreux. Les botanistes sont nombreux. Les zoologistes sont nombreux. Les médecins sont nombreux. Les ingénieurs sont nombreux. Les architectes sont nombreux. Les peintres sont nombreux. Les sculpteurs sont nombreux. Les musiciens sont nombreux. Les danseurs sont nombreux. Les acteurs sont nombreux. Les chanteurs sont nombreux. Les sportifs sont nombreux. Les joueurs sont nombreux. Les combattants sont nombreux. Les héros sont nombreux. Les martyrs sont nombreux. Les saints sont nombreux. Les anges sont nombreux. Les démons sont nombreux. Les sorcières sont nombreuses. Les magiciens sont nombreuses. Les devins sont nombreux. Les prophètes sont nombreux. Les rois sont nombreux. Les princes sont nombreux. Les seigneurs sont nombreux. Les chevaliers sont nombreux. Les soldats sont nombreux. Les marins sont nombreux. Les aviateurs sont nombreux. Les astronautes sont nombreux. Les scientifiques sont nombreux. Les artistes sont nombreux. Les écrivains sont nombreux. Les philosophes sont nombreux. Les historiens sont nombreux. Les géographes sont nombreux. Les botanistes sont nombreux. Les zoologistes sont nombreux. Les médecins sont nombreux. Les ingénieurs sont nombreux. Les architectes sont nombreux. Les peintres sont nombreux. Les sculpteurs sont nombreux. Les musiciens sont nombreux. Les danseurs sont nombreux. Les acteurs sont nombreux. Les chanteurs sont nombreux. Les sportifs sont nombreux. Les joueurs sont nombreux. Les combattants sont nombreux. Les héros sont nombreux. Les martyrs sont nombreux. Les saints sont nombreux. Les anges sont nombreux. Les démons sont nombreux. Les sorcières sont nombreuses. Les magiciens sont nombreuses. Les devins sont nombreux. Les prophètes sont nombreux. Les rois sont nombreux. Les princes sont nombreux. Les seigneurs sont nombreux. Les chevaliers sont nombreux. Les soldats sont nombreux. Les marins sont nombreux. Les aviateurs sont nombreux. Les astronautes sont nombreux. Les scientifiques sont nombreux. Les artistes sont nombreux. Les écrivains sont nombreux. Les philosophes sont nombreux. Les historiens sont nombreux. Les géographes sont nombreux. Les botanistes sont nombreux. Les zoologistes sont nombreux. Les médecins sont nombreux. Les ingénieurs sont nombreux. Les architectes sont nombreux. Les peintres sont nombreux. Les sculpteurs sont nombreux. Les musiciens sont nombreux. Les danseurs sont nombreux. Les acteurs sont nombreux. Les chanteurs sont nombreux. Les sportifs sont nombreux. Les joueurs sont nombreux. Les combattants sont nombreux. Les héros sont nombreux. Les martyrs sont nombreux. Les saints sont nombreux. Les anges sont nombreux. Les démons sont nombreux. Les sorcières sont nombreuses. Les magiciens sont nombreuses. Les devins sont nombreux. Les prophètes sont nombreux. Les rois sont nombreux. Les princes sont nombreux. Les seigneurs sont nombreux. Les chevaliers sont nombreux. Les soldats sont nombreux. Les marins sont nombreux. Les aviateurs sont nombreux. Les astronautes sont nombreux. Les scientifiques sont nombreux. Les artistes sont nombreux. Les écrivains sont nombreux. Les philosophes sont nombreux. Les historiens sont nombreux. Les géographes sont nombreux. Les botanistes sont nombreux. Les zoologistes sont nombreux. Les médecins sont nombreux. Les ingénieurs sont nombreux. Les architectes sont nombreux. Les peintres sont nombreux. Les sculpteurs sont nombreux. Les musiciens sont nombreux. Les danseurs sont nombreux. Les acteurs sont nombreux. Les chanteurs sont nombreux. Les sportifs sont nombreux. Les joueurs sont nombreux. Les combattants sont nombreux. Les héros sont nombreux. Les martyrs sont nombreux. Les saints sont nombreux. Les anges sont nombreux. Les démons sont nombreux. Les sorcières sont nombreuses. Les magiciens sont nombreuses. Les devins sont nombreux. Les prophètes sont nombreux. Les rois sont nombreux. Les princes sont nombreux. Les seigneurs sont nombreux. Les chevaliers sont nombreux. Les soldats sont nombreux. Les marins sont nombreux. Les aviateurs sont nombreux. Les astronautes sont nombreux. Les scientifiques sont nombreux. Les artistes sont nombreux. Les écrivains sont nombreux. Les philosophes sont nombreux. Les historiens sont nombreux. Les géographes sont nombreux. Les botanistes sont nombreux. Les zoologistes sont nombreux. Les médecins sont nombreux. Les ingénieurs sont nombreux. Les architectes sont nombreux. Les peintres sont nombreux. Les sculpteurs sont nombreux. Les musiciens sont nombreux. Les danseurs sont nombreux. Les acteurs sont nombreux. Les chanteurs sont nombreux. Les sportifs sont nombreux. Les joueurs sont nombreux. Les combattants sont nombreux. Les héros sont nombreux. Les martyrs sont nombreux. Les saints sont nombreux. Les anges sont nombreux. Les démons sont nombreux. Les sorcières sont nombreuses. Les magiciens sont nombreuses. Les devins sont nombreux. Les prophètes sont nombreux. Les rois sont nombreux. Les princes sont nombreux. Les seigneurs sont nombreux. Les chevaliers sont nombreux. Les soldats sont nombreux. Les marins sont nombreux. Les aviateurs sont nombreux. Les astronautes sont nombreux. Les scientifiques sont nombreux. Les artistes sont nombreux. Les écrivains sont nombreux. Les philosophes sont nombreux. Les historiens sont nombreux. Les géographes sont nombreux. Les botanistes sont nombreux. Les zoologistes sont nombreux. Les médecins sont nombreux. Les ingénieurs sont nombreux. Les architectes sont nombreux. Les peintres sont nombreux. Les sculpteurs sont nombreux. Les musiciens sont nombreux. Les danseurs sont nombreux. Les acteurs sont nombreux. Les chanteurs sont nombreux. Les sportifs sont nombreux. Les joueurs sont nombreux. Les combattants sont nombreux. Les héros sont nombreux. Les martyrs sont nombreux. Les saints sont nombreux. Les anges sont nombreux. Les démons sont nombreux. Les sorcières sont nombreuses. Les magiciens sont nombreuses. Les devins sont nombreux. Les prophètes sont nombreux. Les rois sont nombreux. Les princes sont nombreux. Les seigneurs sont nombreux. Les chevaliers sont nombreux. Les soldats sont nombreux. Les marins sont nombreux. Les aviateurs sont nombreux. Les astronautes sont nombreux. Les scientifiques sont nombreux. Les artistes sont nombreux. Les écrivains sont nombreux. Les philosophes sont nombreux. Les historiens sont nombreux. Les géographes sont nombreux. Les botanistes sont nombreux. Les zoologistes sont nombreux. Les médecins sont nombreux. Les ingénieurs sont nombreux. Les architectes sont nombreux. Les peintres sont nombreux. Les sculpteurs sont nombreux. Les musiciens sont nombreux. Les danseurs sont nombreux. Les acteurs sont nombreux. Les chanteurs sont nombreux. Les sportifs sont nombreux. Les joueurs sont nombreux. Les combattants sont nombreux. Les héros sont nombreux. Les martyrs sont nombreux. Les saints sont nombreux. Les anges sont nombreux. Les démons sont nombreux. Les sorcières sont nombreuses. Les magiciens sont nombreuses. Les devins sont nombreux. Les prophètes sont nombreux. Les rois sont nombreux. Les princes sont nombreux. Les seigneurs sont nombreux. Les chevaliers sont nombreux. Les soldats sont nombreux. Les marins sont nombreux. Les aviateurs sont nombreux. Les astronautes sont nombreux. Les scientifiques sont nombreux. Les artistes sont nombreux. Les écrivains sont nombreux. Les philosophes sont nombreux. Les historiens sont nombreux. Les géographes sont nombreux. Les botanistes sont nombreux. Les zoologistes sont nombreux. Les médecins sont nombreux. Les ingénieurs sont nombreux. Les architectes sont nombreux. Les peintres sont nombreux. Les sculpteurs sont nombreux. Les musiciens sont nombreux. Les danseurs sont nombreux. Les acteurs sont nombreux. Les chanteurs sont nombreux. Les sportifs sont nombreux. Les joueurs sont nombreux. Les combattants sont nombreux. Les héros sont nombreux. Les martyrs sont nombreux. Les saints sont nombreux. Les anges sont nombreux. Les démons sont nombreux. Les sorcières sont nombreuses. Les magiciens sont nombreuses. Les devins sont nombreux. Les prophètes sont nombreux. Les rois sont nombreux. Les princes sont nombreux. Les seigneurs sont nombreux. Les chevaliers sont nombreux. Les soldats sont nombreux. Les marins sont nombreux. Les aviateurs sont nombreux. Les astronautes sont nombreux. Les scientifiques sont nombreux. Les artistes sont nombreux. Les écrivains sont nombreux. Les philosophes sont nombreux. Les historiens sont nombreux. Les géographes sont nombreux. Les botanistes sont nombreux. Les zoologistes sont nombreux. Les médecins sont nombreux. Les ingénieurs sont nombreux. Les architectes sont nombreux. Les peintres sont nombreux. Les sculpteurs sont nombreux. Les musiciens sont nombreux. Les danseurs sont nombreux. Les acteurs sont nombreux. Les chanteurs sont nombreux. Les sportifs sont nombreux. Les joueurs sont nombreux. Les combattants sont nombreux. Les héros sont nombreux. Les martyrs sont nombreux. Les saints sont nombreux. Les anges sont nombreux. Les démons sont nombreux. Les sorcières sont nombreuses. Les magiciens sont nombreuses. Les devins sont nombreux. Les prophètes sont nombreux. Les rois sont nombreux. Les princes sont nombreux. Les seigneurs sont nombreux. Les chevaliers sont nombreux. Les soldats sont nombreux. Les marins sont nombreux. Les aviateurs sont nombreux. Les astronautes sont nombreux. Les scientifiques sont nombreux. Les artistes sont nombreux. Les écrivains sont nombreux. Les philosophes sont nombreux. Les historiens sont nombreux. Les géographes sont nombreux. Les botanistes sont nombreux. Les zoologistes sont nombreux. Les médecins sont nombreux. Les ingénieurs sont nombreux. Les architectes sont nombreux. Les peintres sont nombreux. Les sculpteurs sont nombreux. Les musiciens sont nombreux. Les danseurs sont nombreux. Les acteurs sont nombreux. Les chanteurs sont nombreux. Les sportifs sont nombreux. Les joueurs sont nombreux. Les combattants sont nombreux. Les héros sont nombreux. Les martyrs sont nombreux. Les saints sont nombreux. Les anges sont nombreux. Les démons sont nombreux. Les sorcières sont nombreuses. Les magiciens sont nombreuses. Les devins sont nombreux. Les prophètes sont nombreux. Les rois sont nombreux. Les princes sont nombreux. Les seigneurs sont nombreux. Les chevaliers sont nombreux. Les soldats sont nombreux. Les marins sont nombreux. Les aviateurs sont nombreux. Les astronautes sont nombreux. Les scientifiques sont nombreux. Les artistes sont nombreux. Les écrivains sont nombreux. Les philosophes sont nombreux. Les historiens sont nombreux. Les géographes sont nombreux. Les botanistes sont nombreux. Les zoologistes sont nombreux. Les médecins sont nombreux. Les ingénieurs sont nombreux. Les architectes sont nombreux. Les peintres sont nombreux. Les sculpteurs sont nombreux. Les musiciens sont nombreux. Les danseurs sont nombreux. Les acteurs sont nombreux. Les chanteurs sont nombreux. Les sportifs sont nombreux. Les joueurs sont nombreux. Les combattants sont nombreux. Les héros sont nombreux. Les martyrs sont nombreux. Les saints sont nombreux. Les anges sont nombreux. Les démons sont nombreux. Les sorcières sont nombreuses. Les magiciens sont nombreuses. Les devins sont nombreux. Les prophètes sont nombreux. Les rois sont nombreux. Les princes sont nombreux. Les seigneurs sont nombreux. Les chevaliers sont nombreux. Les soldats sont nombreux. Les marins sont nombreux. Les aviateurs sont nombreux. Les astronautes sont nombreux. Les scientifiques sont nombreux. Les artistes sont nombreux. Les écrivains sont nombreux. Les philosophes sont nombreux. Les historiens sont nombreux. Les géographes sont nombreux. Les botanistes sont nombreux. Les zoologistes sont nombreux. Les médecins sont nombreux. Les ingénieurs sont nombreux. Les architectes sont nombreux. Les peintres sont nombreux. Les sculpteurs sont nombreux. Les musiciens sont nombreux. Les danseurs sont nombreux. Les acteurs sont nombreux. Les chanteurs sont nombreux. Les sportifs sont nombreux. Les joueurs sont nombreux. Les combattants sont nombreux. Les héros sont nombreux. Les martyrs sont nombreux. Les saints sont nombreux. Les anges sont nombreux. Les démons sont nombreux. Les sorcières sont nombreuses. Les magiciens sont nombreuses. Les devins sont nombreux. Les prophètes sont nombreux. Les rois sont nombreux. Les princes sont nombreux. Les seigneurs sont nombreux. Les chevaliers sont nombreux. Les soldats sont nombreux. Les marins sont nombreux. Les aviateurs sont nombreux. Les astronautes sont nombreux. Les scientifiques sont nombreux. Les artistes sont nombreux. Les écrivains sont nombreux. Les philosophes sont nombreux. Les historiens sont nombreux. Les géographes sont nombreux. Les botanistes sont nombreux. Les zoologistes sont nombreux. Les médecins sont nombreux. Les ingénieurs sont nombreux. Les architectes sont nombreux. Les peintres sont nombreux. Les sculpteurs sont nombreux. Les musiciens sont nombreux. Les danseurs sont nombreux. Les acteurs sont nombreux. Les chanteurs sont nombreux. Les sportifs sont nombreux. Les joueurs sont nombreux. Les combattants sont nombreux. Les héros sont nombreux. Les martyrs sont nombreux. Les saints sont nombreux. Les anges sont nombreux. Les démons sont nombreux. Les sorcières sont nombreuses. Les magiciens sont nombreuses. Les devins sont nombreux. Les prophètes sont nombreux. Les rois sont nombreux. Les princes sont nombreux. Les seigneurs sont nombreux. Les chevaliers sont nombreux. Les soldats sont nombreux. Les marins sont nombreux. Les aviateurs sont nombreux. Les astronautes sont nombreux. Les scientifiques sont nombreux. Les artistes sont nombreux. Les écrivains sont nombreux. Les philosophes sont nombreux. Les historiens sont nombreux. Les géographes sont nombreux. Les botanistes sont nombreux. Les zoologistes sont nombreux. Les médecins sont nombreux. Les ingénieurs sont nombreux. Les architectes sont nombreux. Les peintres sont nombreux. Les sculpteurs sont nombreux. Les musiciens sont nombreux. Les danseurs sont nombreux. Les acteurs sont nombreux. Les chanteurs sont nombreux. Les sportifs sont nombreux. Les joueurs sont nombreux. Les combattants sont nombreux. Les héros sont nombreux. Les martyrs sont nombreux. Les saints sont nombreux. Les anges sont nombreux. Les démons sont nombreux. Les sorcières sont nombreuses. Les magiciens sont nombreuses. Les devins sont nombreux. Les prophètes sont nombreux. Les rois sont nombreux. Les princes sont nombreux. Les seigneurs sont nombreux. Les chevaliers sont nombreux. Les soldats sont nombreux. Les marins sont nombreux. Les aviateurs sont nombreux. Les astronautes sont nombreux. Les scientifiques sont nombreux. Les artistes sont nombreux. Les écrivains sont nombreux. Les philosophes sont nombreux. Les historiens sont nombreux. Les géographes sont nombreux. Les botanistes sont nombreux. Les zoologistes sont nombreux. Les médecins sont nombreux. Les ingénieurs sont nombreux. Les architectes sont nombreux. Les peintres sont nombreux. Les sculpteurs sont nombreux. Les musiciens sont nombreux. Les danseurs sont nombreux. Les acteurs sont nombreux. Les chanteurs sont nombreux. Les sportifs sont nombreux. Les joueurs sont nombreux. Les combattants sont nombreux. Les héros sont nombreux. Les martyrs sont nombreux. Les saints sont nombreux. Les anges sont nombreux. Les démons sont nombreux. Les sorcières sont nombreuses. Les magiciens sont nombreuses. Les devins sont nombreux. Les prophètes sont nombreux. Les rois sont nombreux. Les princes sont nombreux. Les seigneurs sont nombreux. Les chevaliers sont nombreux. Les soldats sont nombreux. Les marins sont nombreux. Les aviateurs sont nombreux. Les astronautes sont nombreux. Les scientifiques sont nombreux. Les artistes sont nombreux. Les écrivains sont nombreux. Les philosophes sont nombreux. Les historiens sont nombreux. Les géographes sont nombreux. Les botanistes sont nombreux. Les zoologistes sont nombreux. Les médecins sont nombreux. Les ingénieurs sont nombreux. Les architectes sont nombreux. Les peintres sont nombreux. Les sculpteurs sont nombreux. Les musiciens sont nombreux. Les danseurs sont nombreux. Les acteurs sont nombreux. Les chanteurs sont nombreux. Les sportifs sont nombreux. Les joueurs sont nombreux. Les combattants sont nombreux. Les héros sont nombreux. Les martyrs sont nombreux. Les saints sont nombreux. Les anges sont nombreux. Les démons sont nombreux. Les sorcières sont nombreuses. Les magiciens sont nombreuses. Les devins sont nombreux. Les prophètes sont nombreux. Les rois sont nombreux. Les princes sont nombreux. Les seigneurs sont nombreux. Les chevaliers sont nombreux. Les soldats sont nombreux. Les marins sont nombreux. Les aviateurs sont nombreux. Les astronautes sont nombreux. Les scientifiques sont nombreux. Les artistes sont nombreux. Les écrivains sont nombreux. Les philosophes sont nombreux. Les historiens sont nombreux. Les géographes sont nombreux. Les botanistes sont nombreux. Les zoologistes sont nombreux. Les médecins sont nombreux. Les ingénieurs sont nombreux. Les architectes sont nombreux. Les peintres sont nombreux. Les sculpteurs sont nombreux. Les musiciens sont nombreux. Les danseurs sont nombreux. Les acteurs sont nombreux. Les chanteurs sont nombreux. Les sportifs sont nombreux. Les joueurs sont nombreux. Les combattants sont nombreux. Les héros sont nombreux. Les martyrs sont nombreux. Les saints sont nombreux. Les anges sont nombreux. Les démons sont nombreux. Les sorcières sont nombreuses. Les magiciens sont nombreuses. Les devins sont nombreux. Les prophètes sont nombreux. Les rois sont nombreux. Les princes sont nombreux. Les seigneurs sont nombreux. Les chevaliers sont nombreux. Les soldats sont nombreux. Les marins sont nombreux. Les aviateurs sont nombreux. Les astronautes sont nombreux. Les scientifiques sont nombreux. Les artistes sont nombreux. Les écrivains sont nombreux. Les philosophes sont nombreux. Les historiens sont nombreux. Les géographes sont nombreux. Les botanistes sont nombreux. Les zoologistes sont nombreux. Les médecins sont nombreux. Les ingénieurs sont nombreux. Les architectes sont nombreux. Les peintres sont nombreux. Les sculpteurs sont nombreux. Les musiciens sont nombreux. Les danseurs sont nombreux. Les acteurs sont nombreux. Les chanteurs sont nombreux. Les sportifs sont nombreux. Les joueurs sont nombreux. Les combattants sont nombreux. Les héros sont nombreux. Les martyrs sont nombreux. Les saints sont nombreux. Les anges sont nombreux. Les démons sont nombreux. Les sorcières sont nombreuses. Les magiciens sont nombreuses. Les devins sont nombreux. Les prophètes sont nombreux. Les rois sont nombreux. Les princes sont nombreux. Les seigneurs sont nombreux. Les chevaliers sont nombreux. Les soldats sont nombreux. Les marins sont nombreux. Les aviateurs sont nombreux. Les astronautes sont nombreux. Les scientifiques sont nombreux. Les artistes sont nombreux. Les écrivains sont nombreux. Les philosophes sont nombreux. Les historiens sont nombreux. Les géographes sont nombreux. Les botanistes sont nombreux. Les zoologistes sont nombreux. Les médecins sont nombreux. Les ingénieurs sont nombreux. Les architectes sont nombreux. Les peintres sont nombreux. Les sculpteurs sont nombreux. Les musiciens sont nombreux. Les danseurs sont nombreux. Les acteurs sont nombreux. Les chanteurs sont nombreux. Les sportifs sont nombreux. Les joueurs sont nombreux. Les combattants sont nombreux. Les héros sont nombreux. Les martyrs sont nombreux. Les saints sont nombreux. Les anges sont nombreux. Les démons sont nombreux. Les sorcières sont nombreuses. Les magiciens sont nombreuses. Les devins sont nombreux. Les prophètes sont nombreux. Les rois sont nombreux. Les princes sont nombreux. Les seigneurs sont nombreux. Les chevaliers sont nombreux. Les soldats sont nombreux. Les marins sont nombreux. Les aviateurs sont nombreux. Les astronautes sont nombreux. Les scientifiques sont nombreux. Les artistes sont nombreux. Les écrivains sont nombreux. Les philosophes sont nombreux. Les historiens sont nombreux. Les géographes sont nombreux. Les botanistes

PROCHE-ORIENT

ET ISRAËL

Les atouts de Jérusalem

A la veille de la rencontre entre le président Carter et M. Menahem Begin, premier ministre israélien, qui devaient avoir, le mardi 19 juillet, leur premier entretien, les milieux proches des gouvernements de Washington et de Jérusalem affichent un relatif optimisme quant à l'issue des pourparlers.

La visite prévue à New-York, M. Begin a reçu, les 16 et 17 juillet dans sa suite au Waldorf Astoria, une foule d'administrateurs venus d'Amérique du Nord et du Sud, ainsi que les dirigeants d'organisations juives américaines.

Le rabbin Schindler, qui fait figure de président de la communauté israélienne, s'est déclaré convaincu que MM. Carter et Begin « s'entendront parfaitement ». Sans aller jusqu'à prendre à son compte ce pronostic, la grande presse américaine exclut une confrontation entre les deux hommes.

M. Begin espère obtenir du président Carter la reconnaissance de l'unité israélienne après les récentes mesures d'assimilation annoncées le 17 juillet par le ministre israélien des finances et mises en vigueur sur-le-champ.

M. Menahem Begin est tout le contraire d'un « sobre ». Le terme, qui sert à désigner les israéliens dans le pays, est le nom hébreu du fruit d'une variété de cactus dont la peau est piquante et le cœur tendre. Le chef du gouvernement de Jérusalem, exilé de Brest-Litovsk dans les années 40, a été surnommé « le parfait gentleman » par ses amis. Habitué avec recherche à une image d'homme courtois et prodigue d'une rhétorique quel que peu désuète. Ces apparences engageantes dissimulent mal cependant une volonté indomptable de convictions inébranlables et une détermination qui frise l'obsession. « Il a l'envergure d'un prophète », disent ses admirateurs. Les prophètes ignorent jusqu'au sens du compromis, rétorquent ses adversaires.

Le « plan de paix » que M. Begin présentera au président Carter — du moins tel qu'il a été esquissé par la presse israélienne — est à l'image de son auteur : conciliant dans la forme et conforme, sur le fond, aux dogmes qui ont guidé l'action du chef du Likoud. Depuis une quarantaine d'années, M. Begin s'est rallié à la résolution 242 du Conseil de sécurité mais pour mieux l'adapter à ses vues. Ce texte, à l'en croire, n'engage pas Israël à restituer tous les territoires conquis en 1967 puisque la résolution stipule que l'Etat lui devrait être doté de frontières « sûres ».

La Cisjordanie (« la Judée et la Samarie »), en particulier, qui fait partie intégrante de la « patrie historique » du peuple juif, ne sera pas rendue. N'a-t-elle pas été « annexée de force » par la Transjordanie à l'issue de la guerre de 1948 ? En tout cas, la résolution 242 ne peut s'appliquer à ce territoire puisque le tracé qui sépare Israël de la Jordanie, lors de la guerre de 1948, n'était que celui des « lignes d'armistice ».

Le président Carter s'écartera encore de la résolution 242, tout au moins celle-ci ne prévoit pas la création d'une « patrie palestinienne », mais seulement une solution au « problème des réfugiés ». Or ces derniers peuvent très bien être intégrés dans les divers pays arabes, en Transjordanie, s'ils le souhaitent. Quant aux habitants de Cisjordanie, sur une terre qui relèverait de la souveraineté israélienne, pourquoi une telle solution « volontaire » serait-elle moins légitime que le règlement territorial proposé par les Arabes et les Américains ?

Isoler les Palestiniens

M. Begin est moins intransigent en ce qui concerne les autres territoires conquis par Israël en 1967. Le premier ministre israélien assure-t-on, est disposé à rendre la majeure partie du Golan à la Syrie et la quasi-totalité du Sinaï à l'Egypte. Là encore, il demeure fidèle à ses convictions. Les stratégies du Likoud, en particulier le général Ezer Weizmann, nouveau ministre de la défense, se distinguent des travaillistes en estimant que ces deux territoires, une fois délimités, ne seront pas indispensables à la sécurité d'Israël. « Soutenir que Charm-el-Chéikh ou les détroits d'Aden sont nécessaires à notre survie est ridicule », nous confie, en avril dernier, le général Weizmann.

Ces considérations s'inscrivent harmonieusement dans la stratégie diplomatique qui paraît être celle de M. Begin. Celui-ci, de toute évidence, n'appréhende pas le règlement global (« package deal ») que propose M. Carter, et qui consiste à inciter Israël à rendre la quasi-totalité des territoires occupés en échange d'une pleine normalisation avec les pays arabes. A ces conditions, M. Begin préférerait une procédure plus modeste des « accords intermédiaires » — chers à M. Kissinger — voire des traités de paix bilatéraux qui lui permettraient de dissocier l'Egypte et la Syrie — à l'égard desquelles il est disposé à se montrer « très généreux » — de la Jordanie et des Palestiniens. Abandonnés à leur sort, ces derniers n'auraient plus alors qu'à se résigner à la perte de « la Judée et la Samarie ».

Tout indique que les Etats arabes concernés ne sont pas en mesure d'accepter le « plan de paix » de M. Begin. Son projet heurte aussi de front celui qu'a

élaboré le président Carter, en tenant compte des « intérêts cruciaux » de fidèles alliés que comptent les Etats-Unis dans la région. Les entretiens Carter-Begin sont-ils dès lors voués à l'échec ?

Il est presque certain que le chef de la Maison Blanche essaiera, dans un premier temps, d'éviter une rupture qui risquerait de susciter une épreuve de force. Théoriquement, il est en mesure d'aspirer l'Etat, dont les finances, l'économie, les approvisionnements en armements, dépendent de la bonne volonté de Washington. L'assistance américaine, publique et privée, s'est élevée l'année dernière à plus de 3 milliards de dollars, soit un milliard de dollars pour chaque Israélien. Cependant, les accords que décline M. Begin empêchent le président Carter d'exercer des pressions brutales, ou même subtiles, du moins dans la présente conjoncture. La réduction de l'aide financière, le ralentissement des livraisons de matériel militaire pour des « raisons techniques », par exemple, pourraient susciter de la part d'Israël des représailles non moins préjudiciables aux Etats-Unis.

Le spectre de la guerre

« En cas de pressions américaines », nous disait le général Weizmann, nous serions en mesure de mobiliser derrière nous l'ensemble des Israéliens, leur faire adopter des sacrifices matériels, faire appel à la solidarité de la Diaspora juive et résister indéfiniment à la volonté de Washington. En interrompant le dialogue, Jérusalem risquerait un « pourrissement » au Proche-Orient risquant de conduire, notamment, à l'affaiblissement de certains régimes pro-américains du monde arabe.

Le même objectif pourrait être atteint si, à l'occasion d'un « incident », par exemple sur la frontière israélo-libanaise, une nouvelle guerre devait éclater. Nous avons stocké suffisamment d'armements, d'une technologie avancée, pour importer à bref délai, sans avoir besoin du soutien américain, une assaillante encore l'ancien ministre de la défense, avant d'ajouter : « A l'ère nucléaire, un Idé Amin (le chef de l'Etat irakien) peut se payer le luxe de se comporter impunément comme un fou. Juste qu'il quel point pouvons-nous en faire autant, alors que notre existence est en jeu ? La question mériterait d'être méditée avant que l'on nous pousse dans nos derniers retranchements ».

Un autre homme politique, proche du Likoud, qui souhaite garder l'anonymat, nous disait encore avec le sourire : « Les Américains redoutent qu'une nouvelle guerre entraîne les Arabes à prêter l'oreille à la propagande de pétrole. Mais ne savent-ils pas que les champs et les installations pétrolières du Proche-Orient sont à la portée de nos bombardiers lourds ? »

Le chroniqueur militaire bien connu du journal *Haaretz*, M. Zeev Shiff, qui puise son inspiration à bonne source, écrivait le 10 juin dernier que, « la guerre

étant inévitable », « la population israélienne, sous la direction du Likoud pourrait être plus facilement persuadée de l'opportunité d'une guerre ou d'une attaque préventive (...) ».

Ces menaces, formulées le plus souvent en privé, ne sont pas prises à la légère à Washington. Le « triumvirat des généraux » Weizmann, Sharon-Dagan, au sein du gouvernement, dit-on dans la capitale fédérale, est capable de tout. S'il est vrai qu'un conflit armé offrirait aux Etats-Unis l'occasion d'intervenir énergiquement pour imposer un règlement, ajoute-t-on, sait-on jamais sur quel pourcentage déboucherait un tel conflit ? M. George Ball n'exclut pas, pour sa part, une confrontation soviéto-américaine.

L'ancien sous-secrétaire d'Etat, dont l'opinion est partagée par nombre de responsables américains, a qualifié dès avril dernier dans *Foreign Affairs* la possibilité de l'Etat juif d'être le théâtre d'une invasion arabe. « Devant le danger de destruction, Israël pourrait avoir recours à ses armes nucléaires ou du moins menacer de les utiliser », ajoutait-il.

Si le spectre de la guerre constitue pour M. Begin un atout majeur, il dispose, au préalable, d'une panoplie de moyens — le lobby pro-israélien du Congrès n'étant pas le moindre — pour dissuader le président Carter d'engager une épreuve de force avec Israël.

Habitué, le chef du Likoud se rend cependant à Washington une branche d'olivier à la main. Il proclame sa volonté de favoriser la reprise de la conférence de la paix à Genève. Il propose même que celle-ci se réunisse le 10 octobre. Il s'assure ainsi un succès de prestige, quelle que soit la réaction des Etats arabes. Si ceux-ci acceptent de négocier « sans conditions préalables », c'est-à-dire de discuter le « plan de paix » israélien, en excitant une participation palestinienne, il aura démontré que « la fermeté est payante ». Si, au contraire, les dirigeants arabes refusent d'engager le dialogue sur la base d'un « cessez-le-feu », il aura démontré que « la fermeté est payante ».

Le dilemme posé au président Carter est de taille. L'avortement de la conférence de Genève ou son échec, probable, si elle devait se tenir, ne manqueraient pas de dissuader le président Carter de la guerre arabe, même s'il était possible d'éviter de nouvelles hostilités.

La manière dont le chef de l'exécutif américain saura naviguer entre Charybde et Scylla donnera la mesure de son imagination et de sa volonté de susciter, à bref délai, comme il en maintes fois exprimé le vœu, un règlement « global et définitif » au Proche-Orient.

ERIC ROULEAU.

(Mardi 19 juillet.)

LES PARTENAIRES EUROPEENS D'UN IMPORTANT GROUPE D'INVESTISSEMENTS SPECIALISE DANS L'AGRO-INDUSTRIE TROPICALE

recherche pour le BRESIL leur :

REPRESENTANT-RESIDENT

Il sera chargé de :
 • la recherche et de la négociation de contrats avec le Gouvernement
 • la constitution de structures opérationnelles des projets
 • la liaison entre les opérations locales et le siège installé en Europe.

Pour cette fonction, le candidat intéressé devra avoir, dans un domaine analogue, un haut niveau de connaissances spécifiques et d'expérience pratique confirmée.

Diplômé de Grandes Ecoles et/ou de hautes Universités spécialisées, intéressé par les techniques, rompu à la gestion, ses connaissances effectives de l'anglais et, éventuellement du portugais, seront vivement appréciées.

Les rémunérations ne constitueront pas un obstacle.

Adressez dossier de candidature avec photo, salaire de base, sous référence 37 SM 130 30, rue de Mogador 75009 PARIS Discretion assurée

Centre de Psychologie Appliquée

AMÉRIQUES

Guatemala

L'armée s'éloigne de l'oligarchie foncière

L'attention a été récemment attirée sur le Guatemala, dont les dirigeants laissent planer une menace d'invasion militaire sur Belize (l'ancien Honduras britannique). Le territoire, malgré un statut d'autonomie interne accordé en 1964, dépend en effet toujours, juridiquement, du Royaume-Uni et le Guatemala le revendique.

La tension a beaucoup diminué dans la

région, et M. Ted Rowlands, ministre d'Etat au Foreign Office, se rendra du 19 au 21 juillet au Guatemala pour poursuivre les négociations anglo-guatemaltesques sur l'avenir de Belize commencées les 6 et 7 juillet à Washington.

Notre envoyé spécial décrit la situation actuelle au Guatemala, où une partie de l'armée aspire à ne plus être seulement le garant du pouvoir de l'oligarchie foncière.

De notre envoyé spécial

à ce qui est, de fait, une guerre civile permanente. « Il y a eu un assassinat toutes les dix heures », dit un journaliste qui, « par curiosité », a voulu dresser, sur la base des seuls communiqués de police consignés dans la presse, le bilan de la violence en 1976. Une année pourtant réputée « calme » — huit cent vingt-six morts, hommes, femmes, vieillards, enfants. Et, de l'avis général, on est encore loin du compte. Sans doute faut-il faire la part des crimes de droit commun. Mais comment faire la distinction, dans un pays livré au gangstérisme, où tous les conflits politiques, sociaux, économiques, voire personnels, se règlent par les armes ? On cite comme un « accident » l'affaire de M. Jorge Kong, ce puissant homme d'affaires, qui a été inculpé d'homicide et arrêté pour une vieille : il avait déchargé son revolver sur trois jeunes gens de bonne famille...

La presse, qui jouit pourtant d'une certaine liberté, n'enquête pas davantage que la police. La justice n'intervient qu'exceptionnellement. Il n'y a pas, dit-on, de prisonniers politiques au Guatemala.

Près de la moitié des victimes de la violence — les statistiques l'attestent — sont des paysans. Un quart d'entre elles sont des ouvriers et des « marginaux » des bidonvilles. Mais personne ne se considère à l'abri des mauvais coups, et rares sont ceux sortant sans un revolver. « On peut ainsi éviter d'être assassiné à courte distance », explique, non sans un brin d'humour, un jeune professeur d'université. Le nombre de ses gardes du corps donne la mesure de l'influence politique ou de la fortune d'un personnage.

« Je ne dors pas chez moi », Secrétaire général de la Confédération nationale des travailleurs (C.N.T.), M. Miguel Angel Altezuez sait que sa vie est menacée. Succèsivement marchand, vendeur de journaux, de billets de loterie, puis employé de pharmacie, il a ensuite travaillé dans une fabrique de cosmétiques, où il a organisé le premier syndicat. Cela suffirait sans doute à le condamner au chômage, s'il ne s'était, de surcroît, consacré au syndicalisme. « Former un syndicat au Guatemala, explique-t-il, est une tâche nécessairement clandestine : il faut d'abord convaincre des travailleurs apeurés et réticents d'unir pour former leurs revendications ; attendre ensuite que le ministre du travail leur concède la personnalité juridique. Cela prend parfois de longs mois. Pendant ce temps, les patrons manœuvrent pour tuer l'organisation d'un coup. Presque toujours, ils ont un dernier recours : appel à la police ou à leurs propres groupes de choc... »

L'aspiration à la démocratie

Dans les campagnes, où vivent les deux tiers de la population, les conditions sont encore plus dures. Des paysans du département de Quetzaltenango attendent depuis bientôt sept ans que le gouvernement veuille bien reconnaître la figure qu'ils ont formée les coopératives, qui se développent pourtant, sous l'impulsion des autorités, sont en butte aux attaques des propriétaires. Ceux-ci n'hésitent pas, non plus, à user de la force. Les de tant de violence, le peuple aspire à la paix dans le respect des lois.

C'est l'opinion, en tout cas, de M. René de León Schlotter, chef du parti démocrate-chrétien, la seule formation politique qui lousse d'une certaine audience parmi les indigènes majoritaires dans le pays. « La démocratie, dit-il, n'est pas ici un concept dénué de contenu. C'est une aspiration populaire. Pour rétablir l'état de droit — il faut, explique-t-il, désarmer les extrémistes, mais, afin de contenir les débordements du M.L.N. et de l'oligarchie foncière, il est nécessaire de conquérir une part au moins du pouvoir, avec l'appui d'une fraction respectée de l'armée ».

Voilà un programme modeste, qui implique pourtant de lourdes concessions. Car il ne suffit pas, au Guatemala, de gagner les élections pour accéder au gouvernement. On a pu le constater en 1974 : arrivé en tête, le général Efraín Ríos Montt, candidat des démocrates-chrétiens et des

sociaux-démocrates du FUR, a été battu au cours... des opérations de dépouillement des voix. Les chefs militaires, véritables arbitres des élections, n'avaient pas tous disposés à triquer les résultats. Mais la M.L.N. a trouvé les moyens, financiers surtout, pour calmer les remords des plus réalistes et faciliter l'accès à la présidence du général Augund. A l'approche des élections de 1978, les démocrates-chrétiens ont déjà choisi leur candidat : un militaire, bien sûr, qui semble compter sur de solides appuis parmi les grands électeurs de l'armée. Le général Ricardo Peralta Méndez fera-t-il mieux que son prédécesseur ? Il en est convaincu. Si la D.C. n'a pu accéder au gouvernement en 1974, c'est, nous a-t-il expliqué, parce qu'elle avait proposé des changements trop brusques et, de ce fait, inspiré de trop vives craintes aux nantis. Le général a déjà révisé un programme que le parti démocrate-chrétien se prépare encore à mettre à jour.

A l'entendre, aucune réforme agraire ou fiscale n'est plus nécessaire au Guatemala, où les disparités sociales restent pourtant énormes. « La terre ne manque pas ici : il s'agit avant tout d'améliorer les rendements et d'accélérer la colonisation des départements d'Alta-Verapaz et du Peten, la partie septentrionale du pays. » Pourquoi, dans ces conditions, l'oligarchie foncière s'oppose-t-elle encore aux démocrates-chrétiens ?

La M.L.N. n'entend pas céder la place sans luter, par tous les moyens, ses relations avec les militaires se sont détériorées : « L'armée déteste M. Sandoval et ses partisans », nous a dit un ambassadeur en poste à Ciudad-Guatemala. Le fait est qu'aucun officier supérieur d'active n'a accepté d'être le candidat du Mouvement. M. Sandoval a dû se rabattre sur le colonel Peralta Méndez, ancien président de la République, plus proche des caudillos de jadis que des technocrates d'aujourd'hui.

« Plus que d'importe quelle autre institution, l'armée guatemalteque a profondément changé, affirme le général Peralta, ancien élève de l'école de guerre du Pérou, fondateur en 1970, et premier directeur, du Centre d'études militaires (CEM) : les officiers reçoivent aujourd'hui sur place une formation humaniste complète, qui développe largement leurs activités professionnelles. Tandis que les forces armées formulent ce que le général décrit comme « une doctrine militaire nationale », l'influence des Etats-Unis, où près de trois mille officiers ont, depuis 1960, été instruits, tend à décroître. Au point que le général Augund a pu, en mars dernier, rejeter l'aide militaire américaine — que le gouvernement de M. Carter subordonne au respect des droits de l'homme.

Cette évolution ne débouche pas nécessairement sur un « dégelage politique » souhaité par certains chefs. Certes l'hostilité « viscérale » au communisme n'est plus la marque distinctive des nouvelles générations d'officiers. Ceux-ci sont plus ouverts aux idées de réformes sociales. C'est, en tout cas, ce qui ressort d'une enquête récente. Mais, à en juger par ce sondage, ils n'ont que mépris pour les parts politiques et leurs dirigeants et manifestent une grande confiance dans leurs propres capacités à diriger le pays. M. de León Schlotter a perçu la danger : « Raison de plus, dit-il, pour nous dépêcher... »

PHILIPPE LABREVEUX.

(Samedi 16 juillet.)

Le Monde dossiers et documents

NUMERO DE JUILLET, AOUT, SEPTEMBRE

LES DROITS DE L'HOMME
 VACANCES EN FRANCE

Le numéro : 2,50 F

Les limites du paternalisme au Japon

I. — Les oubliés de la croissance

Tokyo. — Un petit sourire triste éclaira parfois le visage tout ridé de M. Uno, retraité japonais de soixante-deux ans. Vêtu de l'humble yukata — robe de chambre traditionnelle — et chaussé de sandales en bois, M. Uno raconte, sans la moindre acrimonie, sa vie d'ingénieur devenu concierge jusqu'à soixante et onze ans pour « joindre les deux bouts ». Aujourd'hui, sa retraite mensuelle atteint 54 100 yens (environ 370 F) ; il en consacre 15 000 (270 F) à son loyer et aux charges annexes ; le reste suffit à peine pour survivre dans la capitale, où le coût de la vie est très élevé.

M. Uno est un exemple typique de ces millions de Japonais qui n'ont pas eu la chance de travailler toute leur vie dans une grande entreprise. Ingénieur en électricité, il quitte la mine après quinze ans de présence, pour mieux profiter, pense-t-il, de la croissance économique. Il fonde une entreprise au lendemain de la guerre. Au bout de trois ans, c'est la faillite et le voilà condamné à la condition des salariés en P.M.E., avec un faible salaire, dans une imprimerie. Quand arrive la cinquantaine, l'âge souvent fatidique au Japon, l'ancien ingénieur se retrouve sur le pavé ; il n'obtient comme emploi que celui de concierge. Il le sera pendant vingt-deux ans, et quand, à soixante et onze ans, il réclame une aide, celle-ci lui est refusée.

L'ingénieur-concierge, qui voudrait pourtant pouvoir encore travailler, est condamné à l'inactivité et à une maigre pension. Vivant seul, M. Uno, dont l'unique plaisir est de cultiver les fleurs de l'immeuble collectif où il habite, admet qu'il a du mal à s'en sortir, mais il estime que ce n'est pas trop pénible. Il y a plus. Son frère, un paysan âgé de soixante-cinq ans, ne reçoit qu'une pension égale à 18 300 yens par mois, à peine 330 F. « Il continue à travailler », dit-il.

Effectivement, comme le frère de M. Uno, des millions de Japonais âgés perçoivent une allocation ridiculement basse : dans le régime d'assurance-vieillesse des indépendants (23 millions de cotisants), 3 120 000 personnes ne reçoivent en moyenne, en 1976, que 14 200 yens par mois, parce que dans ce régime, créé seulement en 1959, les retraités ont peu cotisé. Pis, plus de cinq millions de personnes âgées, dont beaucoup ont plus de soixante-dix ans, ne reçoivent que l'allocation minimale, car elles n'ont jamais bénéficié d'un système de retraite : elles ne perçoivent en 1976 que 10 800 yens (13 500 actuellement), soit environ le septième seulement du minimum vieillesse en France ! Au total, près des trois quarts des 11,7 millions de personnes âgées ne peuvent subsister seules à leurs besoins.

La situation des anciens salariés n'est pas pour autant satis-

faissante. A cinquante-cinq ans, en principe — le plus souvent vers cinquante-sept ans, selon la coutume en vigueur — le salarié est renvoyé de son entreprise avec une indemnité de départ variable selon la firme où il travaille : 20 % des entreprises, les plus prospères, versent dans le meilleur des cas (trente ans de présence) 8 millions de yens. Pour la majorité des ouvriers, l'indemnité est bien plus faible.

La plupart des « pré-retraités » à la japonaise cherchent un nouvel emploi, qui, s'il est trouvé, est rémunéré de 20 % à 30 % au-dessous du traitement antérieur. Quand arrive l'âge de la véritable retraite — cinquante-cinq ans pour les femmes, soixante ans pour les hommes — la pension varie selon l'origine professionnelle (il y a huit systèmes d'assurance). Les mieux nantis appartiennent évidemment aux secteurs publics ou spéciaux, comme les 300 000 retraités des chemins de fer, des tabacs, des forêts, qui reçoivent en moyenne 1 million 60 000 yens par an, les 280 000 fonctionnaires âgés (1 million de yens), les enseignants en retraite (750 000 yens), soit en général de 50 % à 60 % du dernier salaire.

Quant au régime des salariés du secteur privé (23,6 millions de cotisants), il assure une pension égale en théorie à 50 % ou 60 % du salaire — soit, toujours en principe et en moyenne, 100 000 yens par mois si la personne âgée a cotisé régulièrement. En fait, la pension moyenne pour les 2 370 000 retraités du privé n'atteint que 55 800 yens par mois en 1976, soit à peine le minimum vital à Tokyo pour une personne qui possède son logement. Selon le ministère de la Santé, qui donne d'autres chiffres, la pension moyenne serait de 60 000 yens par mois, soit 49 % du montant du salaire moyen perçu pendant toute la vie. Si l'on ajoute à la rémunération de base le « bonus » versé deux fois par an, et sur lequel le salarié ne verse pas de cotisation, la pension ne représente que 41,6 % du salaire total, et seulement 25 % du salaire prévu en fin de carrière ou à cinquante-cinq ans, selon les cas.

Une histoire sociale très récente

Sauf exception, tout le monde admet l'insuffisance du système des retraites. Pour M. Ohishi, directeur du JETRO (Centre japonais du commerce extérieur), « le Japon a un retard considérable dans ce domaine » ; au ministère de la Santé, M. Kaneda reconnaît que « par rapport à l'Europe, les différences les plus importantes dans le domaine social portent sur les pensions ». Et les dirigeants du syndicat Sohyo ne mâchent pas leurs

mot pour dénoncer la situation scandaleuse des personnes âgées. S'il est vrai que la solidarité entre générations et la formule des cadeaux existaient encore, certains observateurs notent cependant que la vie urbaine et moderne ébranle de plus en plus la société traditionnelle. « Au moins 30 % des personnes âgées vivent seules, indique M. Ota, syndicaliste de la Sohyo, et les journaux signalent trop souvent la mort soudaine d'un vieillard dont on a découvert le cadavre plusieurs semaines, voire trois ou quatre mois, après le décès ».

Mais les dirigeants du JETRO, du ministère de la Santé comme certains responsables du Conseil de la Sécurité sociale rappellent que « l'histoire sociale du Japon est toute récente » et que « en conséquence les anciens n'ont pas eu la possibilité de participer à un système d'assurance. Des efforts

importants ont été accomplis ces dernières années, notamment en introduisant depuis 1973 le système de l'indemnité ». « Désormais, ajoutent-ils, et cela depuis 1959, la quasi-totalité de la population peut cotiser dans l'une des huit institutions existantes ».

Progressivement, les régimes de retraite vont entrer en régime de croisière et le problème du financement se posera en termes assez graves. « Les vieux, qui ne représentent actuellement que 8 % de la population active, peseront de plus en plus lourd », indique le professeur Chabuchi : 14 % dans dix ans, bien davantage à la fin du siècle. Selon les spécialistes, le taux de cotisation, qui a déjà été relevé depuis quelques années (64 % en 1971, 9 % actuellement), devra passer à 12,7 % en 1990 et dépasser 30 % en 2010 si l'on veut maintenir le taux des pensions.

Mais d'autres réformes plus rapides et fondamentales sont souhaitées. Déjà un certain nombre d'entreprises ont transformé la formule du versement d'une indemnité unique de départ à la retraite en un système de retraites mensuelles complémentaires. Certains partis — socialistes, néo-libéraux et des syndicats réclament une harmonisation, voire l'unification des régimes d'assurance et en tout cas un renforcement de l'aide collective. Le syndicat Sohyo, qui demande que les cotisations soient versées en deux tiers par les employeurs et non plus selon la formule 60-50, veut, en outre, obtenir des entreprises le maintien de la main-d'œuvre jusqu'à soixante ans.

Les professeurs Chabuchi et Saguchi soulignent la nécessité de réformer, mais ajoutent qu'il faudra aussi modifier les conditions de travail et la rémunération à l'ancienneté, qui incite les employeurs à se débarrasser des anciens salariés. Les Japonais, qui ont cotisé peu pour les retraites (mais épargné la solidarité nationale), sont prêts à la solidarité nationale ?

Les syndicalistes admettent que la population — très jeune dans son ensemble — n'est pas disposée à se battre vraiment pour défendre les personnes âgées, oubliées de la croissance. Lorsque, en 1973, le Sohyo a lancé une grève de vingt-quatre heures, un tiers des adhérents seulement ont arrêté le travail, le plus souvent pour quelques heures seulement. A tous les niveaux de responsabilité, cependant, les stat-majors commencent à prendre conscience qu'un effort est nécessaire, ce qui les incite à proposer le maintien d'un taux de croissance économique assez élevé.

(Lundi 11 juillet.)

COMMANDEZ DIRECTEMENT
TOUS VOS LIVRES FRANÇAIS

Librairie
DELAMAIN

155, rue Saint-Honoré,
75001 PARIS

Sur simple demande, envoi
gratuit de notre bulletin

« Les livres du mois »

II. — La querelle des charges sociales

Tokyo. — « Nous sommes des incompris. Le Japon ne fait pas d'une bonne réputation, mais nous sommes attaqués sur la base de rumeurs ou de statistiques erronées. » Cette déclaration du directeur du JETRO (Centre japonais du commerce extérieur), le premier jour d'une enquête officielle puis officielle au Japon, a été répétée plusieurs fois par des dirigeants patronaux ou gouvernementaux, à propos du difficile et complexe problème des prestations sociales et du coût de la main-d'œuvre. La sécurité sociale, au sens européen du terme, est effectivement peu développée, exception faite de la protection contre la maladie. Les régimes de retraite sont peu généreux. Les aides publiques à la famille sont encore réduites. Voies seulement en 1971 et appliquées en 1972, la loi sur les prestations familiales financées par l'Etat ne prévoit le versement d'allocations assez faibles (3 000 yens par mois, mais 30 F) qu'à partir du troisième

enfant. En revanche, l'assurance-maladie est plus avantageuse qu'en France, du moins pour les salariés. Les cotisations des frais pharmaceutiques et médicaux : gratuite pour le cotisant, remboursement à 70 % pour l'épouse et les enfants. Les cotisations sont respectivement de 700 et 900 dollars ; pour une société de cinquante à cent cinquante salariés, de 650 et 600 dollars ; pour une petite entreprise de moins de 30 salariés, le salaire moyen serait de 700 dollars et le coût social de 800 dollars. « Ce sont des arguments et des chiffres que l'on vend aux étrangers », nous ont déclaré des syndicalistes, mais aussi des professeurs. A moins, nous ont dit certains d'entre eux, que l'on ne précise le contenu du coût social.

Tout dépend de la définition que l'on donne au salaire : s'agit-il du salaire mensuel de base ? Le calcul est exact : aux 100 yens versés à un Japonais, il faut ajouter un coût social de 30 à 40 yens, soit de 30 à 40 % du salaire. Mais si l'on raisonne en termes de salaire annuel, le coût social serait de 700 dollars et le coût social de 800 dollars. « Ce sont des arguments et des chiffres que l'on vend aux étrangers », nous ont déclaré des syndicalistes, mais aussi des professeurs. A moins, nous ont dit certains d'entre eux, que l'on ne précise le contenu du coût social.

Tout dépend de la définition que l'on donne au salaire : s'agit-il du salaire mensuel de base ? Le calcul est exact : aux 100 yens versés à un Japonais, il faut ajouter un coût social de 30 à 40 yens, soit de 30 à 40 % du salaire. Mais si l'on raisonne en termes de salaire annuel, le coût social serait de 700 dollars et le coût social de 800 dollars. « Ce sont des arguments et des chiffres que l'on vend aux étrangers », nous ont déclaré des syndicalistes, mais aussi des professeurs. A moins, nous ont dit certains d'entre eux, que l'on ne précise le contenu du coût social.

Selon M. Naruse, un permanent de cette institution, les charges sociales — légales et facultatives — sont beaucoup moins élevées au Japon (base et « bonus ») dans les grandes sociétés, 15 % dans les firmes de cent à mille personnes et 13 % au-dessous de cent personnes. Si l'on raisonne en termes de salaire annuel, le coût social serait de 700 dollars et le coût social de 800 dollars. « Ce sont des arguments et des chiffres que l'on vend aux étrangers », nous ont déclaré des syndicalistes, mais aussi des professeurs. A moins, nous ont dit certains d'entre eux, que l'on ne précise le contenu du coût social.

La productivité humaine de la « grande famille »

« Quelle surprise lorsqu'on vit le nouveau chaufage arriver huit jours avant son embauche pour simplement se préparer à son futur travail et à son futur logement ! Cette anecdote racontée par un Français vivant au Japon n'a rien d'exceptionnel. » Dans la grande famille japonaise, les salariés arrivent fréquemment une demi-heure, voire une heure, en avance pour se mettre en tenue et préparer le poste de travail. Les congés payés ? Beaucoup de Japonais, comme la plupart des salariés en France, ne les prennent pas en totalité. A la société de production de vis Matsushita Gawa (six cent cinquante salariés), vingt personnes ne prennent jamais de congés, 40 % à dix jours sur quinze et les anciens dix jours environ sur vingt. Au bout de deux ans, les droits au congé sont perdus mais, en général, je fais un cadeau en versant une prime », déclare le directeur, M. Ishi.

Chez Matsushita, M. Asahi, ouvrier de vingt-huit ans qui a dix ans d'ancienneté, n'a pris que cinq jours de congé sur quinze, et il n'a pas l'intention d'en prendre cette année. Pourquoi ? La réponse toute simple tombe : « Parce qu'il aime son travail. » Dix pour cent des salariés prennent tout leur congé, à l'exception de quelques-uns, avant d'ajouter : « Certains trouvent leur joie dans les vacances, d'autres dans le travail. La compagnie est pour ces derniers une grande partie de leur vie, et si le fondateur du groupe, M. Matsushita lui-même, estime que donner plus de temps libre ne serait pas

confortable, des salles de repas ou de loisir. Tout près de l'établissement de montage de postes de télévision Matsushita, un centre social domine le quartier industriel avec ses terrasses, son parc à jeux et ses jardins ; le groupe en possède quatorze. Dans un coin du jardin, un bâtiment est en partie consacré au mariage des employés ; une salle de maquillage attend l'heureuse élue ; pour la longue séance d'habillage ; à côté, une salle spéciale est prête pour prendre la famille en photo ; plus loin une pièce dotée de nombreux objets religieux shintoïstes et, à côté, la salle des banquets ; à l'étage supérieur, des chambres pour loger les parents.

Formation continue, logement, restaurant, terrains de sport, hôpitaux parfois, cadeaux très souvent en cas d'événements tout cela effectivement coûte cher. La Chambre arbitrale de commerce prévient les candidats à l'investissement : pour un salaire de base égal à 100, il faut estimer le coût total de la main-d'œuvre à 200, voire 220. Un professeur d'économie qui semble très prisé des milieux patronaux et gouvernementaux, M. Matsuyama, estime que sur ce problème, selon ses premiers résultats, les charges sociales sont effectivement très lourdes : pour une rémunération mensuelle moyenne de 900 dollars (4 400 F) dans une grande entreprise, le coût social supplémentaire est de 1 200 dollars (5 280 F) ; pour une entreprise moyenne, le coût social supplémentaire est de 700 et 900 dollars ; pour une société de cinquante à cent cinquante salariés, de 650 et 600 dollars ; pour une petite entreprise de moins de 30 salariés, le salaire moyen serait de 700 dollars et le coût social de 800 dollars. « Ce sont des arguments et des chiffres que l'on vend aux étrangers », nous ont déclaré des syndicalistes, mais aussi des professeurs. A moins, nous ont dit certains d'entre eux, que l'on ne précise le contenu du coût social.

Tout dépend de la définition que l'on donne au salaire : s'agit-il du salaire mensuel de base ? Le calcul est exact : aux 100 yens versés à un Japonais, il faut ajouter un coût social de 30 à 40 yens, soit de 30 à 40 % du salaire. Mais si l'on raisonne en termes de salaire annuel, le coût social serait de 700 dollars et le coût social de 800 dollars. « Ce sont des arguments et des chiffres que l'on vend aux étrangers », nous ont déclaré des syndicalistes, mais aussi des professeurs. A moins, nous ont dit certains d'entre eux, que l'on ne précise le contenu du coût social.

Le Japon est-il prêt, pour autant, à calquer les méthodes européennes et les institutions de ses sécurités sociales ? La majorité des Japonais, très attachés à la solidarité familiale et au système particulier des relations dans l'entreprise, ne réclament, pour le moment, aucun bouleversement social. L'alignement ? Sans doute, mais il sera progressif et marqué du label « made in Japan ».

FIN

(Mardi 12 juillet.)

D'AUTRES EXCLUS

Elle gagne 50 000 yens par mois, soit 3 300 F. Pourtant tous les deux travaillent depuis dix ans dans l'une des entreprises les plus avancées dans le domaine social, Matsushita. Cet écart entre deux ouvriers ne s'explique pas seulement par une durée de travail et une affectation différentes. Lui, M. Asahi, contribue sur une chaîne de production de postes de télévision, est présent huit heures par jour à l'usine, tandis que la jeune Mme Abeyama ne travaille que sept heures par jour, elle aussi sur la chaîne. Cette différence d'une heure par jour fait perdre à l'ouvrière le bénéfice de l'augmentation des salaires à l'ancienneté. Mme Abeyama ne fait pas partie de la catégorie des salariés à droit régulier.

M. Nakada a quitté l'école à seize ans, sans diplôme, sans qualification. A vingt et un ans, il a déjà essuyé plusieurs métiers : aide-chauffeur, manutentionnaire sur un marché au poisson, salarié d'un petit artisan. Actuellement, il travaille au « noir », comme chauffeur de camion, sur un petit entrepôt de transport dans les chaufers. Aucune cotisation, aucune protection. M. Nakada gagne, à vingt et un ans, 150 000 à 160 000 yens par mois, selon le nombre de trajets effectués. Il commence le travail à 6 h. 30 et termine souvent à 20 heures. « Les bons jours, dit-il, je

n'arrête pas, même la nuit, quitte à dormir au bureau ou dans la cabine du véhicule. » Mais, en pareil cas, lorsque les affaires marchent bien, le patron lui remet une enveloppe supplémentaire et il arrive parfois à 200 000 yens par mois. « Épargne ? Tant mieux que mal, il y arrive, mais il dépense beaucoup en loisirs divers. Son rêve ? « Prendre un commerce de poissons. »

Outre les personnes âgées, les femmes et certains jeunes, d'autres personnes pâtissent du système japonais, où seuls les salariés des grandes entreprises sont vraiment sûrs de leur avenir — même si l'usine doit réduire son activité, car on affecte alors les ouvriers en sur-nombre à d'autres tâches, quitte à élever des anguilles dans une aciérie, comme cela nous a été indiqué. Mais il y a les autres, ceux qui peuvent être licenciés, quand ils appartiennent à de petites firmes ou travaillent comme saisonniers dans les grandes firmes.

Combien y a-t-il de chômage ? Officiellement, 2 % de la population active. En fait, beaucoup plus : le professeur Nishiyama estime que la proportion atteint 5 %. M. Ota, responsable syndical, parle, lui, de 3 % : 1 million de chômeurs complets et 1,5 million qui ne travaillent que quelques heures par semaine.

La fête et le drame

23 22 21

FRANCE

La conférence de presse de M. Mitterrand

LE POUVOIR ET LE PATRONAT RÉAGISSENT AVEC VIGUEUR

(Suite de la première page.)

Confirmer une fois de plus que la « perspective » de la gauche n'est nullement d'ouvrir une crise de régime, et d'indiquant non sans raison que M. Giscard d'Estaing ait accusé le P.C.F. de s'opposer à un « coup d'Etat », le premier secrétaire du P.S., indiquant qu'« à son avis » l'opposition victorieuse devrait procéder dès la première session de la nouvelle législature, c'est-à-dire dès le printemps 1978, aux réformes institutionnelles que propose le programme commun : retour au scrutin proportionnel, suppression du « domaine réservé » du chef de l'Etat, réajustement des pouvoirs. Cette réforme serait opérée dans le strict respect de l'article 89 de la Constitution, qui définit la procédure de révision, et que de Gaulle avait souverainement ignoré en 1958.

La gauche ne s'étant jamais intéressée prioritairement, et ce fut son tort, aux problèmes institutionnels, et ayant souvent expliqué qu'en cas de succès elle aurait à régler bien d'autres affaires plus graves et plus urgentes, cette prise de position personnelle de l'ancien candidat à l'Elysée constitue l'un des éléments dominants de la conférence de presse de mardi, mais ce n'est pas le seul.

Alors qu'en octobre 1976, devant le Forum de l'Expansion, M. Mitterrand et Rocard avaient tenté, sans grand succès, il est vrai, de convaincre les patrons du bien-fondé du programme commun et notamment des nationalisations, le chef du parti socialiste s'est livré à une très violente attaque contre eux. Affirmant disposer d'informations suffisamment sérieuses, il a accusé « les milieux gouvernementaux » de fermer les yeux sur les fraudes fiscales des entreprises industrielles et commerciales, récemment dénoncées par le Conseil des Impôts, ce qui permet notamment au C.N.P.F. de consacrer 1 milliard de francs à des campagnes massives de propagande et de publicité contre la gauche et son programme commun. Il a d'ailleurs part dénoncé sans ménagement, et avec autant de vigueur que la section de Radio-France du Syndicat national des journalistes (le Monde du 13 juillet), les conditions dans lesquelles les commentaires sonores de cette société nationale de programmes avaient été mis à la disposition de l'Association pour la démocratie au lendemain du discours présidentiel de Carpentras.

La dénonciation d'un « système » dont l'arme dernière est l'argent,

l'argent distribué par le grand patronat et l'argent déversé des contribuables, est à la fois trop spectaculaire et trop grave pour que l'on puisse penser que l'on en restera là. M. Mitterrand ne sera-t-il pas conduit à aller plus loin dans son procès puisqu'il annonce « des actions judiciaires » contre les « abus de droit » ? Le C.N.P.F. ne sera-t-il pas contraint de faire plus et mieux que de jurer et de promettre de tout fondement et inacceptables à des propos qu'il qualifie d'« assertions » ?

La vaste campagne qui se développe effectivement depuis le mois de mai, certes, de quoi étonner M. Mitterrand et rend compréhensible sa contre-offensive, mais encore conviendrait-il d'observer que les milieux qu'il incrimine ne sont pas les seuls artisans des idées dont est l'objet le programme commun. Ceux qui sont avant tout « unitaires » et voudraient croire aujourd'hui comme hier à la « dynamique » de l'union de la gauche n'ont-ils pas été atteints dans leur confiance par la récente polémique P.C.F.-P.S. ? Cette polémique n'a-t-elle pas apporté beaucoup d'eau au moulin de la droite, qui en avait grand besoin ? Ira-t-on jusqu'à considérer comme des complices ou des sbires de la droite les patrons des entreprises qui, à gauche, et nous ne pensons pas seulement aux « nouveaux philosophes », n'ont depuis plusieurs semaines que le « Gouling » à la bouche et sous la plume ?

Toutes ces questions, M. Mitterrand les a passées sous silence les 8 et 9 juillet, se contentant de décharger son propre part de toute responsabilité et de se présenter comme un « unitaire » nullement « désespéré ». Si cette « discorde » n'est pas à inscrire à l'actif du premier secrétaire du P.S., on ne saurait sans injustice, compte tenu de sa grande modération des derniers mois, lui faire porter l'entière responsabilité des conditions détestables dans lesquelles se préparent les législatives. Les « termes de combat » de Carpentras ne pouvaient demeurer sans répercussion, et c'est à l'Elysée que l'on doit demander si le discours présidentiel du 5 juillet était compatible avec la volonté de « détermination » cent fois affirmée par M. Giscard d'Estaing.

RAYMOND BARRILLON.

(Jeudi 14 juillet.)

Révélation ?

Il y a belle lurette que le mythe de la « neutralité » du patronat en matière politique a été en déclin. L'intervention financière du patronat, par l'intermédiaire de ses instances régionales et professionnelles, le soutien apporté à certains candidats — pas toujours de la majorité — sont des secrets de polichinelle. Le sujet a été maintes fois évoqué. Mais jamais un leader politique ne l'avait fait avec autant d'insistance que M. Mitterrand, lors de sa conférence de presse du 12 juillet. « Nous disposons d'informations suffisamment sérieuses pour nous permettre de révéler que, depuis le mois de mai dernier, un plan a été mis au point par le grand patronat en vue des élections législatives de 1978. Je puis vous dire que les fonds mis à la disposition de ce plan sont de l'ordre de un milliard de francs (nouveaux évaluent). Les patrons de combat espèrent, avec ce milliard, acheter la conscience des Français ? » a déclaré le premier secrétaire du parti socialiste, qui n'a pas manqué l'occasion de mettre en parallèle ce « milliard de francs » avec les insurances de la fiscalité française, dénoncées par le récent rapport du conseil.

Le C.N.P.F. a réagi par un sec communiqué : « Les assertions de M. Mitterrand concernant le C.N.P.F. sont dépourvues de tout fondement et sont inacceptables. Il y a des limites à ne pas dépasser dans la polémique politique. Le dialogue est un peu court. Tant il est vrai que jamais le patronat n'est intervenu autant dans le débat politique, soit par l'intermédiaire de ses représentants officiels, soit encore par celui de dirigeants des entreprises « nationalistes » pour condamner un programme commun de gouvernement qu'ils demeurent ses instances ont publiquement dénoncé à maintes reprises. Au reste, on privé, certains responsables du C.N.P.F. ne cachent pas qu'ils entendent bien dans les mois à venir alimenter et développer cette campagne — qui, de toute façon, coûte de l'argent — contre un programme dont ils jugent l'application économiquement « suicidaire ».

Ce durcissement patronal n'est pas surprenant. Jamais, depuis vingt ans, la gauche n'avait perdu si menaçante à quelques mois d'élections déclarées. Jamais, non plus, elle n'avait formulé des propositions aussi précises touchant d'immenses intérêts

periculis. Au reste, faut-il s'indigner, même si l'on déplore que les moyens mis à la disposition des adversaires pour faire connaître leur point de vue soient disproportionnés, que des grands dirigeants d'entreprises ou des responsables patronaux interviennent directement dans un débat qui les concerne ?

Débatte publiquement est une chose, mettre en place un plan précis, pour défendre les circonscriptions menacées ou en conquérir, en est une autre. M. Mitterrand a porté, à cet égard, des accusations graves et en se fondant sur des informations suffisamment sérieuses. Sans mettre en doute l'actualité des informations dont dispose le premier secrétaire du parti socialiste, le débat démocratique ne gagnerait-il pas à ce que le procès soit plus précisément instruit ?

Sur le fond, on constate une fois de plus, combien le système de financement des partis politiques et des campagnes électorales est, en France, dommageable à la vie publique et finalement dangereux. Nul ne peut croire que les partis, toutes les fois, vivent des seules cotisations de leurs adhérents ; ni que les campagnes coûteuses des grandes consultations soient payées par les candidats eux-mêmes, par leurs formations et par les seules souscriptions publiques. Cela peut se dire des publications tirées à des millions d'exemplaires, des affiches et des gadgets de toutes sortes diffusés par des officines de propagande qui, à l'approche des scrutins, pullulent, se dépensent et... dépensent.

Certes, l'argent va bien davantage, par une pente naturelle, à ceux qui le défendent. Mais, pour tous, les « contributions volontaires », les cotisations de soutien, les aides sur fonds privés et publics, de façon occulte, sur fonds publics, doivent être rendus transparentes. Après chaque campagne, des propositions de loi visant à moraliser la vie politique, sont ruissellement déposées. Pourquoi le Parlement n'innovait-il pas et s'examinait-il pas, cette fois, ces propositions avant les élections ? Si on le fait pas, comment éviter que les partis et les élus n'encourent le soupçon d'être tacitement d'accord pour observer sur ce sujet brûlant la loi du silence ?

PHILIPPE LABARDE.

(Jeudi 14 juillet.)

LA MAJORITÉ ET LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Quatre mois pour parvenir au « sommet »

Quatre mois après la crise que les élections municipales avaient provoquée dans les rangs de la majorité, la réunion — au sommet — de ses dirigeants a eu lieu le 19 juillet au siège du Centre des démocrates-sociaux. Les délégations du C.D.S., du R.P.R., du parti républicain et du C.N.I.P. étaient respectivement conduites par MM. Jean Lecanuet, Jacques Chirac, Jean-Pierre Soisson et Bertrand Motta. Le M.D.S.F. de M. Max Lejeune était représenté par M. André Martin, député de la Seine-Maritime et membre de la délégation du C.D.S. (Seules les formations disposant d'un groupe parlementaire et d'un temps d'antenne lors des campagnes électorales ont été admises.) Le parti radical avait confirmé le lundi 18 juillet qu'il ne participerait pas à cette rencontre (les radicaux « fauristes » et M. Poronnet sont hostiles à cette attitude). M. Barre devait recevoir M. Servan-Schreiber ce même lundi après-midi. M. Pomiatowski,

ancien ministre d'Etat, a déclaré, dimanche 17, que « le temps de l'ambiguïté et des zézianes est passé pour la majorité ».

De son côté, M. Georges Marchais, interviewé dimanche 17 en Corse par TF 1, a porté un jugement favorable sur la dernière conférence de presse de M. Mitterrand. « Elle témoigne, a-t-il dit, de l'efficacité de la discussion que nous avons eue ensemble. » Cette discussion, engagée pour l'actualisation du programme commun de la gauche, devait reprendre le 19 juillet.

Le jeu de M. Chirac est, en la circonstance, de ne pas paraître vouloir multiplier les « primaires » et de ne pas pousser ses partisans à se lancer dans la confiance à se laisser séduire d'ailleurs lui faire M. Lecanuet ou M. Motta rend peut vraisemblablement une reconstitution du « front ».

Quant au programme, la question reste encore en suspens. L'opposition du R.P.R. à ce projet demeure, mais un compromis sur ce point pourrait bien constituer le pendant de l'absence du premier ministre au « sommet » du 19 juillet.

Défaut de commandement et hésitations en haut lieu, exigences difficilement acceptables et volonté hégémonique du R.P.R. : on a vu à quel avaient tenu les difficultés de la majorité à organiser une simple rencontre de ses dirigeants. Une autre explication peut être prise en considération : une explication qui porte à plus long terme et qui tient à la nature même de nos institutions. Il est pratiquement impossible à un premier ministre de la V^e République d'échapper à une « ambition » : celle d'être un jour président de la République. M. Chirac n'y a certainement pas échappé, qui conduit en fait toute son action pour être, le moment venu, le candidat de la majorité à la magistrature suprême. M. Barre se refuse-t-il à étudier cette perspective-là ? Rien ne permet de le dire. Mais rien ne permet non plus de le nier. Et c'est là sans doute qu'il faut chercher les raisons qui poussent M. Chirac à contrecarner avec tant d'insistance et de pugnacité toutes les initiatives politiques que pourrait prendre son successeur à Matignon. C'est là qu'il faut trouver une des motivations essentielles du président du R.P.R. : empêcher qu'un autre que lui n'apparaisse, au lendemain des élections législatives, soit — si elles sont gagnées — comme l'agent principal de la victoire, soit — si elles sont perdues — comme le leader naturel d'une majorité devenue opposée. L'objectif est de conserver, dans un cas comme dans l'autre, le premier rôle.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

(Mardi 19 juillet.)

Le premier ministre donna suite immédiatement en faisant savoir qu'il ne comptait pas intervenir avant septembre. Seuls les radicaux « fauristes » et M. Ollivier Stirn sont demeurés depuis lors fermement sur les positions giscardiennes initiales : pas de « sommet » autre que celui qui convoquera le premier ministre.

Il paraît désormais probable que les responsables présents mardi 19 juillet au siège du C.D.S. vont s'employer à rattraper le temps perdu et à avancer les accords électoraux le plus tôt possible avant la rentrée. Sans doute s'appliqueront-ils à ne laisser à M. Barre que le soin de « bémol » l'accord ou de lancer officiellement la campagne, étant entendu qu'ils auront fait en sorte de lui demander son arbitrage le moins souvent possible.

Le débat dont le président, le premier ministre, giscardiens, centristes et gaullistes ont fait ne pas sortir plusieurs thèmes : qui est le chef de la majorité ? Le président de la République peut-il encore prétendre à ce titre — et avec lui, par délégation, son premier ministre — alors qu'il a admis qu'il demeurerait « son poste » la gauche l'emporterait en 1978 ? Le chef du gouvernement est-il autorisé à se présenter à la présidence ? A animer la campagne ? Autant de questions auxquelles le R.P.R. répondait invariablement « non » et auxquelles MM. Giscard d'Estaing et Barre auraient souhaité que l'on répondît « oui ».

Une ouverture pourtant avait semblé se faire le 29 avril, quand le président de la République avait admis une claire répartition des tâches : à M. Barre la responsabilité du redressement économique, aux « grands leaders » des formations majoritaires la préparation des élections.

Puisqu'il n'était pas question dans ces propos d'une quelconque autorité du premier ministre sur les partis, puisque aucune mission d'organisation pré-électorale ne paraissait lui être confiée, sans doute la possibilité d'entente était-elle créée. C'est en tout cas ainsi que l'on comprit les choses du côté du R.P.R. : les responsables discuteraient entre eux de la préparation d'un scrutin, hors de la tutelle du chef du gouvernement.

C'était compter sans l'incertitude et l'indécision affectant la stratégie giscardienne. Neuf jours plus tard, alors que déjà les contacts étaient renoués entre responsables, alors que les uns et les autres multipliaient les manifestations de bonnes intentions, M. Giscard d'Estaing « gelait » le début des négociations en réaffirmant quelque peu abruptement, dans une interview à l'Express le 8 mai : « Le leader de la campagne majoritaire sera M. Barre ».

A ceux qui, en coulisse, commençaient à renouer les liens rompus par les polémiques des derniers mois, cette initiative du chef de l'Etat paraît quelque peu impulsive. Chez les giscardiens comme chez les centristes, on était depuis longtemps déjà au contact de la réalité : un président du R.P.R. intransigent dans le refus qu'il opposait à toute intervention de Matignon, un parti gaulliste déjà engagé dans la bataille électorale et sur le point de distancer ses partenaires dans de nombreuses circonscriptions, des militants giscardiens et centristes déjà engagés dans des tractations avec les partenaires gaullistes locaux. A cela s'ajoutait chez les dirigeants du C.D.S. et des républicains indépendants une doute réel sur les capacités de M. Barre, homme seul, sans parti, sans passé politique, de jouer un rôle dans la négociation pré-électorale.

M. Chirac allait accroître le trouble en proposant publiquement à ses partenaires, le 18 mai, d'entendre pour « voter les bases d'un « pacte majoritaire ».

Bientôt renforcé par le succès de son face-à-face télévisé avec M. François Mitterrand, le premier ministre lui-même parut se prendre au jeu. Il chercha à multiplier les contacts politiques, organisa quelques déjeuners, tint en privé sur M. Chirac des propos fort critiques, et fit étudier par son cabinet les possibilités de convoquer une réunion de la majorité. Toutefois, le chef du gouvernement se trouva rapidement convaincu des difficultés de l'entreprise et sembla ne pas vouloir insister.

Pourtant, le 21 mai, le président de la République revenait à la charge en déclarant dans une interview publiée par deux quotidiens de province que c'était à M. Raymond Barre de « conduire la majorité » et en relançant l'idée — à laquelle le premier ministre avait renoncé — d'une « délibération commune de la majorité sur le contenu et l'élaboration des principes ».

Les giscardiens, qui, à ce moment-là, s'appliquaient, dans leurs offres de concertation, à dissuader le tout le rôle que pourrait tenir le premier ministre, se trouvèrent à nouveau pris à contre-pied, et ce au moment même où ils relançaient la négociation avec le R.P.R. en proposant un « code de bonne conduite » dont le contenu était fort proche du « pacte majoritaire » suggéré par M. Chirac.

Tentative de front commun

Un raidissement se faisait alors sentir. « Je conduirai le combat électoral, qu'on le veuille ou non », lançait, le 3 juin à Nice, M. Barre. Il apparaissait peu à peu que, sans doute sous l'injonction de l'Elysée, se développait une tentative : celle de dresser, face au R.P.R. et aux ambitions de son chef une sorte de « front commun » des partis non gaullistes.

Centristes, radicaux et giscardiens tentèrent en effet de s'entendre pour pouvoir éventuellement présenter des candidats communs, au côté des candidats R.P.R., dans les circonscriptions où le parti gaulliste souhaiterait qu'il y ait des élections « primaires » au sein de la majorité.

Cette tentative tourna court le 24 juin quand M. Chirac proposa à ses partenaires une réunion « au sommet » et quand on constata que le leader gaulliste pouvait compter, dans une large mesure, sur l'appui de M. Lecanuet. Celui-ci en effet se démarqua nettement le 25 mai du projet de « front commun » et offrit ses bons offices pour l'organisation de la rencontre souhaitée par M. Chirac.

LISEZ

Le Monde des Philatélistes

Sélection hebdomadaire du journal « Le Monde »

du 14 au 20 juillet 1977

Page 7

Le Monde de l'éducation

Le numéro de juillet-août est paru

AU SOMMAIRE

« LE PALMARÈS 77 DES UNIVERSITÉS »

Pour la seconde année consécutive, « le Monde de l'éducation » publie un « palmarès des universités », en éditant l'éventail des disciplines analysées : outre les lettres, les sciences, les sciences sociales et humaines, y figurent la médecine (pour Paris) et les classes préparatoires aux grandes écoles d'ingénieurs et de commerce.

La domination parisienne se renforce. Les universités de la capitale « produisent » à elles seules plus du tiers des doctorats en lettres et en sciences. Plus de la moitié des élèves qui entrent à l'école polytechnique proviennent des classes préparatoires parisiennes. Les établissements parisiens sont presque toujours en tête pour les sciences sociales et humaines (Dauphine pour l'économie ; Sciences-Po Paris pour les sciences politiques ; l'École des hautes études en sciences sociales pour la sociologie ; Paris-V pour la linguistique ; Paris-V pour la psychologie).

Malgré cela, certains établissements de province obtiennent des résultats remarquables. Ce sont, en particulier, ceux des « grandes métropoles universitaires » de Méditerranée : Marseille, Lyon, Grenoble, Montpellier, Toulouse, Bordeaux — ainsi que Strasbourg. Parmi les établissements de moindre taille, il faut citer Nice, Lille ou Dijon. Les universités les plus récentes ont du mal à « décoller ». Certaines, toutefois, y parviennent dans quelques secteurs spécialisés, comme Orléans, Brest, Mulhouse ou Le Mans.

● Le tribune des législatives : les points de vue de Jean-Pierre Soisson (P.R.), Louis Méxandeau (P.S.), Jacques Guyard (P.S.-Ceres).
● Un choix de livres d'enfants pour les vacances.

Egalement au sommaire :

Une interview du responsable des questions d'enseignement au P.C. italien ; Conté : histoire du télégraph qui s'était enflammé ; Les nouveaux manuels de sixième : Les métiers de l'esthétique ; Que faire avec un B.E.P. : « carrières sanitaires ou sociales » ?

« LE MONDE DE L'ÉDUCATION »

Le numéro : 5 F

Abonnements (11 numéros) : France, 50 F. Étranger, 68 F. 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

Téléphone : rédaction 246-72-23 et administration, abonnements 820-63-03.

LE NOUVEAU PROFIL DE LA DÉFENSE

Les forces d'intervention extérieure, vedettes du défilé du 14 Juillet

A la demande du président de la République, des éléments interarmées de la force d'intervention ont participé, le 14 juillet à Paris, au défilé. Ils ont formé l'essentiel des troupes présentes sur l'esplanade des Invalides et la place de l'École militaire. Le chef de l'Etat avait annoncé sa décision après que la France ait apporté son aide militaire au Zaïre en transportant des unités marocaines.

Toutes les forces armées françaises sont en mesure de participer à de telles opérations, mais il existe des troupes plus spécialisées orientées vers l'intervention extérieure. Elles sont composées, pour l'essentiel, de la 11^e division parachutiste stationnée dans le Sud-Ouest et en Corse, de la 9^e division d'infanterie de marine cantonnée en Bretagne et de régiments de la légion étrangère appuyés par les moyens

d'intervention de l'armée de l'air et de la marine nationale.

Une grande partie de ces forces est formée de personnel engagé sous contrat, ce qui permet une disponibilité immédiate et permanente.

Les interventions envisageables peuvent aller de la simple assistance technique à un Etat menacé jusqu'à l'engagement opérationnel en cotés d'un pays ami et attaqué de l'extérieur. Ces opérations peuvent se situer dans un cadre purement national ou dans un cadre international, au service de l'ONU par exemple. — en coopération multinationale. Mais, d'une façon générale, les forces dites d'actions extérieures ont pour mission de garantir la sécurité des départements ou territoires d'outre-mer, de contribuer à la protection du trafic maritime indispensable aux approvisionnements de la

France et de participer à la défense des pays, notamment en Afrique, auxquels la France est liée par des accords militaires ou par une solidarité de fait.

Ce n'est pas par hasard si le chef de l'Etat, chef des armées, a voulu, cette année, attirer l'attention sur le rôle des forces armées françaises dans des actions extérieures, surtout après le convoi aérien du Zaïre. Depuis son élection à l'Elysée en 1974, M. Valéry Giscard d'Estaing insiste sur la nécessité de disposer de forces classiques, mobiles et polyvalentes, au point qu'il lui a souvent été reproché de négliger le développement des forces nucléaires de dissuasion.

L'accent mis sur les forces classiques le serait au détriment du dispositif nucléaire. L'an dernier, le chef d'état-major des armées, le général Guy Méry, avait douté que la volonté

nationale d'avoir recours à la menace nucléaire subsisterait au cas où tout en Europe se serait écroulé autour de la France.

Paradoxalement, les partis de l'opposition, le P.C.F. en particulier, justifient leur ralliement récent à la dissuasion par la faiblesse actuelle des forces classiques. Le gouvernement est rendu responsable de cette inefficacité de l'arsenal classique et de l'abandon de la stratégie tous azimuts au profit d'une coopération accrue avec l'OTAN. A l'heure où les signataires du programme commun tentent de rajouter leur doctrine militaire, il sera intéressant d'observer, en définitive, l'attitude du P.S. et des radicaux de gauche sur l'armée nucléaire, face à un P.C.F. dont l'évolution rapide sur ce sujet particulier a surpris, y compris ses propres militants de base.

(Mercredi 13 juillet.)

Une évolution lente de la doctrine officielle

(Suite de la première page.)

Dire que les conceptions stratégiques de la France n'ont jamais varié avant l'élection de M. Giscard d'Estaing, en 1974, à la présidence de la République serait inexact. Les premières évolutions sont apparues dès 1968, sous la présidence de Charles de Gaulle, avec cette distinction entre la dissuasion « absolue », destinée à répondre à des actions hostiles restant en cause l'intégrité du territoire national, et la possibilité d'agir militairement en tous points du globe, au niveau nucléaire si nécessaire, pour marquer le stade ultime de la capacité d'action extérieure de la France.

Le glissement s'est encore accentué avec Georges Pompidou. L'introduction de l'arme nucléaire tactique dans la panoplie française a entraîné l'adoption du concept d'actions graduées — au détriment des représailles massives inadaptables aux nouvelles techniques et l'élargissement de la notion même de sanctuaire national de moins en moins réservée à la seule protection des frontières hexagonales.

Livrer bataille

Avec la présidence de M. Giscard d'Estaing, la doctrine a continué d'évoluer. Sur deux points principaux : le développement des forces classiques destinées à livrer bataille ; une coopération accrue, sans complexes ni hypocrisie, avec l'alliance atlantique.

La V^e République en est, aujourd'hui, au point où il lui faut penser à mettre à jour sa force de dissuasion, avec la création des systèmes d'armes de la génération suivante. Par ses précédentes responsabilités au gouvernement, M. Giscard d'Estaing n'avait pas été en mesure de prendre de telles décisions, difficiles et lourdes de conséquences. Le moins qu'on puisse dire est qu'il a tergiversé et que, par tempérament ou sous la pression, en particulier de l'armée de terre, il a été incité à donner la préférence à la modernisation de forces classiques, longtemps exsangues du fait de la priorité attribuée à l'arme nucléaire. C'est la raison pour laquelle le président de la République

s'est prononcé, assez rapidement, pour la mise sur pied de forces classiques, rendues « manœuvrières », mobiles et polyvalentes. Ces unités de l'armée de terre doivent être aptes à livrer bataille, a précisé M. Giscard d'Estaing, parce qu'on ne peut pas faire reposer la sécurité de la France sur l'hypothèse qu'il n'y aura jamais de bataille. Cette conception de la bataille classique est en contradiction avec la thèse gaullienne, pour laquelle le rôle essentiel des forces aéroterrestres ne consiste pas à livrer une bataille quelconque, mais à assurer le rapport des forces en Europe. Première distorsion de la conception gaullienne.

En second lieu, le président de la République a contribué à « décrier » les relations de l'armée française avec l'OTAN, sans pour autant renouer avec les commandements intégrés. Une coopération plus franche s'est établie. A la différence de ses prédécesseurs, qui demeurent plus discrets sur la nature des liens de la France avec ses alliés, l'actuel chef d'état-major des armées, le général Guy Méry, n'hésite pas à exposer en public les conditions dans lesquelles cette collaboration devrait être réactive sur le plan militaire, étant entendu que les hypothèses d'un engagement de la France avec l'OTAN, au sein de l'alliance relevant de l'appréciation du pouvoir politique, l'ambiguïté que le gouvernement français laisse volontiers planer sur le moment d'une intervention concertée avec ses alliés reste cependant de rigueur, au point que les experts de l'OTAN ne cachent pas leur irritation devant ce « flou ».

A cette double exception près, qui concerne l'équilibre entre les

forces nucléaires et les unités classiques, et les rapports de la France avec ses alliés atlantiques ou européens, les divergences entre M. Giscard d'Estaing et ses prédécesseurs à l'Elysée sur les problèmes de la défense tiennent aussi à l'expression publique de la doctrine. Des imprécisions de termes, des propos parfois insuffisamment mesurés, voire certaines contradictions internes, ont émaillé les discours du chef de l'Etat et suscité des interrogations.

On en prendra pour preuve la contradiction apparue en 1976 dans les allocutions publiques, à l'Institut des hautes études de défense nationale, de M. Giscard d'Estaing et du général Méry, pour lesquels la France n'a pas l'intention de faire usage de ses armes nucléaires contre un pays non nucléaire, et dans les propos récents, à Malilly-le-Camp, du premier ministre, M. Raymond Barre, pour lequel la force nucléaire française doit être capable de dissuader tout agresseur, nucléaire ou non nucléaire, à puissance soit-elle, de s'attaquer à la France. On en trouvera un autre exemple dans le désaccord au moins verbal, entre le chef d'état-major des armées, partisan de l'idée que les armes nucléaires tactiques sont des armes de dissuasion, et le président de la République, qui décrit le missile nucléaire tactique Pluton comme un instrument de bataille, une artillerie, dans son discours prononcé de l'an dernier à l'I.T.H.E.D.N.

En résumé, le pouvoir politique a aujourd'hui du mal à concilier les deux faces de la dissuasion absolue qui conduirait à l'insularité ou à l'isolement de la France si elle était poussée à l'extrême comme le souhaitent certains gaullistes avec le développement de l'arsenal nucléaire

stratégique et tactique, qui bouleverse les concepts d'emploi partout dans le monde, et avec une politique extérieure fondée sur un rapprochement européen.

Avec un décalage de plusieurs années sur celles des autres puissances nucléaires, la doctrine de la France s'inscrit progressivement, et la notion même de dissuasion recouvre sans que cela apparaisse toujours clairement, des réalités différentes, sinon incompatibles.

Le général Méry explique que la dissuasion n'a pas véritablement changé depuis l'adage romain : « Si tu veux la paix, prépare la guerre », et que la France entend ne pas dissocier le couple arme nucléaire tactique-arme nucléaire stratégique. Il considère que la doctrine française continuerait de refuser l'escalade nucléaire.

Dans les faits, il en va différemment. Aux Etats-Unis, en France, l'autorité politique et les états-majors assimilent parfois les armes nucléaires tactiques à des armes du théâtre d'opérations, c'est-à-dire des armes réellement utilisées sous certaines conditions dans des interventions extérieures. Dans ces trois pays, la recherche nucléaire semble s'orienter vers la mise au point de charges moins puissantes, miniaturisées, dont l'effet de destruction est limité ou sélectif et qui pourraient être multipliées à la différence des armes tactiques existantes, moins maniables.

Un tel perfectionnement serait une hérésie dangereuse de la dissuasion, dès lors qu'il existerait plus aucune discrimination dans l'emploi entre les armes nucléaires et les armes classiques.

JACQUES ISNARD.

(Mercredi 13 juillet.)

L'arsenal nucléaire de la France

FORCES STRATÉGIQUES

ARMÉE DE L'AIR

— Trente-six Mirage-IV opérationnels, répartis en sept bases (1) et porteurs d'une charge de 70 kilotonnes (2). D'une portée

théorique de 3 000 kilomètres, leur rayon d'action est de plus de 4 000 kilomètres, grâce à onze appareils ravitailleurs en vol KC-135 F. Groupés sur trois bases. Sur soixante-deux Mirage-VI fabriqués au total, près d'une vingtaine sont indisponibles à court terme, pour certains en raison de problèmes de maintenance, d'autres en raison de leur obsolescence. Il en restera vingt-quatre en ligne vers 1985.

— Dix-huit missiles sol-sol balistiques stratégiques (SSBS S-2), répartis en deux escadrons au plateau d'Albion (Eure-Préville). D'une portée de 2 800 kilomètres, avec une charge de 150 kilotonnes, ils seront remplacés à partir de 1979, par dix-huit missiles S-3, d'une portée de 3 300 kilomètres, avec une charge MR-60 de l'ordre de 1,2 mégatonne (3). La mise en place d'un troisième escadron de neuf missiles a été suspendue en 1974.

Il est prévu, après 1985, de disposer d'un missile à tête nucléaire (ASMP) ou air-sol à moyenne portée d'une puissance de 100 kilotonnes, qui serait monté sur le nouvel avion de combat Mirage-2000 de l'armée de l'air, dans sa version destinée à la pénétration à basse altitude. L'ASMP aurait une portée de l'ordre de 100 kilomètres. Un missile de croisière est à l'étude, à partir de la technologie acquise par la France avec les engins-cibles.

MARINE

— Quatre sous-marins nucléaires lance-engins (S.N.L.E.), transportant au total soixante-quatre missiles mer-sol balistiques stratégiques (M.S.B.S.). Les trois premiers mettent en œuvre les

missiles M-1 ou M-2, portant à 2 500 kilomètres une charge de 500 kilotonnes.

Le quatrième, l'Indomptable, est équipé de seize missiles M-20 de 2 000 kilomètres de portée à ogive thermonucléaire MR-50 mégatonne. Un cinquième, le Tonnerre, qui sera lancé en septembre prochain, entrera en service en 1979. En 1984-1985, devraient être prêts les missiles à ogives multiples M.R.V. (à bord d'un seul missile, six ou sept têtes à trajectoire non indépendantes de 150 kilotonnes chacune). Le missile M.R.V. aura une portée de 4 000 kilomètres.

ARME NUCLÉAIRE TACTIQUE

ARMÉE DE L'AIR

— Deux escadrons (trente avions Jaguar à Saint-Dizier et trente Mirage-III R à Lyon) opérationnels depuis 1973. Ces appareils transportent des charges (AN-51 et AN-52) de 10 ou 25 kilotonnes, suivant la nature des cibles.

ARMÉE DE TERRE

— Quatre régiments de six lance-missiles Pluton chacun, basés à Malilly-le-Camp, Suippes, Belfort et Laon-Couvron depuis 1974. Un cinquième régiment devrait être doté à Oberhoffen avant 1980, d'un total de quarante lanceurs (dont la réserve) de missiles Pluton, d'une portée de 130 kilomètres (charges AN-51 et AN-52).

Un projet de missile Super-Pluton est à l'étude, avec une portée prévue de 180 kilomètres.

MARINE

— L'action d'assaut Super-Étendard sera dotée de charges nucléaires tactiques. Plusieurs dizaines, entre 1978 et 1980, seront embarquées à bord du Foch et du Clemenceau.

(1) Les bases de Mirage-IV sont : Lureuil, Saint-Dizier, Bourges-Avord, Bourdeau, Mont-de-Maran, Cazaux et Oran. Les bases de KC-135 F sont : Bourges-Avord, Mont-de-Maran et Istres.

(2) Le tonnage d'Étendard était de 130 kilotonnes. La kilotonne représente l'équivalent de 1 000 tonnes de trinitrotoluène (T.N.T.).

(3) La mégatonne représente l'équivalent de 1 million de tonnes de trinitrotoluène (T.N.T.).

Des désaccords profonds à gauche

A ce jour, les partis de gauche n'ont pas réellement examiné les problèmes de la défense lors des discussions sur l'actualisation du programme commun qui, dans son état de 1972, se contentait d'avancer des propositions pour le moins sommaires. Seuls, des travaux en commissions ont permis, depuis lors, d'aborder certaines questions qui touchent à la défense nationale, comme le rôle de la France dans la sécurité européenne et la nationalisation des industries d'armement. En vérité, des points de désaccord nombreux et profonds subsistent en matière de défense entre les différents partenaires du programme commun. Les récentes prises de position, favorables à l'arme nucléaire, du P.C.F. les ont probablement accentuées.

Le premier secrétaire du P.S., M. François Mitterrand, rappelle souvent que c'est à la demande expresse de son parti qu'il n'y a pas eu, en 1972, lors de la rédaction du programme commun de gouvernement, d'engagement des signataires sur la liquidation des stocks nucléaires.

Le premier secrétaire du parti socialiste reste prudent, personnellement, sur un sujet qui lui suggère, de toute évidence, des réflexions philosophiques, voire morales. Il n'a jamais livré sa pensée. Et même ses familiers hésitent à le ranger parmi les partisans de l'arme nucléaire. Il n'est pas sûr, d'ailleurs, que ceux-ci soient en majorité, au sein du P.S., malgré les conclusions des recherches entreprises, de longue date, par la commission de la défense nationale, animée par M. Charles Hernu, et réunissant tous les courants du parti.

Au sein même du P.S., une pétition se développe, actuellement, pour que les socialistes, au cours d'une convention nationale qui aurait lieu après l'été, se prononcent en toute clarté sur les problèmes de la sécurité de la France et sur la place de la dissuasion nucléaire.

La réflexion stratégique a été plus rapide au parti communiste, du moins dans les états-majors. Car, de l'aveu même de plusieurs dirigeants communistes, des militants de la base continuent de réclamer après l'« agglomé-

namento » de la doctrine officielle de défense décriée par le comité central le 11 mai dernier. Le ralliement du P.C.F. à la dissuasion nucléaire — même s'il ne doit durer que le temps de mettre sur pied des forces classiques importantes et de mener à bien des négociations internationales sur le désarmement général — a troublé bien des esprits, surtout ceux de vieux militants qui ont participé, autrefois, aux campagnes contre l'arme nucléaire. En tout cas, l'évolution récente du P.C.F. a pris à contre-pied les responsables socialistes.

Les dirigeants communistes ont présenté un programme nucléaire et spatial qui s'écloigne des thèses de la gauche unie de 1972 et qui traduit, surtout, une conception d'ensemble de la sécurité nationale fondamentalement distincte de celle du P.S.

Ainsi, le P.C.F. manifeste, en ce domaine, son souci d'une certaine autonomie militaire de la France, que d'aucuns — analysant les déclarations de M. Jean Kanner — ont déjà comparé à un ultra-gaullisme transgressant mais peu ordonné. Le rappel de la stratégie tous azimuts, au moins par le pointage des missiles sur d'autres cibles, la volonté de couper tous les liens avec le dispositif militaire allié, la préférence donnée à une dissuasion anti-forces ou l'engagement que la France n'emploierait pas ses armes nucléaires la première sont autant d'affirmations que les socialistes ne peuvent entériner sans débat.

Le parti socialiste est traversé de courants favorables à l'alliance atlantique et à l'Europe qui s'accommoderaient difficilement d'une organisation de la défense conçue sur des bases proches de celles du P.C.F. On parle de la stratégie tous azimuts plus volontiers au P.C.F. qu'au P.S., où l'on s'interdit de vouloir renverser les alliances existantes de la France.

A vrai dire, le seul point d'accord important entre socialistes et communistes paraît être le maintien du service militaire, à la condition, toutefois, d'en modifier l'organisation ou les missions et d'en allonger quelque peu la durée (de neuf à douze mois) par rapport aux premières propositions du programme commun qui la limitait à six mois.

Le domaine réservé du chef de l'Etat

La Constitution de 1958 attribue, en son article 18, au président de la République, le titre de chef des armées. Il préside les conseils ou les comités de défense — chargés, après consultation de plusieurs ministres intéressés et des chefs d'état-major, de définir les grandes orientations de la politique militaire — et nomme aux emplois militaires de la présidence du premier ministre et du ministre de la défense (ou des armées).

De surcroît, le décret du 14 janvier 1964 confie au président de la République la responsabilité du pouvoir d'engagement des forces aériennes stratégiques, limitées à l'époque aux seuls escadrons de bombardiers Mirage-IV, mais étendues, depuis, à l'ensemble de la panoplie nucléaire. D'une manière générale, le chef de l'Etat assure, le cas échéant, la conduite de la guerre au terme du décret du 18 juillet 1962.

L'article 21 de la Constitution attribue au premier ministre la responsabilité de la mise en œuvre de la politique de défense et la possibilité de remplacer le chef de l'Etat, en cas d'empêchement, pour la présidence des conseils de défense. A cette fin, le premier ministre dispose du secrétaire général de la défense nationale (S.G.D.N.) — sept cents fonctionnaires civils et militaires — et il a la responsabilité de la recherche du renseignement.

Le ministre de la défense (ou des armées) est chargé, au terme du décret du 18 juillet

1962, de la préparation des armées à la guerre, en conséquence, l'administration, l'organisation, l'emploi, le recrutement, l'armement, l'équipement, l'instruction, la discipline des armées ainsi que leurs liaisons avec les armées alliées, sont de son ressort. Le ministre de la défense a autorité sur le chef d'état-major des armées, les chefs d'état-major de trois armées, le secrétaire général pour l'administration des armées, le délégué général pour l'armement et le directeur de la gendarmerie.

Ce schéma est, bien sûr, assez théorique ou juridique, et l'usage — différent des textes officiels — peut consacrer, en réalité, d'autres types de rapports entre les divers responsables gouvernementaux de la défense. Traditionnellement, sous la V^e République, la défense appartient au domaine réservé du chef de l'Etat. Mais, selon l'intérêt qu'il porte à ces questions, le premier ministre peut jouer un rôle très important en donnant une impulsion aux activités d'animation et de coordination du S.G.D.N., qui assure, en outre, le secrétariat des conseils de défense. D'autre part, le chef d'état-major des armées peut devenir, par sa personnalité, un conseiller militaire particulièrement écouté du chef de l'Etat. Enfin, des ministres de la défense ont pu, selon leur tempérament, voir le rôle que leur a laissé, dans les faits, le chef de l'Etat, accroître leur influence aux dépens du premier ministre de l'époque.

De Charles de Gaulle à Charles Ailleret

La dissuasion « tous azimuts »

Le 3 novembre 1969, à l'École militaire, le général de Gaulle, président de la République, déclare : « Il faut que la défense de la France soit française. Naturellement, elle serait, le cas échéant, conjuguée avec celle d'autres pays. Cela est dans la nature des choses. Mais il est indispensable qu'elle nous soit propre, que la France se défende par elle-même, pour elle-même et à sa façon. (...) Les conséquences, c'est qu'il faut, évidemment, que nous sachions nous pourvoir, au cours des prochaines années, d'une force capable d'agir pour notre compte, de ce qu'on est convenu d'appeler une « force de frappe » susceptible de se déployer à tout moment et n'importe où. (...) Et, puisqu'on peut détruire la France, éventuellement à partir de n'importe quel point du monde, il faut que notre force soit faite pour agir où que ce soit sur la Terre. »

Le général Charles Ailleret, alors chef d'état-major des armées, écrit un article dans la Revue de défense nationale de décembre 1967, qu'il intitule : « Défense dirigée ou défense tous azimuts ». C'est la première fois que le terme « tous azimuts » apparaît officiellement sous la plume de cet ancien polytechnicien, artillerie de formation.

« La France doit faire

l'effort de se constituer, avec ses moyens propres, un système de défense qui soit dirigé contre personnes, mais mondial et tous azimuts ; qui ait la puissance maximum permise par ses ressources nationales, et qui, nanti d'une autonomie de sang-froid, de détermination, devienne, par la dissuasion, un élément d'échappée à certaines grandes guerres et, s'il n'y échappe pas, d'y participer aux meilleures conditions ; enfin qu, au cours des crises qui peuvent dans l'avenir ébranler le monde, mette en place, en mesure de déterminer librement son destin », écrit le général Ailleret.

Le 27 janvier 1968, c'est-à-dire deux mois après la parution de l'article du général Ailleret, le général de Gaulle déclare à l'École militaire : « Notre stratégie doit être tous azimuts. Il faut que vous le sachiez, que vous le voyiez et que vos études et votre état d'esprit s'y habituent. C'est un système nouveau destiné à une très longue période de temps. Vaudra-t-il fort toutes nos frontières, les Pyrénées, les Alpes, nos ports, et même la Belgique. Nous sommes attés partout, nous avons fait de la guerre partout. Il n'y a pas de raison pour que cette stratégie, qui de tout temps nous a protégés contre tout, ne se perpétue pas. »

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Général : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Illustration de « Le Monde »
5, rue des Minimes
PARIS-IXE

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications 97 460

ملتان، اصل

Rechute du dollar Dévaluation de la peseta

(la ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACES	LIVERE	5 S.	Pyrene francs	France escus	Mare	France deniers	Florins	Lire (italienne)
Loadores ..	—	1.7194	8.3545	41.557	8.9262	61.3481	4.2972	1517.73
—	—	1.7200	8.3789	41.796	9.6268	61.6272	4.2312	1513.49
New-York ..	1.7194	—	26.5893	41.7334	32.7814	2.9026	49.8663	0.1133
—	1.7200	—	26.6575	41.1822	33.3463	2.7969	49.6594	0.1133
Paris	8.3545	4.8590	—	201.49	212.78	13.6182	198.56	5.504
—	8.3789	4.8715	—	206.47	211.16	13.5991	198.62	5.504
Zurich	4.1597	2.4170	49.7427	—	105.9482	6.7721	98.7749	2.7380
—	4.1796	2.4300	49.8819	—	105.3515	6.7480	98.7894	2.7380
Frankfort ..	3.9262	2.2835	46.9592	94.4766	—	6.3899	92.2183	2.687
—	3.9680	2.3670	47.3578	94.9337	—	6.4387	92.7084	2.687
Bruxelles ..	61.3481	35.6800	7.3330	14.7621	15.6267	—	14.5911	0.4039
—	61.6272	35.8300	7.3450	14.7485	15.5309	—	14.5626	0.4039
Amsterdam ..	4.2972	2.4470	50.3691	101.2412	107.1660	6.8681	—	2.772
—	4.2312	2.4600	50.5977	101.2245	106.6319	6.8597	—	2.784
Wien	1517.73	882.50	181.62	365.1	386.46	24.7337	368.64	—
—	1519.44	893.40	181.34	363.53	382.92	24.6553	359.16	—

La chute de la PSESTA, par un effet en chaîne bien connu des cambistes, ne pouvait qu'accélérer celle du dollar, qui continuait glissant. Le 11 juillet, à l'ouverture le 12, où il touchait à Francfort son plus bas cours historique (2.275 DM contre 2.2785 DM le 3 mars 1975), il tomba à Zurich à 2.250 DM le 12, puis à Paris à 4.850 P. L'ampleur et surtout le rythme de cette chute ne faisaient suer l'affaire de la République fédérale d'Allemagne et de la Suisse, qui voyaient dans l'effondrement des leurs monnaies et à apprécier leurs monnaies et à affluer les capitaux. Le 14, les banques centrales de ces deux pays essayaient de donner un coup d'arrêt et décidèrent une baisse commune de leurs taux d'intérêt : d'un demi-point sur le taux d'avances sur titres (Lombard) de la Bundesbank, ramené de 4,5 % à 4 %, et sur le taux d'escompte de la Banque nationale suisse de 12 % contre 12 % (noté le 8 juin 1976). Ces mesures, expliquait M. Otmar Emminger, président de la Bundesbank, devraient ramener le calme sur le marché des changes en freinant la hausse du dollar.

Malgré tout. Effectivement, le DOLLAR se raffermissait sur toutes les places, remontant de

faible et balance commerciale excédentaire. Il est donc plausible que le cours du deutsche mark continue à monter à Paris.

Ailleurs, on notera quelques incertitudes sur la réaction des banques aux exigences salariales des syndicats et soutenue par la Banque d'Angleterre, ainsi que la faiblesse persistante des monnaies scandinaves, qu'on a vu quelques jours à un nouveau « réajustement » en hausse. Relevons, enfin, que la rumeur d'une réévaluation du LIT sapide, née de la fermeture des banques à Rome, au centre d'Arabie Saoudite, n'a fait long feu, au grand désespoir de nombreux cambistes et de leurs clients, qui avaient pris position à la hausse du rial; le 11, la Banque d'Arabie Saoudite a annoncé qu'elle n'avait aucun changement de monnaie à la fermeture : le démantèlement de quelques bureaux.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once a progressé de 142 à 144 dollars, stimulé par la baisse de la monnaie américaine. Selon le Grédis suisse, il ne devrait pas dépasser 150 dollars à terme rapproché.

FRANÇOIS RENARD

(Lundi 18 juillet.)

aux de la semaine précédente,

POUR LA FORMULE 1 RENAULT
L'apprentissage a commencé
au Grand Prix de Grande-Bretagne
De notre envoyé spécial

Bourse de Paris

SEMAINE DU 11 AU 15 JUILLET

LE REFLUX SE POURSUIT

SEMAINE DU 11 AU 15 JUILLET

LE REFLUX SE POURSUIT

■ **COURTÉE** d'une séance en raison de la fête nationale du 14 juillet, cette semaine a sans doute été l'une des plus mornes que la Bourse ait connues depuis le début de l'année. Cela n'a pas empêché les valeurs françaises

En revanche, les détenteurs d'or ne peuvent que se féliciter de la hausse du métal jaune. Le cours du lingot est passé de 23 090 F à 23 445 F en cinq séances, tandis que celui du napoléon a augmenté de 7,80 F, à 247,90 F. Une bonne orientation qui n'a pas manqué de se répercuter très favorablement sur la tenue des titres de mines d'or.

PATRICE CLAUDE

La France manque son premier examen de passage

A la vérité, l'observation ne va pas guère pour les concurrents français, car la seule condition qui ne laissera pas une marque indélébile dans les annales de l'athlétisme européen — un Irlandais court le 100 mètres en 16 sec. 83/100 et un Belge le 400 mètres haies en 57 sec. 15/100 — ils ne firent, en effet, ce qu'on attendait d'eux, les plus rapides du monde, d'obtenir une mention honorable à Jean-Pierre Corval (110 mètres haies), Philippe Gauthier (3 000 mètres steeple), Frédéric Pilette (1 500 mètres), Laurent Gaudin (500 mètres), Paul Gosses (10 000 mètres). Le seul qui se distingua vraiment, profitant d'un vent debout pour imposer ses 220 mètres, fut l'Allemand de ses 82 kilos de muscles roulant sur une taille de 1,90 mé-

Response	All respondents (%)	Respondents who are poor (%)
Strongly agree	~65	~75
Somewhat agree	~25	~20
Somewhat disagree	~8	~5
Strongly disagree	~2	~0

L'épreuve est enfin commencée

De notre envoyé spécial

Paradoxalement, elle a réduit les écarts entre les mieux placés, ce qui s'explique par le fléchissement de Thurnau à Thonon-les-Bains, la veille, après le succès du courageux Quilfen — 233 kilomètres d'échappée solitaire... ce même

LES RÉSULTATS

Automobilisme

Le Pérou, qui a battu la Bolivie par 5 à 0, s'est qualifié pour la phase finale de la Coupe du monde qui se disputera en 1978 en Argentine.

Escrime

Chez les dames, trois Françaises se sont qualifiées pour le tableau final, qui se dispute ce lundi 18 juillet : Brigitte Latrille, Véronique Trinquet et Claudis Josland.

Football

par 5 à 0, s'est qualifié pour la phase finale de la Coupe du monde qui se disputera en 1978 en Argentine.

LETTRES

L'art de vieillir selon Simenon

● Ronronner comme un gros chat.

CERTAINS se résignent à vieillir, d'autres se rebellent; Simenon, lui, savoure cette expérience, sans doute la seule qui lui manquait encore. Il ronronne au creux de son âge (bien sûr, quinze ans) comme un gros chat et s'ennuie de constater que sa mémoire trie parmi ses souvenirs pour n'en garder que les plus doux. Lorsque, en 1940, convaincu par un médecin qu'il ne tarderait pas à mourir d'une angine de poitrine, il se penchait sur son passé, des souvenirs y flottaient encore, et *Padigres*, le livre-testament, nous rapporte une rude traversée. Plus tard, aux approches de la soixantaine, il connut une sorte de passage à vide dont la mélancolie imprégnait certaines pages de *Quand j'étais vieux*, le premier tome de la série des monologues enregistrés. Mais, aujourd'hui, dans ce septième volume intitulé *De la cave au grenier*, le rose domine, assorti aux murs de la petite maison de Lausanne où l'écrivain se laisse dorloter par Teresa, la compagne au cœur fidèle.

Ayant, depuis 1972, « coupé net avec le superflu », quitté sa royale demeure d'Épalinges et renoncé à la création romanesque, Simenon mène ses loisirs en dictant dans un magnétophone les petites idées qui lui trottent dans la tête. « Des brouilleries », dira-t-on, « des confidences de bonne femme, des anecdotes pour enfant sage ». Et l'auteur lui-même s'ennuie du besoin qu'il éprouve de noter les modestes événements de sa journée. Devant son micro, il retrouve son ancien bonheur d'aquarelliste en culottes courtes qui s'acharnaient, avec un pinceau ultra-fin, à figurer des cartes postales. Une feuille tombe d'un arbre, une goutte de

pluie zèbre la vitre, une cloche sonne au loin : vite, il ne faut rien perdre, la banalité contient le secret de l'énigme. Quelle énigme ? L'homme, bien sûr, que le père de Malgrét s'acharne à comprendre, s'obstine à aimer, à tenir pour aller ego. « Je ne suis pas un génie, répète-t-il. Comme les paysans, les artisans dont je descends, j'ai gardé les pieds bien daplomb sur terre. Quant au reste, c'est mon subconscient qui s'en est chargé, de sorte que je n'ai ni à m'ennuyer, qu'il n'y ait ni à m'en sentir responsable. »

Pelotonné entre des murs roses

Ce « reste » qu'il traite par-dessus la jambe, c'est son œuvre, les deux ou trois cents romans (avec les vingt-sept pseudonymes, on s'y perd) qui l'ont hissé, malgré lui, au premier rang des best-sellers universels : sans pour autant le transformer en homme de lettres. On imagine la stupeur de son éditeur en l'entendant inviter la Corée du Nord ou l'Arabie Saoudite à le publier sans lui verser un centime. Ce qui le scandalise, ce ne sont pas les vingt éditions tirées en Turquie, mais le prix des livres en France : « 36 ou 38 francs, ce qui met la littérature hors de portée de l'homme du peuple. » N'ayant jamais écrit que « pour prendre contact », il jugerait « indigne de l'inquiéter des tirages et des droits » et se réjouit d'apprendre que « dans le désert asiatique, sous des tentes entourées de chameaux, les personnages que j'ai créés sont assez humains pour que les hommes s'y reconnaissent ». Ironisera-t-on : « C'est facile pour un milliardaire » ? Depuis quand les riches montrent-ils l'exemple du désintéressement ?



(Dessin de PLANTU.)

D'où Simenon tire-t-il cet évangélisme dont il ne se départit que pour voler dans les plumes de Jean Cau, partisan de la peine de mort ? (« *Padigres* imbécile que l'ambition rend aveugle et insensible au point d'oublier le droit de vivre ! »). L'ennemi n'a rangé définitivement dans le camp des humbles. Par-delà le temps, il dialogue enfin avec son père, mort à quarante-quatre ans sans laisser assez d'argent pour payer les obsèques, et qui durant tant d'années faisait discrètement la charité à plus malheureux que lui. Les rêves resuscitent aussi la mère avant au savoir noir le plancher des chambres qu'elle louait à des étudiants. Simenon le bourgeois n'a jamais rompu les racines qui l'attachent à cette rue de la Roture, à Liège, où le ruisseau charriait les eaux ménagères. Plus il vieillit, mieux il remonte aux sources, les sien-

nes, celles de son œuvre, celles de sa vie. *Commissaire Maigret qui êtes-vous ?* s'interroge un des plus récents chercheurs, Gilles Henry, qui nous offre toutes les clés du plus célèbre policier de notre époque. Biographie comparée du héros et de son créateur, plongée dans un univers où grouillent quelque deux mille cinq cents personnages (tous répertoriés), analyse du mécanisme qui régit, qui canalise une inspiration si prodigieusement féconde, filtrage des histoires pour en dégager la morale, cette somme se hisse à la hauteur du phénomène. Quel phénomène ? « Selon Germain Simenon, pelotonné entre ses murs roses ».

GABRIELLE ROLIN.

(Vendredi 15 juillet.)
★ DE LA CAVE AU GRENIER, de Georges Simenon, Presses de la Cité, 185 pages, 45 F.
★ COMMISSAIRE MAIGRET, QUI ÊTES-VOUS ?, de Gilles Henry, Plon, 270 pages, 50 F.

ROSA LA ROUGE

● Une thèse volumineuse et une nouvelle édition de ses lettres éclairent différemment le visage de Rosa Luxemburg.

LA fin tragique de Rosa Luxemburg, assassinée froidement et jetée dans un canal du Tiergarten, à Berlin, par des militaires — semble avoir compromis la destinée de son œuvre. En dépit des efforts accomplis pour sauver son héritage, pour rassembler ses lettres, de nombreux documents sont demeurés pendant longtemps presque introuvables. Il faut attendre les années 50 pour que paraissent les premiers travaux réellement scientifiques. La thèse que Gilbert Badia lui a consacrée, qui retrace sa vie, son action de théoricienne et de militante, est sans aucun doute l'ouvrage le plus complet que nous possédions jusqu'à présent sur sa place au

sein du marxisme. Deux volumes de correspondance permettent de suivre l'évolution politique de Rosa Luxemburg et la genèse de ses travaux.

Spécialiste de l'Allemagne de Weimar, auteur d'essais sur le socialisme et d'une volumineuse *Histoire de l'Allemagne contemporaine* (1), traducteur de Marx et de Brecht, Gilbert Badia cherche à saisir à chaque instant la réalité mouvante d'une époque et d'une personnalité.

Il a en accès à de nombreux documents inédits et propose une synthèse d'une valeur inappréciable sur l'ensemble des problèmes auxquels la militante prit une part active, des premières batailles au sein de la social-démocratie à l'assaut final, des relations mouvementées avec Kautsky aux polémiques avec Lénine. C'est l'histoire du mouvement spartakiste, l'une des périodes les plus tragiques et les plus confuses de l'histoire contemporaine qui revit ici.

Les lettres réunies dans le volume *Vive la lutte* furent écrites entre 1891 et 1913. On y suit le développement de la pensée de Rosa Luxemburg, les contacts qu'elle a noués dans la social-démocratie, leurs péripéties. Leur style va de la froideur de l'analyse économique à l'humour, à l'ironie et même au lyrisme le plus exalté. On y découvre une jeune femme passionnée par les problèmes de son temps, révoltée par les injustices sociales, qui fraye lentement son chemin vers le marxisme. Lorsqu'elle arrive à Berlin, le S.P.D. n'a encore qu'une faible audience parmi les intellectuels. Cette femme, étrangère, polono-juive, « gauchiste », qui va occuper une place capitale dans la presse social-démocrate allemande, éveille autant d'affections sincères que d'hostilités. Kautsky incarne à ses yeux un immense espoir mais elle ne tarde pas à découvrir ses faiblesses et rompra avec lui en 1910. Elle ne semble vivre que dans le corps-à-corps avec les idées et dans la lutte quotidienne aux côtés des ouvriers auxquels elle s'adresse dans les meetings, comme en

témoignent les lettres écrites entre 1905 et 1908 enthousiasmées par la première révolution russe.

Dès 1914, elle est en liberté surveillée. À peine sortie de prison, elle se lance à nouveau dans l'activité révolutionnaire aux côtés de Liebknecht. Elle est internée une seconde fois par ordre de l'autorité militaire. L'effondrement du mouvement ouvrier face à la guerre est l'expérience fondamentale à partir de laquelle elle cherche une issue. Pendant quatre ans, elle analysa la crise de la social-démocratie, reconnaissant dans Octobre 1917 « un véritable tournant » sans oser croire que le succès de Lénine sera durable.

Une défaite dans la victoire

La révolution allemande de 1918 l'entraîne avec un tourbillon. Elle s'y brûle, plus qu'elle ne s'y consacre. Bravant tous les dangers, Rosa est devenue, avec Liebknecht, la cible de toutes les attaques. La gauche révolutionnaire, organisée désormais en parti communiste, ne dispose pas des forces capables de faire face à une telle situation.

Comme l'a si bien dit Liebknecht, la semaine spartakiste sera une défaite dans la victoire. Les gravures de Grosz ne sont que trop vraies : tandis que les corps des ouvriers jonchent les rues, Noske et la bourgeoisie fêtent au champagne la révolution assassinée. Poursuivis par la police et les mouchards, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht ne quitteront pas Berlin. Après la défaite de l'insurrection, ils seront sauvagement assassinés. Lors de l'anniversaire du parti, Erwin Piscator lira encore le dernier discours de Liebknecht, « Malgré tout », tandis que son cadavre apparaissait sur un écran, parmi d'autres images de la révolution. Les ouvriers de Wedding attendront longtemps de voir Rosa réapparaitre à la tête des manifestations, ne pouvant croire à sa mort.

Les éditeurs, en confrontant les



★ Dessin de Lénine. Copyright Opera Mundi, New-York Book Review.

traductions déjà connues de sa correspondance aux originaux, y ont réinséré de nombreux extraits de lettres, coupés par ailleurs, car trop personnels. Ils éclaircissent différemment la personnalité de Rosa. L'image traditionnelle de « Rosa-la-Rouge » a souvent quelque chose d'infiniment. Ces lettres nous la révèlent, au contraire, familière, en proie au doute et à la solitude : créature de chair et de sang. On comprend à la lire le grand symbole qu'elle représente. Rien d'étonnant si ces simples mots « J'étais, je suis, je serai » ont été repris récemment comme titre d'un film tourné en R.D.A. sur la figure chilienne. Il y a dans la vie et les écrits de Rosa Luxemburg (2) quelque chose que rien ne peut assassiner : le courage et la générosité les plus extrêmes alliés à la lucidité.

JEAN-MICHEL PALMIER.

(Vendredi 15 juillet.)

★ ROSA LUXEMBURG, JOUENALISTE, POLEMISTE, REVOLUTIONNAIRE, de Gilbert Badia, Editions sociales, 230 p., 120 F.

★ CORRESPONDANCE 1891-1914, VIVE LA LUTTE, de Rosa Luxemburg, Maspero 425 p., 50 F. — CORRESPONDANCE 1914-1918, J'ETAIS, JE SUIS, JE SERAI, Maspero, 425 p., 55 F.

Le «prêt-à-penser»

S'IMAGINAIT-ON que ce siècle de la marchandise éparpillerait les activités intellectuelles ? L'esprit consomme désormais sans plus de liberté ni de nécessité que le corps s'empêtre et s'attise. Le marché des idées suit le marché de la confection, le prêt-à-penser copie le prêt-à-porter, le papier colle au chiffon. 1977, par exemple, restera l'année du *batte-dress*, rayon frêles, et, côté frime, du « pouvoir ». Cette notion de « pouvoir » a envahi les conversations huppées avec la soudaineté impérieuse de la couleur kaki dans les quartiers chics. S'en passer signe son plouc.

Comme les vêtements à la mode, les concepts du jour s'accroissent avec des colifichets verbaux, tous les mêmes. « Je veux dire » ou « comme ça » sonnent déjà vieux. Ce printemps, c'est « un certain nombre » qu'il fallait placer à tout propos, et « quelque part ». Je suis ébranlé par certaines expériences » devait se dire, sous peine de dater ; « un certain nombre de pratiques m'interpelle », disons, quelque part ». Et si vous ajoutez : « dans mon rapport au pouvoir », c'était la classe.

Ce phénomène n'a pas surgi avec le mouvement dont retentit la presse depuis quelques semaines. Il lui est bien antérieur, et défie, comme dans l'habillement, les pronostics ou les ruses du marketing. Un truc prend, pas l'autre : comme si le client, quelque part, restait roi. Longtemps, seuls les dits d'âme évoluaient au rythme des cravates. On s'habillait Werther, mais il demeurait malotru de changer d'idées comme de chemises. C'est avec Sartre, et bien malgré lui, que l'air du temps a commencé de confondre fringues et philosophie. Le passage de l'essence à l'existence accompagnait, au mois près, celui du col zazzou à la chemise écossaise. Pour-soi et pantalon noir s'associent dans les mémoires comme les deux magots du café célèbre.

La symétrie des deux modes n'a cessé de s'accroître. Au sortir de 1972 a répondu la marotte du « désir », sur fond de bleu délavé. 1971 a sonné en chœur le retour au « rétro » et la liquidation de l'Édipe. L'exaltation du « plaisir » et de l'« écriture du corps » a coïncidé avec la promotion des guerilles orientales. L'or et l'argent, qui scintillaient l'an dernier sur le dos des femmes, traversaient le « tissu social » avec la même insistance que le mot « discours », mis, lui aussi, à toutes les sauces. On a longtemps reconnu l'intellectuel à la page à ce qu'il traduisait le trop simple « point de vue des chefs » par « idéologie dominante », puis par « démarche du maître » ; c'est maintenant « discours du pouvoir » qu'il faut dire, sous peine de faire attardé et province.

Il ne s'agit pas d'établir, ce serait trop beau, que les deux snobismes correspondent trait pour trait, les coutures savantes des jeans renvoyant, par exemple, au structuralisme, mais qu'ils obéissent à la même logique, ou plutôt à la même absence de rationalité. Les vendeurs d'objets usuels, eux, font semblant de progresser scientifiquement d'un article

par Bertrand Poirot-Delpech

à l'autre. A l'inverse, les marchands de concepts, comme les couturiers, ont besoin que le nouveau ne sorte pas de l'ancien, qu'il le déclassé d'un coup, qu'il le relègue aux ténébres. On ne modifie pas la coupe d'une idée, on la jette. « Désir » et « discours » sont déjà en train de tomber dans la trappe, sous l'accusation de « fascisme ». Les gens à la page abandonnent en bloc le chic de la veille à la piteuse pensante, à la façon dont les élégantes relèvent leurs robes décrétes « immettables » à leur bonne ou à l'abbé Pierre.

C'est Roland Barthes, devenu, quoi qu'il en ait, une des grandes griffes de la haute couture culturelle, qui a été le premier à apercevoir des ressemblances entre les habillements du corps et ceux de l'esprit. Dans *Barthes par Barthes* (Le Seuil, 1975), à la rubrique « choix d'un vêtement », il imagine un intellectuel hésitant entre plusieurs formes de marxiens comme un palpe des frusques. En démontant, il y a dix ans, le système de la mode « féminine et de sa description », il ne faisait que présenter l'emprise de la mode sur l'ensemble collectif, au-delà du vêtement. Mais déjà son analyse sémiologique de la presse féminine pouvait s'appliquer, point par point, aux engouements intellectuels où il se trouve aujourd'hui impliqué, fût-ce malgré lui.

La promulgation du « nouveau » s'exprime de manière d'autant plus péremptoire et emphatique qu'elle se sait infondée et venue de nulle part. Aux diktats des magazines féminins — « l'après-midi les fronces s'imposent », « le noir s'affirme », « la jupe sera de l'assur », — correspondent ceux de la presse pensante : « le marxisme n'est plus de mise », « la métaphysique revient très fort », « la pensée sera une morale ou ne sera pas ». Quand ces décrets célestes paraissent trop arbitraires, on les impute à celles et ceux qui s'y soumettent — « les jeunes filles alment les maillots rayés », « nous sommes pas mal d'étudiants à penser que... », ou on donne en exemple le goût des stars : « la chanteuse X... choisit le débardeur », « le philosophe Y... a renoncé à Hegel », etc.

Dans les deux cas, la masse du public est invitée à rêver d'une séduction supérieure, représentée sur le mode fabuleux. Les atours des reines et les détours des érudits entretiennent la même illusion d'un accès possible au luxe et au savoir suprêmes, que figurent ensemble les concours d'élégance et les citations d'Hérodote. A chaque nouvelle lubie des stylistes, les exclus de la fête obtiennent, avec une crédulité intacte ou, plus probablement, une soumission amusée à l'inévitable.

Comment pourraient-ils résister ? La presse écrite par laquelle se répandaient, il y a dix ans, les injonctions des couturiers n'était rien à côté des moyens de fascination dont disposent maintenant les faiseurs de modes intellectuelles. Cette recherche et tel vocabulaire qui ne seraient pas sortis naguère de cercles savants et de thèses confidentielles sont jetés en pâture à des millions de profanes. En soi, c'est un progrès dans la diffusion et la démocratisation du savoir. Mais le public n'a pas la formation qui lui permettrait de faire un tri et de fonder une opinion. Les revirements des idées s'imposent à lui de façon aussi incontrôlable et magique que les « révolutions » d'emmanchures.

À PRES avoir comparé l'intellectuel en mal de théorie à quelqu'un qui se cherche un vêtement, Barthes suggère que « l'économie de son discours de la vérité » ne sera jamais que celle de son corps. Et d'imaginer une scène inédite de *Bouvard et Pécuchet*, si précisément les héros de Flaubert « ne changeaient de corps à chaque bibliothèque qu'ils explorent ».

Ils ne sont pas les seuls, et de moins en moins. Même quand ils croient de bonne foi nous les couturiers déposés la femme de son corps, sous couvert de la rendre plus désirable et heureuse. C'est un peu de nous-même qui nous est à chaque fois vendu et repris comme périmé, par une manipulation sans vergogne des corps et des âmes.

Le temps s'approche où l'on changera de vision du monde comme de décolleté.

(Vendredi 15 juillet.)